Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
115, St-Gabriel.

Gazette officielle de quebec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 21 MARS 1936.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21ST MARCH, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate)) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 1285—10-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1286—10-8-o

Lettres patentes

"Acme Jewellers, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars, 1936, constituant en corporation: Louis Marven Dorsey, George Harris, Lawrence Marks, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de manufacturiers, grossistes, détaillants, commerçants, importateurs et exportateurs de bijoux de toutes classes, argenterie, bimbeloterie, articles de toilette, radios, dispositifs mécaniques, crayons et plumes-fontaines, joyaux, montres, horloges, coutellerie, nouveautés, quincaillerie, ustensiles de cuisine, vaisselle, articles en cuir, et toutes autres lignes incidentes ou alliées, et vendre et négocier les dites marchandises par l'entremise de succursales et sollicitation à domicile dans toute la province de Québec;

2. Agir comme agents pour les autres négociants ou marchands pour aucune des marchandises susmentionnées;

3. Acheter, acquérir, vendre et négocier tous droits exclusifs, droits brevetés, privilèges ou permis en rapport avec le commerce de la compagnie;

4. Garantir toutes dettes, soit garanties par obligation ou autrement, de toute compagnie qui a l'autorisation de conduire un commerce se rapportant ou semblable aux pouvoirs de la compagnie;

5. Emettre en paiement intégral ou partiel de tous biens, droits ou privilèges acquis par la compagnie, ou pour toutes garanties des valeurs de la compagnie, ou pour services rendus, des actions du capital-actions de la compagnie, soit souscrit ou non, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou les valeurs de la compagnie;

6. Acheter ou autrement acquérir et se charger et opérer la totalité ou une partie quelconque des biens, du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne, firme, association, syn-

Letters patent

"Acme Jewellers, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1936, incorporating: Louis Marven Dorsey, George Harris, Lawrence Marks, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as manufacturers, wholesalers, retailers, jobbers, importers and exporters of all classes of jewellery, silverware, trinklets, toilet articles, radios, mechanical devices, fountain pens and pencils, gems, watches, clocks, cutlery, novelties, hardware, cooking utensils, flatware, leather goods, and all other incidental or allied lines, and to sell and deal in such merchandise by means of branch offices and personal canvass throughout the Province of Quebec;

2. To act as agents for other dealers or merchants in any of the above mentioned merchandise;

3. To purchase, acquire, sell and deal in any exclusive rights, patent rights, privileges or licenses in connection with the business of the company;

4. To guarantee any indebtedness, whether bonded or otherwise, of any company authorized to conduct any business within or similar to the powers of the company;

5. To issue in payment or part payment for any property, rights or privileges acquired by the company, or for any guarantees of the company's securities, or for services rendered, shares of the company's capital stock, whether subscribed for or not, as fully paid and non-assessable, or the company's securities;

6. To purchase or otherwise acquire and undertake and operate all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm, association, syndicate or company carrying

dicat ou compagnie exerçant une partie quelconque du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant à ses fins et les payer en deniers ou par la répartition et l'émission à cette dite personne, firme, association, syndicat ou compagnie, d'actions du capital-actions de cette compagnie entièrement ou partiellement libérées, ou partiellement avec l'un et partiellement avec l'autre, tel qu'il sera convenu;

7. Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de la propriété, des biens et entreprises de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, comprenant des actions, débentures, obligations de toute compagnie les achetant ou en faisant l'acquisition;

8. Distribuer en espèces ou autrement, tel qu'il sera décidé, aucun des biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou engagements de cette compagnie; mais seulement dans les cas et de la manière permis par les lois de la province de Québec ou de la Puissance du Canada;

9. Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses inhérents à la constitution et l'organisation de la compagnie et connexes au prélèvement de son capital-actions; passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

10. Les clauses susdites seront interprétées et comme objets et comme pouvoirs, de manière à étendre et non pas limiter les pouvoirs généraux conférés par les lois de la Province de Québec, et il est par les présentes expressément pourvu que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne servira pas à limiter ou restreindre en aucune manière les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Acme Jewellers, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1575 Sous-secrétaire de la Province.

"Alfred Renauld, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de février 1936, constituant en corporation: Alfred Renauld, sr, entrepreneur, Alfred Renauld, jr et Adélard Renauld, menuisiers, tous de la municipalité du village de Charlesbourg et du district de Québec, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou acquérir autrement ou assumer comme exploitation active le commerce présentement exercé en la municipalité du Village de Charlesbourg, sous le nom de Alfred Renauld, commerçant de bois, y compris le fonds de commerce et la totalité ou toute partie de l'actif, des propriétés mobilières et immobilières de la dite firme ainsi que son passif, avec la clientèle dudit commerce, et émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel de telle compagnie en paiement intégral ou partiel de telle acon any part of the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes thereof and to pay for the same in cash, or by the issue and allotment to such person, firm, association, syndicate or company, as fully paid up and partly paid up, of shares in the capital stock of this company, or partly in one and partly in the other, as may be agreed upon;

7. To sell, lease or otherwise dispose of the property, assets and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures, securities of any company purchasing or acquiring the same;

8. To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company; but only in such cases and in such manner as are permitted by the laws of the Province of Quebec and / or the Dominion of Canada;

9. To pay out of the funds of the company all costs and expenses incidental to the incorporation and organization of the company and relative to the raising of its share-capital; to contract with any person or company to pay the same;

10. The foregoing clauses shall be construed both as objects and powers, in furtherance, and not in limitation of the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, and it is hereby expressly provided that the enumeration herein of specific powers shall not be held to limit or restrict in any manner the powers of the Company, under the name of "Acme Jewellers, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1576-o Assistant Provincial Secretary.

"Alfred Renauld, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1936, incorporating: Alfred Renauld, sr., contractor, Alfred Renauld, jr, and Adelard Renauld, carpenters, all of the Municipality of the Village of Charlesbourg, and of the District of Quebec, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and take over as a going concern the business actually carried on in the Municipality of the Village of Charlesbourg, under the name of Alfred Renauld, lumber merchant, including the stock-in-trade and the whole or part of the assets, moveable and immoveable properties of the said firm, and also its liabilities, with the good-will of the said business, and to issue fully paid-up and non-assessable shares of such company as whole or part payment for said acquisition and

quisition et exercer le dit commerce et assumer les obligations de la dite firme;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions ou autres choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou droit limité ou non limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement ou formule au sujet d'une invention, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition pourrait être de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter ou prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Exercer le commerce de marchands généraux, importateurs et exportateurs; et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'ameublements de ,maisons, articles de ménage et de sport, décorateurs de maisons et toutes sortes d'effets, marchandises et effets relatifs à son commerce;

Agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission pour toutes sortes d'articles ouvrés, effets, marchandises et matériaux relatifs à son commerce;

Acheter, vendre, échanger ou autrement acquérir du bois ou toute autre marchandise brute ou fabriquée;

Exercer le négoce de fabricant de pelles, toboggans, ou traînes sauvages, traîneaux, portes et châssis ou ouvertures de toutes sortes, en gros et en détail; exercer les fonctions de peintres décorateurs, menuisiers ou entrepreneurs;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'articles qui sont nécessaires et qui peuvent servir convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie ou avec la vente de tous articles dont la compagnie fait commerce;

Prendre des contrats pour décorer, finir, compléter ou faire la construction partielle de toutes maisons, édifices publics ou autres établissements;

Acquérir, détenir, manufacturer, bâtir, maintenir et exploiter tous les matériaux, outillages, machines et outils nécessaires pour exploiter avantageusement aucune de ces entreprises, et à cette fin, acquérir tous droits brevetés, brevets, inventions et privilèges similaires;

Acquérir par achat, location ou autrement le commerce de toute compagnie, firme ou personne exerçant tout commerce que cette compagnie est sur le point d'exercer, avec la totalité ou partie des propriétés foncières ou personnelles, mobilières ou immobilières qui servent à telle compagnie, firme ou personnes pour l'exploitation de tel commerce;

Promouvoir et aider financièrement au moyen de garantie, avance d'argent ou autrement les entreprises ou affaires de tout individu, firme, association ou corporation avec lesquels la compagnie est en relations commerciales;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement, détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse ou endosse-

to carry on the said business and take over the obligations of the said firm;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited or unlimited right to use, or any secret or other information or formula as to any invention, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the company may think convenient for the purposes of its business and, in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

To carry on business as general merchants, importers and exporters; and to purchase, sell and deal in all kinds of house furniture, household and sporting goods, house decoration, and all kinds of wares, merchandise and goods incidental to its business;

To act as manufacturers' agents or as commission agents for any kind of manufactured articles, wares, merchandise and materials incidental to its business;

To purchase, sell, exchange or otherwise acquire wood or any other raw or manufactured merchandise;

To carry on business as wholesale or retail manufacturer of shovels, toboggans, sleds, doors and sashes or openings of every kind; to carry on business as painters, decorators, carpenters or contractors;

To manufacture, purchase, sell and deal in any kinds of articles which may be required or capable of being suitably used in connection with the company's business or with the sale of any articles dealt in by the company;

To enter into contracts for the decoration, finishing, completion or partial construction of any houses, public buildings and other establishments;

To acquire, hold, manufacture, build, maintain and exploit any materials, equipment, machinery and tools which may be required for the proper carrying on of any of said undertakings, and for such purpose, to acquire any patent rights, patents, inventions and similar privileges;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the business of any company, firm or person carrying on any business which this company is about to carry on, with the whole or part of the real or personal, moveable or immoveable properties used by such company, firm or persons for the carrying on of such business;

To promote or aid financially by way of guarantee, loan of money or otherwise, the undertakings or business of any person, firm, association or corporation having business dealings with the company;

To subscribe for, take or otherwise acquire, hold shares, capital stock or other securities of any other company having purposes in whole or in part similar to those of the company or carrying on a business capable of being carried on in such manner as to benefit the company directly or indirectly;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise,

ment, garantie d'obligation, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Se joindre ou fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets en tout ou en partie sont semblables à ceux de la compagnie;

Partager les bénéfices, s'unir ou coopérer avec toute personne, firme, association ou corporation exploitant et sur le point d'exploiter tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou d'exercer;

Louer, vendre, aliéner autrement le commerce, les propriétés et les entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie;

User, jouir et se servir de tous les droits et privilèges que la Loi confère à toutes les compagnies identiques à cette compagnie, pourvu que dans l'exercice de ces droits et privilèges, elle n'agisse pas en transgression de la Loi et ne fasse rien qui soit contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles ou convenables pour l'accomplissement d'aucune des fins ou la réalisation d'aucun des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "Alfred Renauld, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune (valeur au pair).

Le bureau principal de la compagnie sera à Charlesbourg-Village, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1577-o Sous-secrétaire de la Province.

endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To join or amalgamate with any other company having purposes in whole or in part similar to those of the company;

To share in the profits, unite or co-operate with any person, firm, association or corporation carrying on or about to carry on any business which this company is authorized to engage in or carry on;

To lease, sell, otherwise alienate the business, property and undertakings of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for the shares, bonds, debentures or securities of any other company having purposes similar to those of the company;

To use, enjoy and exercise all the rights and privileges granted by Law to any companies similar to the present company, provided that in the exercising of said rights and privileges, the company's acts be not incompatible with law, public order and good morals;

To do anything necessary, useful or convenient for the attainment of any of the purposes or the carrying out of any of the objects hereinabove enumerated, under the name of "Alfred Renauld, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Charlesbourg-Village, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of February 1936.

ALEX. DESMEULES,
1578 Assistant Provincial Secretary.

"Asbestos Auto & Commercial, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1936, constituant en corporation: John-P. Wolfe, avocat, E.-Maude Wilson, teneur de livres, Violet Seaward, sténographe, toutes deux filles majeures, tous de la cité de Sherbrooke, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, manufacturer des voitures et véhicules de toutes sortes, y compris des automobiles, véhicules-moteurs, tracteurs, aéroplanes, machines, et aussi acheter, vendre, louer, manufacturer des radios, moteurs, machinerie, outils et toutes leurs accessoires, pièces, outillage, appareils de toutes sortes, en faire le commerce et le négoce de toute manière quelconque;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre et exploiter des garages publics et privés pour l'hangarage des automobiles, camions, tracteurs ou autres véhicules-moteurs ou aéroplanes, et pour la réparation, l'inspection et la modification des dits véhicules;

Acheter, vendre, manufacturer, exporter, importer toutes machineries ou machines nécessaires ou utiles pour traiter, mettre en opération et faire le commerce des articles et effets ci-dessus, dans les présentes mentionnés;

Acheter, vendre, exporter, importer, manufac-

"Asbestos Auto & Commercial, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty sixth day of February, 1936, incorporating: John P. Wolfe, advocate, E. Maude Wilson, bookkeeper, Violet Seaward, stenographer, both spinsters, all of the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, lease, manufacture carriages and vehicles of every kind including automobiles, motor vehicles, tractors, aeroplanes, machines, and also to purchase, sell, lease, manufacture radios, motors, machinery, tools and all the accessories thereof, parts, equipments, apparatus of every kind, to trade and deal therein in any manner whatsoever;

To acquire, purchase, lease, rent, sell and operate public and private garages for the storing of automobiles, trucks, tractors or motor vehicles or aeroplanes, and for the repairing, overhauling, and alteration of said vehicles;

To purchase, sell, manufacture, export, import any machinery or machine necessary or useful in the treating, operating and dealing in the goods and articles hereinabove mentioned;

To purchase, sell, export, import, manufacture

turer et faire le commerce de marchandises se rapportant au commerce d'automobiles et ses accessoires;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières, qui sembleront nécessaires et utiles aux fins de la compagnie, et ériger et construire sur ces dites propriétés, aux endroits et au temps qui seront jugés convenables; et vendre, louer ou disposer de tous les biens de la compagnie, mobiliers ou immobiliers, de toute nature quelconque et les hypothéquer et les grever pour garantir les dettes ou les emprunts de la compagnie, soit couverts par l'émission d'obligations ou débentures ou autrement;

Acheter, vendre, louer, posséder, échanger, construire, exploiter et administrer toute machinerie, usines, boutiques, magasins, entrepôts, postes de service nécessaires ou utiles pour l'exercice du commerce ou les fins de la présente compagnie;

Acquérir, louer et aliéner les marques de commerce, lettres patentes, privilèges et permis se rapportant à aucune invention qui sera censée être utile au dit commerce et les acheter, les louer, les vendre ou autrement les aliéner;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Acheter, acquérir, se charger ou assumer la totalité ou aucune partie quelconque du commerce, industrie, biens ou contrats, y compris la clientèle, d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce ou une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenables aux fins de la présente compagnie et les payer en argent, obligations ou actions acquittées ou partiellement acquittées de la présente compagnie, et assumer les responsabilités de toute personne, firme ou corporation;

Engager le crédit de la compagnie, pour garantir les dettes ou obligations de toutes autres personnes, firme ou corporation, sous le nom de "Asbestos Auto & Commercial, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.-00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Asbestos, province de Québec.

Dagé du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

1579 Sous-secrétaire de la Province.

and deal in merchandise incidental to the automobile business and its accessories;

To acquire by purchase, lease or otherwise and hold any movable or immovable property which may be deemed necessary and useful for the purposes of the company, and to erect and construct same at such places and times as may be deemed fit; and to sell, lease or dispose of any property of the company, movable or immovable, of any nature whatsoever and to hypothecate and pledge the same to guarantee the debts or borrowings of the company, whether covered by the issue of bonds or debentures or otherwise;

To purchase, sell, lease, own, exchange, construct, operate and manage any machinery, factories, shops, stores, warehouses, service stations necessary or useful for the carrying on of the business or purposes of this Company;

To acquire, lease and dispose of trade marks, letters patent, privileges and licenses relating to any invention which may be deemed useful in the said business and to purchase, lease, sell or otherwise dispose of the same;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To purchase, acquire, take over or assume the whole or any part whatsoever of the business, industry, property or contracts, including the goodwill, of any person or company carrying on a business or industry which the present company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company and to pay therefor in cash, bonds or paid up or partly paid up shares of the present company, and to assume the liabilities of any person, firm or corporation;

To pledge the credit of the Company, to guarantee the debts or obligations of any other persons firm or corporation, under the name of "Asbestos Auto & Commercial, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,-000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Asbestos, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1580–o Assistant Provincial Secretary.

"Beaver Grill, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février, 1936, constituant en corporation: John Jacob Spector, Harry Cohen, avocats, Eileen Gibbons, Margaret McMartin, toutes deux filles majeures, et Harry Worsoff, tous trois commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'un hôtel, restaurant, café, cafeteria, taverne, cabaret, salle de rafraichissement, victuailleurs licenciés; et vendre et détenir des permis pour la vente de la bière et du vin et / ou liqueurs spiritueuses en vertu des termes et conditions de la Loi des Liqueurs Alcooliques, et tous les amendements qui peuvent être faits à ladite loi et chacune et toutes autres dispositions, statutaires ou autres, de la Province

"Beaver Grill, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1936, incorporating: John Jacob Spector, Harry Cohen, advocates, Eileen Gibbons, Margaret McMartin, both spinsters, and Harry Worsoff, all three clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a hotel, restaurant, café, cafeteria, tavern, beer house, refreshment room, licensed victuallers; and to sell, and hold licenses for the sale of beer and wine and / or spirituous liquors under the terms and conditions of the Alcoholic Liquor Act, and any amendments which may be made to the said law and any and all other provisions, statutory or otherwise, of the Province of Quebec pertaining to the sale, use and

de Québec concernant la vente, l'usage et la consommation de la bière et du vin et / ou liqueurs spiritueuses;

Exercer le commerce, en gros et en détail, comme boulangers, confiseurs, et manufacturiers de biscuits, faire le commerce et manufacturer toutes sortes de produits alimentaires cuits, et aussi tous produits requis en rapport avec iceux, avec le pouvoir de manufacturer le pain, les biscuits, gâteaux et choses de même nature et les acheter et les vendre;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre les épiceries, produits alimentaires et autres tels effets se rapportant audit commerce;

Bâtir, promouvoir, conduire, entretenir des allées de quilles, salles de billard, piscines, exhibitions, démonstrations et combats de lutte et de boxe;

Promouvoir, organiser, administrer et conduire un club social de divertissements et d'amusements et promouvoir le bien-être des membres avec le pouvoir de faire et d'adopter des règlements, règles et règlementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion des membres, pour leur gouverne et pour la régie interne dudit club, avec le pouvoir de temps à autre de modifier, révoquer, annuler ou varier lesdits règlements, règles et règlementations ou l'un quelconque d'iceux;

Exercer tout autre commerce d'une nature semblable, qui semblera susceptible d'être exercé en même temps que le commerce de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir par achat, bail ou autrement toutes propriétés, mobilières et immobilières, réelles et personnelles, que la compagnie jugera nécessaires pour les fins de ses entreprises, ou toute partie d'icelles, soit directement ou comme un placement de ses fonds de surplus, et les vendre, louer, échanger, gager et les hypothéquer;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, firme ou société ou maison d'affaires dont une spécialité quelconque se rapporte directement ou indirectement au commerce exercé par cette compagnie, et en payer le prix convenu soit en deniers ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie créée par les présentes, ou partiellement en deniers et partiellement en actions libérées;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, échanger, gager, louer, nantir, grever, mettre en valeur, aliéner et faire le commerce de propriétés, réelles et personnelles, et droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité des objets précités, plus particulièrement avec des baux, options, contrats, obligations, opérations et entreprises commerciales de toute description;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, ou disposer autrement d'actions du capital, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation ou compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, firme ou compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exploiter ou exercer tout commerce ou toute transcomsumption of beer and wine and / or spirituous liquors;

To carry on business, wholesale and retail, as bakers, confectioners, and biscuit manufacturers, to deal and manufacture all kinds of cooked foodstuffs, and also any products required in regard to same, with power to manufacture bread, biscuits, cakes and the like and to buy and sell same;

To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs and other such merchandise connected with such business;

To build, promote, conduct, maintain bowling alleys, billiard halls, swimming pools, exhibitions, spectacles and werstling and boxing matches;

To promote, organize, manage and conduct a social recreation and amusement club and to promote the welfare of the members with power to make and adopt by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of members, for their government and for the internal management thereof, with power from time to time to alter, repeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations or any of them;

To carry on any other business of a similar nature which may seem capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise, all property, moveable and immoveable, real and personal, that the Company may deem necessary for the purposes of its undertakings, or any part thereof, either directly or as an investment of its surplus funds, and to sell, lease, exchange, pledge and hypothecate the same;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, firm or partnership or business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by this company, and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To purchase or otherwise acquire and to sell, exchange, pledge, lease, mortgage, charge, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal, and rights and interests of all kinds, moveable and immoveable, corporeal and incorporeal, and, without altering the generality of the foregoing, more particularly with leases, options, contracts, obligations, business concerns and undertakings of every description;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell, or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation or company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this Company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying or or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being

action susceptibles d'être transigés de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prélever et aider à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs, ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne, firme ou compagnie, ou toute autre personne ou toutes autres personnes avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, firme ou compagnie, et les vendre, les détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures et autres valeurs, pour le paiement, soit en tout ou en partie, de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, ou autres droits, baux, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel de, ou en échange pour des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie exploitant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de la compagnie ou dépenses incidentes à sa formation et son organisation;

Obtenir du capital, des crédits ou autre aide pour l'établissement, l'extension ou la réorganisation de toute industrie ou entreprise exercée ou devant être exercée par toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie est en relations d'affaires;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, gage ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par hypothèque, gage ou autrement;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation de tous les objets susdits ou aucun d'eux, sous le nom de "Beaver Grill, Ltd.", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 400 actions de $50.00 chacune, valeur au pair.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1581

conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bonds, debentures or other securities, or otherwise, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company, or any other person or persons with whom this Company may have business relations, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To issue fully paid-up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock and other securities, for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable, or other rights, leases, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this Company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the Company, by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this Company;

To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or re-organizing any industry or enterprise carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the Company has business relations;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of all of the above objects or any of them, under the name of "Beaver Grill, Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 400 shares of $50.00 each par value.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1582–o

"Continental Dress Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1936, constituant en corporation: Abram Rosenstein, Alexander-P. Popliger, avocats, Sylvia Rothschild, sténographe, non mariée, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

"Continental Dress Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1936, incorporating: Abram Rosenstein, Alexander I. Popliger, advocates, Sylvia Rothschild, stenographer, unmarried, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce et le négoce de laine, coton, tissus de coton, lainages, soies, toiles et vêtements de toute sorte, exercer l'industrie de manufacturier, acheteur et vendeur de vêtements de toute description;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort, to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operations, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the

pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instuments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'une partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou actions;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement graver les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Continental Dress Company", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune, monnaie courante du Canada.

purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, on such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Continental Dress Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each, current money of Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, dans notre dite province, à 486 rue Sainte-Catherine-ouest, en la dite cité.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1583 Sous-secrétaire de la Province.

"Delico, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1936, constituant en corporation: René Duranleau, Paul Duranleau, avocats, de la cité de Montréal, et Jules Dupré, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de confiseurs, pourvoyeurs, boulangers, pâtissiers, et de manufacturiers, acheter, vendre et trafiquer d'une manière générale de sucreries, confiseries, pâtisseries, pâtés et friandises;

2. Organiser, promouvoir, conduire, opérer et maintenir des salles de crème à la glace, restaurants, cafés, pensions et salles de rafraîchissements et généralement exercer le commerce de pourvoyeurs et restaurateurs;

3. Organiser, promouvoir, opérer et maintenir des hôtels, pensions, logements et fournir la pension, le logement et des rafraîchissements aux clients;

4. Exercer le commerce de manufacturiers, marchands, trafiquants, et acheter, vendre et trafiquer de cigares, cigarettes, tabac, fruits et autres comestibles, opérer des fontaines à eaux gazeuses, et trafiquer de toutes sortes de liqueurs rafraîchissantes, non alcooliques;

5. Exercer tout autre commerce, comme manufacturier ou autre, qui pourrait être convenablement exploité par la compagnie et que celle-ci pourrait juger approprié et capable directement ou indirectement de rehausser sa valeur ou de nature à faire valoir tout immeuble, droit ou produit appartenant à la compagnie;

6. Faire émettre, acheter ou autrement acquérir toute marque de commerce, non commercial, patente, licence, concessions conférant un droit, soit exclusif ou non exclusif, limité ou non limité, d'employer tout secret ou autre information concernant toute invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourrait directement ou indirectement bénéficier à la compagnie, et d'employer, exercer, développer ou accorder des permis s'y rapportant ou autrement s'approprier la propriété et droits d'information ainsi acquis;

7. Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, firme ou compagnie, comme une industrie active ou autrement, et conduire tout autre magasin de sucreries, restaurant, café, hôtel ou salle de rafraîchissement, et les payer en argent ou en bons ou en capital de la compagnie, totalement ou partiellement payé;

8. Acheter ou autrement acquérir et détenir, par bail ou autrement, toute propriété immobilière qui paraîtrait désirable à la conduite des affaires de la compagnie et les payer soit en argent, bons ou capital de la compagnie;

9. Vendre, échanger, louer, disposer de, ou trafiquer de toute propriété mobilière ou immobilière, et emprunter de l'argent sur la garantie

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, in our said province, at 486 Saint Catherine Street, West, in the said city.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1584-o Assistant Provincial Secretary.

"Delico, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1936, incorporating: René Duranleau, Paul Duranleau, advocates, of the city of Montreal, and Jules Dupré, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of confectioners, caterers, bakers, pastrymen, and manufacturers of, and buy, sell and deal generally in sweets, confectionery, pastry, pies and delicacies;

2. To organize, promote, conduct, operate and maintain icecream parlours, restaurants, cafés, boarding houses and refreshment rooms and generally to carry on the business of caterers and restaurant-keepers;

3. To organize, promote, operate and maintain hotels, boarding houses, lodging houses and to furnish board, lodging and refreshments to customers;

4. To carry on the business of manufacturers, merchants, traders and to buy, sell and deal in cigars, cigarettes, tobacco, fruit and other eatables, to operate soda-water fountains, and to deal in all kinds of non-alcoholic refreshing beverages;

5. To carry on any other business, as manufacturer or otherwise, which may be conveniently carried on by the company and which it may deem appropriate and capable of directly or indirectly enhancing the value of and rendering profitable any property, right or product belonging to the company;

6. To cause the issue of, purchase or otherwise acquire any trademarks, trade name, patent, license, concession conferring any right, either exclusive or non-exclusive, limited or unlimited, to use, any secret or other information concerning any invention, formula, recipe or process which may be used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights and information so acquired;

7. To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to conduct any other candy store, restaurant, café, hotel, refreshment room, and to pay therefor in cash or in bonds or capital stock of the company, wholly or partly paid up;

8. To purchase or otherwise acquire and hold, by lease or otherwise, any immovable property which appears to be desirable for the conduct of the business of the company and to pay therefor in cash, bonds or capital stock of the company;

9. To sell, exchange, lease, dispose of or deal with any movable or immovable property, and to borrow money on the security thereof, and

d'icelle, et engager telle propriété mobilière et hypothéquer telle propriété immobilière;

10. Acheter, acquérir ou souscrire à, et accepter, détenir, et disposer de toute action, bons, débentures ou garantie de toute compagnie, ou corporation poursuivant des fins semblables à celles de cette compagnie;

11. S'unir ou se joindre à toute autre personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable, ou se rattachant à ci-dessus;

12. Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie du commerce et entreprise de la compagnie, en faveur de toute personne, firme ou corporation, et accepter, comme considération pour telle vente, bail ou transfert, des argents ou des parts, bons ou sûretés de toute autre compagnie ou corporation;

13. Rémunérer soit en argent, ou en capital totalement ou partiellement payé ou en débentures de la compagnie, toute personne, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa fondation et son organisation, ou relativement à la conduite des affaires de la compagnie, ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, sous le nom de "Delico, Limited", avec un capital total de sept mille cinq cents dollars ($7,500.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1562 Mont-Royal, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1585-o Sous-secrétaire de la Province.

"Industrial Leathers Co., Limited—Cie des Cuirs Industriels, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1936, constituant en corporation: J.-Aldéric Piché, industriel, Yvon Boulanger, courtier, tous deux de Montréal, P. Q., E.-Gérard Boulanger, courtier, de Lachine, P. Q., dans les buts suivants:

a) Manufacturer, négocier et faire le commerce des cuirs et autres substances de même nature et description;

b) Traiter, manufacturer et préparer pour le marché tous produits d'iceux, soit à l'état préparé, manufacturé, ou à l'état brut, et les acheter, les vendre, en faire le commerce et le trafic, et exercer tous ou aucun des commerces suivants: préparation des cuirs, et de toute autre substance de même nature et description; teinturiers, fabricants et utilisateurs de matériel pour teindre, produire, préparer et tous autres commerces se rapportant à cette industrie;

c) Exercer l'industrie de la fabrication, de rachat et de la vente des cuirs et de toute autre substance de même nature et description, et manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, vendre, importer et exporter ou autrement disposer de toutes sortes d'articles, d'effets et marchandises;

d) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indi-

to pledge such movable property and hypothecate such immovable property;

10. To purchase, acquire or subscribe for, and accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company, or corporation carrying on objects similar to those of the present company;

11. To unite or join with any other person, firm or corporation carrying on any business similar or incidental to the foregoing;

12. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company, to any person, firm or corporation, and to accept, as consideration for such sale, lease or transfer, money or shares, bonds or securities of any other company or corporation;

13. To remunerate, wither in cash or in fully or partly paid up capital stock or debentures of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its foundation and its organization, or respecting the conduct of the business of the company, or for any property or rights acquired by the company, under the name of "Delico Limited", with a total capital stock of seven thousand five hundred dollars ($7,500.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at 1562 Mount-Royal, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1586 Assistant Provincial Secretary.

"Industrial Leathers Co., Limited—Cie des Cuirs Industriels, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1936, incorporating: J. Aldéric Picher, manufacturer, Yvon Boulanger, broker, both of Montreal, P. Q., E. Gérard Boulanger, broker, of Lachine, P. Q., for the following purposes:

a. To manufacture, trade, and deal in leather and other substances of the same kind and description;

b. To treat, manufacture, and prepare for market all products thereof, either in the prepared, manufactured or raw state, and to buy, sell, deal and trade in the same, and to carry on all or any of the following businesses, the treating of leather and of any other substances of same kind and description; dyers, makers and users of dyeing, producing, treating material, and any other business connected with the said trade;

c. To carry on the business of manufacturing, buying and selling of leather and any other substances of the same kind and description, and to manufacture, produce, acquire, purchase, hold, sell, import and export, or otherwise dispose of all kinds of goods, wares and merchandise;

d) To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the com-

rectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou information ainsi acquis;

e) Se fusionner, s'associer, ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

f) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

g) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

h) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'association, d'institution, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

i) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

j) Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer de telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares, ou autrement cultiver telles propriétés immobilières, et vendre ou disposer autrement des produits de telles propriétés;

k) Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, manufactures, édifices, entrepôts, machinerie, lieux aux fins dudit commerce, et agir comme agent pour des manufacturiers et négociants dans aucun des matériaux et marchandises mentionnés dans les présentes, ou d'une nature semblable;

l) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

m) Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque réelle ou personnelle,

pany, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, right or information so acquired;

e) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

f) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

g) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

h) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

i) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

j) To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise, to farm such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

k) To purchase, erect, construct and operate mills, factories, buildings, warehouses, machinery and places for the purposes of the said business, and to act as agent for manufacturers and dealers in any one of the materials and goods herein mentioned, or of a similar nature;

l) To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such person;

m) To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts,

pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

n) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

o) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

p) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

q) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

r) Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

s) Hypothéquer, gager ou nantir tous biens, mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie est légalement autorisée à émettre;

t) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

u) Etablir des agences et succursales;

v) Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

w) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques, et en accordant des prix, récompenses et dons;

x) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

y) Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie, et donner en garantie des biens immobiliers dans lesquels la compagnie a quelque droit, titre ou intérêt;

z) Exercer toute autre industrie (manufac-

liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

n) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

o) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

p) To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

q) To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any debentures, debenture stock or any other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

r) To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

s) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

t) To distribute among the shareholders of the company in kind or specie, or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and, in particular, of any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of, or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

u) To establish agencies and branches;

v) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

w) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art, or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

x) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

y) To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the company,and to give security therefor, immoveable property in which the company has any right, title or interest;

z) To carry on any other business (whether

turière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en rapport avec son commerce, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

aa) Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou toute partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

bb) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Industrial Leathers Co. Limited—Cie des Cuirs Industriels, Limitée".

Le capital de la compagnie sera de vingt mille dollars ($20,000.00), converti en actions, dont cent quatre-vingts (180) actions privilégiées préférentielles, à six pour cent (6%) d'intérêt par année, accumulatif, d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune sans droit de vote, et de quatre cents (400) actions communes d'une valeur au pair de cinq dollars ($5.00) chacune.

Les cent quatre-vingts (180) parts privilégiées seront rachetables au pair en tout temps, en tout ou en partie, à la discrétion des directeurs après avis de trente jours de toute date d'intérêts dûs donné par lettre recommandée.

Les intérêts sur ces actions privilégiées seront payables semi-annuellement.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1587–o Sous-secrétaire de la Province.

manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

aa) To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

bb. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Industrial Leathers Co., Limited—Cie. des Cuirs Industriels, Limitée".

The capital stock of the company shall be twenty thousand dollars ($20,000.00), converted into shares, of which one hundred and eighty (180) are six per cent (6%) preference non-voting cumulative shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each, and four hundred (400) common shares of a par value of five dollars ($5.00) each.

The one hundred and eighty (180) preferred shares shall be redeemable at par at any time, in whole or in part, at the option of the Directors, adter thirty days' notice given by registered letter, from any dividend date.

The dividend on the said preferred shares shall be paid semiannually.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1588 Assistant Provincial Secretary.

"J.-Albert Bounadere. Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1936, constituant en corporation: Maurice Trudeau, avocat, de la cité d'Outremont, Charles Longval et Théodore Brodeur, tous deux commis, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, importer et exporter, vendre et disposer de comestibles, épices, tabac, légumes, thé, café, viande et tous autres produits alimentaires;

2. Faire en détail le commerce d'épicerie, de fruits et légumes, de boucher et tout autre commerce qui peut être exercé en rapport avec tel commerce ou tel négoce;

3. Faire en détail le commerce de tabac sous toutes ses formes et faire le commerce de toute espèce d'articles de fumeur;

4. Faire le commerce de restaurateur, donner des repas, vendre des liqueurs douces;

5. Acheter ou autrement acquérir, en tout ou en partie, tout commerce ou négoce de nature semblable et le payer en actions, obligations ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

6. Acheter ou autrement acquérir et détenir les actions et obligations de toute compagnie exploitant ou exerçant un commerce ou négoce de nature semblable et les payer en deniers, actions libérées, obligations ou avec d'autres biens de la présente compagnie;

7. Acquérir en totalité ou autrement ou obtenir la totalité ou toute partie quelconque des propriétés et biens de tout individu et les payer en actions libérées, obligations ou autres biens de la présente compagnie;

"J.-Albert Bounadere. Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1936, incorporating: Maurice Trudeau, advocate, of the city of Outremont, Charles Longval, and Théodore Brodeur, both clerks, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, import and export, sell and dispose of eatables, spices, tobacco, vegetables, tea, coffee, meat and any other foodstuffs;

2. To carry on a retail business as grocery, fruit and vegetable dealer, and as butcher, and any other business which may be carried on in connection with such business or trade;

3. To carry on a retail tobacco business, under all the forms thereof and to deal in all kinds of smokers' supplies;

4. To carry on business as restaurant-keeper, to serve meals, and deal in soft drinks;

5. To purchase or otherwise acquire, in whole or in part, any similar kind of business or trade, and to pay therefor in shares, bonds, or with other securities of the company;

6. To purchase or otherwise acquire and hold the shares and bonds of any company engaged in or carrying on a similar business or trade and to pay therefor in cash, paidup shares, bonds or other assets of the present company;

7. To acquire, in whole or otherwise or obtain the whole or any part whatsoever of the property and assets of any person, and to pay therefor in paidup shares, bonds or other assets of the present company;

8. Se fusionner avec d'autres compagnies autorisées à exercer un négoce semblable à celui de la présente compagnie;

9. Établir, louer, acheter, ériger, construire et mettre en opération de ssuccursales, agences, édifices, entrepôts et aménagements nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie;

10. Acheter, vendre ou échanger tous lots vacants ou lopins de terre et ériger sur iceux toute construction ou maison que la compagnie jugera convenable;

11. Acheter, revendre ou échanger toute propriété construite;

12. Exploiter ou se charger de tout autre commerce que la compagnie jugera, de temps à autre, susceptible d'être convenablement exploité en rapport avec les objets et pouvoirs précités, et directement ou indirectement de nature à augmenter la valeur de ou rendre profitable aucun des privilèges, droits ou biens de la compagnie;

13. Tirer, garantir, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables, sous le nom de "J.-Albert Bounadere, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00) divisé en quatre cents (400) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1589-o Sous-secrétaire de la Province.

8. To amalgamate with other companies authorized to carry on a business similar to that of the present company;

9. To establish, lease, purchase, erect, construct and operate branches, agencies, buildings, warehouses and equipments necessary or suitable for the purposes of the company;

10. To purchase, sell or exchange any vacant lots or parcels of land and to erect thereupon any construction or house which the company may deem expedient;

11. To purchase, re-sell or exchange any improved property;

12. To carry on or undertake any other business which the company may, from time to time, deem capable of being suitably carried on in connection with the foregoing purposes and powers, and calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the privileges, rights or properties of the company;

13. To draw, guarantee, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments, under the name of "J.-Albert Bounadere, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1590 Assistant Provincial Secretary.

"John Millen Drummondville, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars, 1936, constituant en corporation: John Ernest Millen, gérant, Leonard Hartley, comptable, et Edwin Leslie Millen, gérant, tous de la cité de Montréal, dans la dite province, dans les buts suivants:

(*a*) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outils, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction de véhicules-moteurs ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec cette industrie, ou dans la fabrication, entretien et travail d'icelle respectivement;

(*b*) Manufacturer, acheter, vendre, louer, prendre à bail et exploiter, importer, exporter, échanger, et généralement faire le commerce d'appareils de réception pour radios et tous appareils et choses se raportant à l'industrie de la radio, aucun et tous appareils ou machineries d'électricité, de gaz ou de réfrigération, (comprenant des brûleurs à l'huile, poêles et réfrigérateurs de toutes sortes et de toute description), disposer de droits pour la vente de ces appareils ou machineries moyennant des droits régaliens, et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes semblables soit en gros ou en détail;

(*c*) Acquérir, détenir, négocier et disposer d'actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les pouvoirs sont de ceux que la compagnie a l'intention d'exercer;

(*d*) Acquérir par achat ou autrement, posséder et occuper aucune et toutes propriétés de tout genre ou nature, mobilières et immobilières, réel-

"John Millen Drummondville, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1936, incorporating: John Ernest Millen, Manager, Leonard Hartley, Accountant, and Edwin Leslie Millen, Manager, all of the City of Montreal, in the said Province, for the following purposes:

(*a*) To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

(*b*) To manufacture, buy, sell, lease, let and operate, import, export, exchange, and generally deal in radio receiving sets and all apparatus and things in connection with the radio industry, any and all electrical, gas or refrigerating apparatus or machinery, (including oil-burners, stoves and refrigerators of all kinds and description), to dispose of rights for the sale of such apparatus or machinery on royalties, and to buy and sell merchandise of all similar kinds either wholesale or retail;

(*c*) To acquire, hold, deal with and dispose of shares, bonds, or other securities of any other company any of whose powers are within the scope of those of the Company;

(*d*) To acquire, by purchase or otherwise, own and possess any and all property of any kind or nature, moveable and immoveable, real and per-

les et personnelles, et situées en n'importe quel endroit, et tout intérêt ou droit appartenant à aucune des dites propriétés; détenir, améliorer, développer et exploiter aucune des dites propriétés ou aucune partie d'icelles; construire et maintenir des constructions ou autres structures sur aucune desdites propriétés; vendre, louer ou autrement disposer d'aucune des dites propriétés, ou tous intérêts ou droits sur icelles; et généralement négocier et agir en rapport avec ladite propriété de toute manière quelconque;

(*e*) Prêter de l'argent, avec ou sans garantie, et prendre des bons, notes, débentures, contrats, locations, mortgages, comptes ouverts, dettes actives et autres valeurs, droits éventuels, titres de créances et obligations de toute sorte et nature comme garantie collatérale pour les valeurs susdites;

(*f*) Aider d'aucune manière tout individu, société, association, syndicat, compagnie de fiducie, association, ou corporation à fonds social dont aucune des valeurs, droits éventuels ou obligations sont détenus par ou pour la compagnie ou dans lesquels ou au succès desquels la compagnie aura aucun intérêt, et faire tous actes ou choses en vue de protéger, préserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles garanties, droits éventuels ou obligations ou autre propriété en tout temps détenus ou contrôlés par la compagnie ou dans lesquels elle peut être en aucun temps intéressée;

(*g*) Agir comme agent ou représentant d'individus, sociétés, compagnies, associations ou corporations et comme tel aider au développement et à l'extension de leur commerce et aider toute entreprise légale;

(*h*) Garantir le paiement de dividendes sur toutes actions du capital-actions, ou la réalisation de tout contrat par toute autre compagnie, corporation ou association dans lesquelles ou au succès desquelles la compagnie aura un intérêt et endosser ou autrement garantir le paiement de toutes obligations de toute telle autre compagnie, corporation ou association;

(*i*) Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis, ou les faire valoir autrement;

(*j*) Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*k*) Se fusionner, s'associer ou faire des arrangements pour le partage des bénéfices ou dépenses, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, ou faire des arrangements d'exploitation conjointe avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés,

sonal, and wheresoever situate, and any interests in or right appertaining to any of said property; to hold, improve, develop and operate any of said property or any part thereof; to build and maintain buildings and other structures on any of said property; to sell, lease or otherwise dispose of any of said property, or any interests in or rights thereto; and generally to deal with and act in relation to said property in any and every way;

(*e*) To lend money, with or without security, and to take bonds, notes, debentures, contracts, leases, mortgages, open accounts, book debts and other securities, *choses*-in-action, evidences of indebtedness and obligations of every kind or nature as collateral security therefor;

(*f*) To aid in any manner any individual, partnership, association, syndicate, trust company, joint stock association or corporation, any securities, *choses*-in-action or obligation of which may be held by or for the Company, or in which or in the welfare of which the Company shall have any interest, and to do any acts or things designed to protect, preserve, improve, or enhance the value of any such securities, *choses*-in-action or obligations or other property, at any time held or controlled by the Company or in which it may be at any time interested;

(*g*) To act as agent or representative of individuals, partnerships, companies, associations or corporations, and as such to aid in the development and extension of their business, or to aid any lawful enterprise;

(*h*) To guarantee the payment of dividends upon any shares of the Capital Stock of, or the performance of any contract by any other company, corporation or association in which, or in the welfare of which the Company shall have an interest, and to endorse or otherwise guarantee the payment of any obligations of any such other company, corporation or association;

(*i*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*j*) To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company, or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*k*) To amalgamate, enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which the company is authorized to carry on, or businesss capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property undertakings and affairs of any such business

entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

(*l*) Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou comme partiellement libérées, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement, ou en paiement ou à l'acquit de dettes et obligations dues par la compagnie;

(*m*) Vendre, louer ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débentures et valeurs de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

(*n*) Placer et négocier tous fonds ou biens qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, de la manière qui sera jugée convenable;

(*o*) Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité ou gouvernement tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir, et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

(*p*) Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou asusceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

(*q*) Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

(*r*) Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie, et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

(*s*) Exercer tous ou aucune partie des objets et fins susdits comme principal, facteur, agent, entrepreneur ou autrement, soit seuls ou par l'intermédiaire ou conjointement avec toute personne, association, compagnie ou corporation, et faire tous ou aucun des actes et choses nécessaires, profitables, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins, et pour la réalisation d'aucun des objets énumérés dans les présentes ou connexes à aucun pouvoir conféré dans les présentes;

and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

(*l*) To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any securities, rights or things that it can acquire or in payment or part payment of any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(*m*) To sell, lease or othersise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

(*n*) To invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the Company as may be deemed expedient;

(*o*) To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority or government any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out, or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

(*p*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

(*q*) Subject to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company and in particular any shares debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

(*r*) To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company, and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of the company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

(*s*) To carry out all or any part of the foregoing objects and purposes as principal, factor, agent, contractor or otherwise, either alone or through or in conjunction with any person, association, company or corporation, and to do any and all acts and things necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes, or for the attainment of any of the objects herein enumerated or incidental to any power herein conferred;

Les fins et pouvoirs spécifiés dans les clauses susdites ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins et pouvoirs indépendants, et l'intention des présentes est que les spécifications contenues dans les présentes, ne seront pas, et ne sont pas pour limiter, mais pour augmenter les pouvoirs octroyés par la dite Loi des compagnies aux compagnies de cette nature, et la compagnie est autorisée d'exercer tous les pouvoirs qui sont conférés ou qui seront à l'avenir conférés à telles compagnies par les lois de la province de Québec.

Les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans ces lettres patentes, à savoir:

A moins de fraude, nul contrat ou autre transaction entre la compagnie et toute autre corporation et nul acte de la compagnie ne seront en aucune manière affectés ou invalidés par le fait qu'aucuns des directeurs de la compagnie sont pécuniairement ou autrement intéressés dans, ou sont officiers ou directeurs de telle autre corporation. Tout directeur, individuellement, ou toute société dont tout directeur peut être membre, peuvent être partie à, ou être pécuniairement ou autrement intéressés dans tout contrat ou transaction de la compagnie, pourvu que le fait qu'il ou telle société est ainsi intéressé soit révélé ou soit connu de la majorité du bureau de direction; et tout directeur de la compagnie qui est aussi un directeur ou officier de telle autre corporation ou qui est ainsi intéressé peut être compris en déterminant l'existence d'un quorum à toute assemblée du bureau de direction, ou à tout comité de la compagnie qui pourra autoriser tout tel contrat ou transaction, et pourra voter pour autoriser tout tel contrat ou transaction, avec semblables autorité et pouvoir comme s'il n'était pas le directeur ou officier de telle autre corporation ou comme s'il n'était pas ainsi intéressé, sous le nom de "John Millen Drummondville, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en mille deux cents (1,200) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant de capital avec lequel la compagnie exploitera son industrie sera de six mille dollars ($6,000.00);

Les actions seront émises et réparties de temps à autre, pour telle considération qui sera fixée de temps en temps, par le bureau de direction. L'émission, par le bureau de direction, de la totalité ou de toute partie déterminée des actions de la compagnie comme partiellement acquittées et sujettes à appel jusqu'à ce que la totalité d'icelles ait été entièrement acquittée, est par les présentes, autorisée;

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Drummondville, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1591 Sous-secrétaire de la Province.

The purposes and powers specified in the foregoing clauses shall be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other clause hereof, but shall be regarded as independent purposes and powers, and the specification herein contained of particular powers is not intended to be, and is not, in limitation but in furtherance of the powers granted by said Companies' Act to companies of this character, and the Company shall be authorized to exercise all the powers conferred or which may hereafter be conferred upon such Companies by the laws of the Province of Quebec.

The following provisions are, by request, embodied in these Letters Patent, to wit:

In the absence of fraud, no contract or other transaction between the Company and any other corporation and no act of the Company shall in any way be affected or invalidated by the fact that any of the Directors of the Company are pecuniarily or otherwise interested in or are officers or directors of such other corporation. Any director individually, or any firm of which any director may be a member, may be a party to or be pecuniarily or otherwise interested in, any contract or transaction of the Company, provided that the fact that he or such firm is so interested shall be disclosed or shall be known to a majority of the Board of Directors; and any director of the Company who is also a director or officer of such other corporation or who is so interested may be counted in determining the existence of a quorum at any meeting of the Board of Directors, or of any committee of the Company which shall authorize any such contract or transaction, and may vote to authorize any such contract or transaction, with like force and effect as if he were not such director or officer of such other corporation or not so interested, under the name of "John Millen Drummondville, Limitée".

The capital of the Company will be divided into one thousand two hundred (1,200) shares without nominal or par value, and the amount of capital with which the Company will carry on business will be six thousand dollars ($6,000.00).

Shares shall be issued and allotted from time to time for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors. The issue of the whole or any part determined by the Board of Directors of the shares of the Company as partly paid and subject to calls thereon until the whole thereof shall have been paid, is hereby authorized.

The head office of the company will be at the Town of Drummondville, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1592–o Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Sorex, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1936, constituant en corporation: J.-René Guay, Maurice Boissinot et J.-Antonin Marquis, tous trois pharmaciens, des cité et district de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturiers et marchands de produits chimiques, manufacturer, exporter, importer, acheter, raffiner, mélanger, et autrement préparer pour le marché, faire valoir et négocier toutes sortes de

"La Compagnie Sorex, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1936, incorporating: J. René Guay, Maurice Boissinot and J. Antonin Marquis, all three druggists, of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a manufacturer and dealer in chemicals, to manufacture, export, import, buy, sell, refine, compound and otherwise render marketable, turn to account and deal in all kinds of chemicals,

produits chimiques et tous leurs produits et sous-produits, tels que savons, denrées alimentaires, extraits, essences, huiles et huiles essentielles, produits de toilette, remèdes brevetés et tous les articles et matériaux dont ils font partie ou qui entrent dans leur fabrication;

Acheter, louer ou autrement acquérir toutes formules chimiques ou autres formules, procédés, brevets, droits, franchises ou privilèges et acquérir par achat, bail, concession ou autrement, et construire, ériger, exploiter, détenir, contrôler, gérer et vendre ou autrement disposer de tous réservoirs, usines, fournaux, cornues, magasins, dépôts, ateliers et autres travaux et commodités nécessaires ou utiles au commerce de la compagnie ou qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement aux intérêts de la dite compagnie;

Servir d'intermédiaire pour l'achat ou la vente entre tout fabricant, manufacturier, commerçant, industrie, grossiste ou exploitant d'un produit quelconque et les détaillants et consommateurs;

Faire en gros le commerce de pharmacie comprenant, sans exception, tous les articles qui peuvent se vendre et se fabriquer dans une pharmacie, et entre autres, médicaments, drogues, essences, remèdes de toutes espèces, produits chimiques et pharmaceutiques, avec le droit de manufacturer et fabriquer tous ces articles;

Faire en gros, en détail ou à commission le commerce de teintures, remèdes brevetés dits "Proprietary Medicines", eaux minérales, huiles, articles de toilette, parfums et tout autre commerce, avec le droit de manufacturer et fabriquer tous ces articles;

Faire en gros, en détail ou à commission le commerce d'instruments de chirurgie ou de physique, de toutes espèces et de toute substance, et de tous autres articles s'y rattachant pour le service des médecins, chirurgiens, dentistes, vétérinaires, laboratoires, hôpitaux et cabinets scientifiques;

Faire en gros, en détail ou à commission le commerce de photographie, comprenant tous les articles pouvant servir dans la photographie, ainsi que le droit de fabriquer ces articles, d'établir et de maintenir des ateliers de photographie et d'y exécuter tous les ouvrages qui touchent de quelque manière que ce soit à la photographie et tout objet d'art;

Acquérir par achat, loyer ou autrement, obtenir, faire, enregistrer des brevets d'invention, des marques de commerce, noms et procédés utiles à l'exercice de leur commerce;

Payer pour immeubles, propriétés, biens, droits, valeurs ou privilèges vendus, pour services rendus à la présente compagnie, pour partie ou pour le tout, avec des actions acquittées de la compagnie ou adopter tout autre mode de paiement;

Faire en gros, en détail ou à commission tout autre commerce; manufacturer et fabriquer tout article qui peut faire l'objet de tout commerce;

Placer les deniers de la dite compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Ouvrir des magasins, succursales, comptoirs, agences;

Emettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens réels, personnels, mobiliers ou immobiliers et de toutes formules, brevets, marques de commerce, droits et concessions achetés, loués ou autrement requis par la compagnie;

and all products and by-products thereof such as soap, foodstuffs, extracts, essences, oils and essential oils, toilet accessories, patent medicines and all articles and materials into which they enter or of which they form part;

To purchase, lease or otherwise acquire any chemical or other formula, process, patent, right, franchise or privilege, and to acquire by purchase, lease, concession or otherwise and to construct, erect, operate, hold, control and manage, and to sell or otherwise dispose of all reservoirs, factories, furnaces, retorts, shops, depots, machine shop and other works and conveniences necessary for or useful in the business of the company or which may seem calculated directly or indirectly to advance its interests;

To act as intermediaries for the purchase or the sale between any maker, manufacturer, trader, industrialist, wholesaler of or dealer in any products whatsoever and retailers and consumers;

To carry on the wholesale pharmacy business comprising, without exception, all articles which may be sold and made in a pharmacy, and among others, medicines, drugs, essences, remedies of all kinds, chemical and pharmaceutical products, with the right to manufacture and make all the said articles;

To carry on the wholesale, retail or commission business of dyes, proprietary medicines, mineral waters, oils, toilet articles, perfumes and any other business, with the right to manufacture and make any of the said articles;

To deal both wholesale or retail or on commission in surgical or medical instruments, of all kinds and substances and any other articles used by doctors, surgeons, dentists, veterinary surgeons, laboratories, hospitals and scientific research rooms;

To carry on the wholesale, retail or commission business of photography, including all articles which may be used in photography, as well as the right to manufacture such articles, to establish and maintain photographic studios and to carry on therein any work incidental in any manner whatsoever to photography and any object of art;

To acquire by purchase, lease or otherwise, obtain, make, register patents of invention, trade marks, names and processes useful for the exercise of their business;

To pay for immovables, properties, assets, rights, securities or privileges sold, for services rendered to the present company, in whole or in part, with paid up shares of the company or to adopt any other mode of payment;

To carry on wholesale, retail or on commission any other business; to manufacture and make any article which may form the object of any business;

To invest the money of the company not immediately required in the manner to be determined from time to time;

To open stores, branches, counters, agencies;

To issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, movable or immovable and for any formulae, patents, trade marks, rights and concessions bought, leased or otherwise required by the company;

Faire toutes autres choses utiles à l'accomplissement des objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "La Compagnie Sorex, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1593-o Sous-secrétaire de la Province.

To do all other things useful to the attainment of the objects hereinabove mentioned, under the name of "La Compagnie Sorex, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1594 Assistant Provincial Secretary.

"Les Agences Rex, Limitée—Rex Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1936, constituant en corporation: Théophile Brosseau, agent d'immeubles, Gedeas Clermont, entrepreneur, et Pandely Talabac, agent, tous trois de la Cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre et autrement exercer le commerce de meubles, machineries, épiceries, ferronnerie, poêles, ferblanterie, binbeloterie, marchandises brevetées, marchandises sèches, automobiles et leurs accessoires et matériaux de construction, et exercer un commerce général d'importation et d'exportation, comme principal, agent, courtier, marchand à commission, agent financier, courtier de douane ou d'entrepôt, agent expéditeur ou receveur ou dépositaire et consignataire;

2. Manufacturer ou autrement produire ou négocier aucun des objets, articles ou marchandises énoncés dans le paragraphe ci-dessus, avec ensemble tous matériaux, bruts ou autrement, qui peuvent être utilisés en rapport avec iceux ou former partie constituantes d'iceux, et acquérir, maintenir et exploiter des usines, moulins ou industries qui peuvent être requis en rapport avec iceux;

3. Exercer le commerce comme facteurs et marchands à commission;

4. Exercer le commerce en général de garagiste sous toutes les formes et plus spécialement pour l'hangarage d'automobiles, et la vente de l'huile, de la gazoline et de tous les sous-produits d'icelles;

5. Faire le commerce de transport par terre, par air ou par eau sous toutes ses formes, pour le compte de la Compagnie ou pour le compte d'autres personnes;

6. Faire le commerce comme agent d'importation ou d'exportation en général, acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer, faire toute transaction touchant la papeterie, les meubles et articles de bureau, ameublement scolaire, matériel d'éducation et d'enseignement;

7. Exercer toute autre entreprise, manufacturière ou autre, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables,

8. Acquérir ou entreprendre, en tout ou en partie, l'industrie, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

9. Acquérir, demander, obtenir, acheter ou autrement, des patentes, droits de patentes, licences, inventions, marques de commerce, noms

"Les Agences Rex, Limitée—Rex Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1936, incorporating: Théophile Brosseau, real estate agent, Gedeas Clermont, contractor, and Pandely Talabac, agent, all three of the City of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, sell or otherwise deal in furniture, machinery, groceries, ironware, stoves, tinware, toys, patented goods, dry goods, automobiles and the accessories thereof, and building materials, and to carry on a general importation and exportation business as principal, agent, broker, commission merchant, financial agent, custom or warehouse broker, shipping or receiving agent or depositary or consignee;

2. To manufacture or otherwise produce or deal in any of the goods, wares or merchandise referred to in the foregoing paragraph together with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith or form component parts thereof, and to acquire, maintain and operate factories, mills or plants which may be required in connection therewith;

3. To carry on business as factors and commission merchants;

4. To carry on a general garage-keeper business in all its branches and more especially for the storing of automobiles and the sale of oil, gasoline and all the by-products thereof;

5. To carry on, in all its branches, a general transportation business by land, by air or by water, either for the company or on behalf of other persons;

6. To carry on business as general importation or exportation agent, to purchase, sell, import, export or manufacture, carry on any transaction respecting stationery, chattels and office supplies, school furniture, educational and teaching supplies;

7. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

8. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

9. To acquire, apply for, obtain, purchase or otherwise any patents, patent rights, licenses, inventions, trade-marks, trade-names and appli-

de commerce et demandes en suspens, droits d'auteurs, et de les payer en argent ou en actions de la compagnie entièrement libérées, et non sujettes à appel, bons ou autres garanties de la compagnie et d'en disposer;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptibles d'être utilisés pour quelqu'une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur, ou d'accorder des permis à cet égard;

11. Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles et la clientèle, franchises, droits, privilèges, contrats et actifs de toutes sortes, utiles ou en rapport aux affaires de la compagnie, et de les payer en argent ou en actions de la compagnie entièrement libérées et non sujettes à appel, bons, autres garanties de la compagnie, ou autrement tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire le commerce autrement avec tout ou aucune partie d'iceux et en disposer;

12. S'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou faisant ou sur le point d'exercer ou de faire une transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à faire, ou une industrie ou une transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et de prêter des fonds à cette personne ou compagnie, de garantir ses contrats, ou autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et de les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

13. Hypothéquer, garantir, vendre, louer tous immeubles de la compagnie ou en disposer;

14. Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

15. Conclure des arrangements avec les autorités, municipales, locales ou autres, qui semblent propres aux fins de la compagnie, ou à l'une quelconque de ses fins, et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et d'exécuter et observer ces concessions, droits, privilèges et conventions;

16. Etablir et maintenir des associations, institutions, fonds, fiducies et choses de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés ou clients ou de toutes autres personnes en relation avec la compagnie, ou de ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à la charge ou parentes de ces personnes et d'aider à leur établissement et maintien; et d'accorder des pensions et allocations, et d'effectuer des paiements dans un but d'assurance, et de souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

17. De favoriser toutes compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou partie des biens et obligations de la compagnie, ou pour toute autre fin qui

cations pending, copyrights, and to pay therefor in cash or with fully paid up and non-assessable shares of the company, bonds or other securities of the company and to dispose thereof;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. To acquire by purchase, lease or otherwise any movables and immovables, also good-will, franchises, rights, privileges, contracts and assets of every kind useful for or allied to the company's business, and to pay therefor in cash or with fully paid up and non-assessable shares of the company, bonds, other securities of the company or otherwise as may be agreed upon, and to sell or otherwise deal with or dispose of the whole or any part of the same;

12. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

13. To hypothecate, guarantee, sell, lease or dispose of any immovable property of the company;

14. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

15. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and carry out, and comply with any such concessions, rights, privileges and agreements;

16. To establish and maintain associations, institutions, funds, trusts and commodities calculated to benefit the employees or ex-employees or clients of the company or any other persons having relations with the company, or their predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, or to aid in their establishment and maintenance; and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent purposes, or for any exhibition or any public, general or useful object;

17. To promote any company for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company; or for any other purpose

peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

18. Acquérir l'actif et la clientèle de toutes personnes ou sociétés exerçant un négoce quelconque, de payer le prix des achats en argent ou en actions acquittées, ou partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie;

19. Vendre, louer et échanger son actif et sa clientèle à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées, ou autres valeurs;

20. Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèques ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

21. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier les machines, le matériel et l'outillage d'exploitation et le fonds de commerce;

22. Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces personnes;

23. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, lettres de voiture, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

24. Souscrire, détenir, et payer des actions et débentures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation;

25. Vendre ou aliéner en tout ou en partie l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie peut juger convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

26. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou une corporation ou un autre corps public peut avoir la faculté d'accorder et de payer, d'aider et de contribuer à les mettre en vigueur, et d'affecter les actions, obligations et fonds de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

27. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce pays étranger, pour représenter la compagnie et recevoir la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

28. Rémunérer toute personne ou compagnie des services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou de débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

29. Prélever et contribuer à prélever des fonds pour toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et l'aider au moyen de gratification, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs de placement, et de garantir l'exécution des contrats par cette compagnie, corporation, ou par cette personne ou ces personnes;

30. Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la

which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

18. To acquire the assets and good-will of any persons or firms carrying on any business whatsoever, to pay the price of such purchases in cash or paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

19. To sell, lease and exchange its assets and good-will to any persons or firms and to collect the price therefor in cash or in paid up shares or other securities;

20. To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness and to secure the same by hypothecs or by guarantee of the immovables belonging to the company;

21. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, equipment, plant, stock-in-trade;

22. To lend money to customers or other persons having business dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts, by such persons;

23. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, way bills, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

24. To subscribe for, hold and pay for shares and debentures or other securities in any incorporated company or companies;

25. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

26. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, exercise, carry out and utilize any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

27. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service, for and on behalf of the company, of any process or suit;

28. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

29. To raise and assist in raising money for any other company or corporation, with which the company may have business dealings, and to aid the same, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other investment securities, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by such person or persons;

30. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient

compagnie, et en particulier par voie de publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

31. Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tout ou partie des biens et droits de la compagnie;

32. Réaliser tout ou partie des objets de la compagnie à titre de commettants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule, ou conjointement avec d'autres;

33. Placer et investir le surplus de la compagnie de toute manière jugée convenable;

34. Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie;

Les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou raison des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Les Agences Rex, Limitée—Rex Agencies, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est divisé en vingt-cinq mille (25,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune et deux mille quatre cents (2,400) actions privilégiées, six pour cent (6%) cumulatives, d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, formant un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00) et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars ($5,000.00).

Les dites actions privilégiées auront et sont sujettes aux droits, privilèges, priorités, restrictions, limitations et dispositions qui suivent, à savoir:

(*a*) Les porteurs d'actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et suivant qu'ils seront déclarés par le bureau de direction de la compagnie, des dividendes au taux de six pour cent (6%) par année et pas davantage, sur le capital de temps à autre versé sur icelles, de la date d'émission des actions privilégiées, et nul dividende ne sera déclaré ou mis de côté sur toutes autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées alors émises et en cours aient été payés ou déclarés ou mis de côté;

(*b*) Les porteurs d'actions privilégiées auront droit, dans toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou autre distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires (autrement que par voie de dividendes et de bonis, à même le surplus des bénéfices) au remboursement du capital versé sur les dites actions privilégiées, avec tous les dividendes courus et impayés sur icelles (lesquels pour ces fins seront considérés comme si ces dividendes couraient jusqu'à la date de telle distribution) et si telle liquidation, dissolution, ventilation ou distribution est volontaire, un montant additionnel égal à cinq pour cent (5%) du montant capital versé sur icelles, avant que les détenteurs de toutes autres actions de la compagnie aient droit de recevoir aucun paiement pour leurs actions;

(*c*) Les porteurs des actions privilégiées de la compagnie n'auront pas droit à d'autre participation additionnelle dans les bénéfices et l'actif de la compagnie, que celles prévues dans les paragraphes 1 et 2 qui précèdent;

(*d*) La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre, conformément à une résolution du bureau de direction, dûment ratifiée par une majorité en valeur des actionnaires, à une assem-

and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

31. To sell, improve, manage, render marketable, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of all or part of the properties and rights of the company;

32. To carry out all or any of the objects of the company as principal, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

33. To invest and deal with the surplus moneys of the company in such manner deemed expedient;

34. To do all other things incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

The powers specified in any of the hereabove paragraphs shall in nowise be limited or restricted by the deductions or terms of any other paragraph, under the name of "Les Agences Rex, Limitée—Rex Agencies, Limited".

The amount of the company's capital stock shall be divided into twenty five thousand (25,000) common shares of a par value of one dollar ($1.00) each, and two thousand four hundred (2,400) six per cent (6%) cumulative preferred shares, of a par value of ten dollars ($10.00) each, forming a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) and the amount of capital stock with which the company shall begin its operations is five thousand dollars ($5,000.00).

The said preferred shares have and are subject to the following rights, privileges, priorities, restrictions, limitations and provisions, namely:

a. The holders of the preferred shares shall be entitled to receive, out of the profits of the company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors of the company, dividends at the rate of six per cent (6%) per annum and no more on the capital amount from time to time paid up thereon, from the date of issue of the Preferred Shares, and no dividends shall be declared or set apart upon any other shares of the company unless all accrued dividends on the Preferred Shares then issued and outstanding shall have been paid or declared and set apart;

b. The holders of the Preferred Shares shall be entitled on the liquidation, dissolution or winding up of the company or other distribution of assets of the company among its shareholders (other than by way of dividends or bonus, out of surplus profits) to repayment of the capital amount paid up on such Preferred Shares, together with all accrued and unpaid dividends thereon (which for such purpose shall be treated as if such dividends were accruing to the date of such distribution) and if such liquidation, dissolution, winding up or distribution be voluntary, an additional amount equal to five per cent (5%) of the capital amount paid up thereon, before the holders of any other shares of the company shall be entitled to receive any payment on account of their shares;

c. The holders of the preferred shares shall not be entitled to any further or other participation in the profits or assets of the company than as provided in the foregoing paragraphs 1 and 2;

d. The company may, at any time and from time to time, pursuant to resolution of the Board of Directors, duly ratified by a majority in value of the shareholders at a special meeting convened

blée spéciale convoquée à cette fin, ou à toute autre assemblée générale de la compagnie, acheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées alors en cours sur le marché ou par soumission publique ou autrement, à un prix n'excédant pas cent cinq pour cent (105%) du capital versé sur icelles et des dividendes impayés et accrus et des frais d'achat;

(e) Sur l'émission d'un avis tel que ci-après pourvu, la compagnie, conformément à une résolution du bureau de direction, dûment ratifiée par une majorité en valeur des actionnaires à une assemblée convoquée à cette fin ou à une assemblée générale de la compagnie, pourra, à toute date de dividendes avant l'expiration de la sixième année de l'existence de la compagnie, racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées alors en cours, sur paiement pour chaque action à être rachetée de cent deux pour cent (102%) du capital versé sur icelles, avec ensemble tous les dividendes impayés, accrus jusqu'à et comprenant la date de tel rachat. Si tel rachat est effectué après l'expiration de la période mentionnée plus haut, dans les présentes, le paiement pour chaque action à être rachetée en plus de tous les dividendes impayés et accrus sera de cent un pour cent (101%) du capital versé sur icelles. Dans le cas où une partie seulement des actions privilégiées alors en cours peut en aucun temps être rachetée en vertu de ce paragraphe 5, les actions à être rachetées pourront être choisies parmi les actions privilégiées détenues par chaque porteur prorata conformément au nombre de ces actions détenues par tel porteur, tel qu'indiqué par les livres de la compagnie à la date de l'émission de l'avis du rachat. Si tel procédé pouvait avoir comme résultat de laisser une partie fractionnaire d'une action restant au nom de tout actionnaire, telle partie fractionnaire pourra être aussi rachetée par la compagnie;

(f) Excepté dans le cas des actions privilégiées achetées en vertu des dispositions du paragraphe (d) des présentes, la compagnie devra donner un avis par écrit d'au moins trente jours à la personne qui, à la date de l'avis, est le porteur enregistré d'actions privilégiées à être rachetées, de l'intention de la compagnie de racheter les actions privilégiées détenues par tel porteur enregistré. Cet avis sera donné par la poste par lettre affranchie, adressée à la dernière adresse de tel actionnaire, telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, ou dans le cas où l'adresse de tel actionnaire n'apparaît pas dans les livres de la compagnie, alors à la dernière adresse connue de tel actionnaire dans la compagnie. Cet avis devra indiquer le nombre d'actions privilégiées détenues par chaque actionnaire auquel il est adressé, qui seront rachetées, et le prix de rachat. Cet avis devra aussi indiquer la date à laquelle le rachat aura lieu, à compter de la date ainsi spécifiée pour le rachat, la compagnie paiera le prix de rachat à l'ordre du porteur enregistré des actions privilégiées qui seront rachetées, sur présentation et livraison au bureau de la compagnie, ou à tout autre endroit désigné dans l'avis, des certificats des actions ainsi appelées pour rachat. Les certificats pour les dites actions seront alors annulés. Si une partie seulement des actions représentées par tout certificat sont rachetées, un nouveau certificat pour la balance d'actions sera alors émis. A compter de la date spécifiée dans l'avis, les actions appelées pour rachat cesseront d'avoir droit à des dividendes et les porteurs d'icelles n'auront pas d'autre droit en ce qui les concerne excepté de recevoir le prix de rachat, à moins que le paiement du prix de rachat ne soit pas fait par la compagnie sur présentation

for that purpose or at any other general meeting of the company, purchase the whole or any part of the Preferred Shares then outstanding in the market or by public tender or otherwise, at a price not exceeding one hundred and five per cent (105%) of the capital amount paid up thereon and unpaid and accrued dividends and the costs of purchase;

e. Upon giving notice as hereinafter provided, the company, pursuant to a resolution of the Board of Directors, duly ratified by a majority in value of the shareholders at a meeting convened for that purpose or at a general meeting of the company may, on any dividend payment date before the expiration of the sixth year of the company's existence, redeem the whole or any part of the then outstanding Preferred Shares, on payment for each share to be redeemed of one hundred and two per cent (102%) of the capital amount paid up thereon, together with all unpaid accrued dividends up to and including the date of such redemption. If such redemption be effected after the hereinabove expired period, the payment for each share to be redeemed in addition to all unpaid accrued dividends shall be one hundred and one per cent (101%) of the capital amount paid up thereon. In case a part only of the then outstanding Preferred Shares is at any time to be redeemed under this paragraph 5, the shares to be redeemed may be taken from the Preferred Shares held by each holder prorata according to the number of such shares held by such holder, as shown by the books of the company on the date of the giving of notice of redemption. If such procedure should have the result of leaving a fractional part of a share standing in the name of any shareholder, such fractional part may also be redeemed by the company;

f. Except in the case of Preferred Shares purchased under the provisions of paragraph (*d*) hereof, the company shall give at least thirty (30) day's notice in writing to the person who, at the date of giving such notice, is the registered holder of Preferred Shares to be redeemed, of the intention of the company to redeem Preferred Shares held by such registered holder. Such notice shall be given by post in a prepaid letter addressed to the last address of such shareholder as it appears on the books of the company, or in the event of the address of such shareholder not so appearing, then to the address of such shareholder last known to the company. Such notice shall state the number of Preferred Shares held by the Shareholder to whom it is addressed, which are to be redeemed and the redemption price. Such notice shall also set out the date on which redemption is to take place. On and after the date so specified for redemption, the company shall pay the redemption price to or to the order of the registered holder of the Preferred Shares to be redeemed, upon presentation and surrender at the office of the Company, or at any other place designated by such notice, of the certificates of the shares so called for redemption. The certificates for such shares shall thereupon be cancelled. If a part only of the shares represented by any certificate be redeemed, a new certificate, for the balance shall then be issued. From and after the date specified in such notice, the shares called for redemption shall cease to be entitled to dividends and the holders thereof shall not be entitled to any rights in respect thereof except that of receiving the redemption price, unless payment of the redemption price shall not be made by the company upon the presentation and surrender of the certi-

ou livraison des certificats conformément aux dispositions qui précèdent;

(*g*) Les droits des actionnaires privilégiés ne pourront être modifiés sans le consentement de soixante-quinze pour cent (75%) en valeur des actions privilégiées;

(*h*) Les actions privilégiées ne donneront pas au porteur d'icelles le droit de voter et le cens d'éligibilité, excepté dans le cas où la compagnie, pour une période de plus de cinq années consécutives, serait en défaut de payer les dividendes dus sur les dites actions privilégiées.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept (7) membres lesquels seront nommé à la première assemblée générale de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1595-o Sous-secrétaire de la Province.

ficates in accordance with the foregoing provisions;

g. The rights of preference shareholders cannot be modified without the consent of seventy five per cent (75%) in value of the preference shareholders;

h. The preferred shares shall not entitle the holders thereof to vote, except in a case when the company should, for a period of more than five years in succession, be in default of payment of the interest due on the said preferred shares.

The affairs of the company will be managed by a Board of Directors composed of seven (7) members who will be appointed at the first general meeting of the company.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March 1936.

ALEX. DESMEULES,
1596 Assistant Provincial Secretary.

"Les Camps de Santé Bruchési".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1936, constituant en corporation sans capital-action: Joseph-Edmond Dubé, médecin, de la cité de, Westmount, Joseph-Ubald Boyer, gérant-général de la Banque Provinciale du Canada, de la cité d'Outremont, et Emile Massicotte, notaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Établir, maintenir et administrer un hôpital pour tuberculeux, et toutes organisations hospitalières pour le diagnostic, la prévention et la cure des tuberculeux, avec succursales et annexes nécessaires dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, où des malades, sans distinction de religion ou de nationalité, pourront être reçus et traités;

(*b*) Promouvoir les intérêts de l'enseignement de la médecine et des recherches scientifiques;

(*c*) Etablir, maintenir et administrer un sanatorium pour tuberculeux, des préventoriums pour enfants et adultes, des colonies de vacances pour les enfants des deux sexes, et toutes autres organisations pour le traitement, la prévention et la cure des tuberculeux, pour le diagnostic, avec succursales et annexes nécessaires dans la cité de Montréal et ailleurs dans la province de Québec, où des malades, sans distinction de religion ou de nationalité, enfants et adultes, pourront être reçus et traités;

(*d*) Acquérir à titre gracieux ou à titre onéreux par tous les moyens reconnus par la loi, des droits et des biens mobiliers et immobiliers, pourvu que la valeur des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour des fins de revenus n'excède pas deux cent cinquante mille dollars ($250,000.00);

(*e*) Administrer ces biens et en retirer des revenus, les louer, les vendre, les échanger, les céder, les aliéner à quelque titre que ce soit, ou autrement en disposer;

(*f*) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;

(*g*) Emettre des obligations ou autres valeurs de la corporation, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

(*h*) Hypothéquer, nantir, ou mettre en gage les meubles et immeubles de la corporation pour assurer le paiement de telles obligations ou autres

"Les Camps de Santé Bruchési".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Joseph Edmond Dubé, physician, of the city of Westmount, Joseph Ubald Boyer, general manager, of the Banque Provinciale du Canada, of the city of Outremont, and Emile Massicotte, notary, of the city of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To establish, maintain and manage a hospital for tubercular patients, and any hospitals for the diagnosis, the prevention and cure of tuberculosis, with branches and any annexes required in the city of Montreal and elsewhere in the Province of Quebec, where patients, without distinction as to creed or nationality, may be admitted and treated;

(*b*) To promote the interests of the teaching of medicine and scientific research;

(*c*) To establish, maintain and manage a sanatorium for tubercular patients, preventoriums for children and adults, open-air camps for children of both sexes, and any other organizations for the treatment, prevention and cure of tubercular patients, for its diagnosis, with branches and annex required in the city of Montreal and elsewhere throughout the Province of Quebec, where patients, without distinction as to creed or nationality, children and adults, may be admitted and treated;

(*d*) To acquire by gratuitous or onerous title or by any means recognized by law, rights and movable and immovable properties, provided that the value of the immovables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue, do not exceed two hundred and fifty thousand dollars ($250,000.00);

(*e*) To manage these assets and derive revenues therefrom, to lease, sell, exchange, assign and deal with the same under any title whatsoever, or otherwise dispose thereof;

(*f*) To borrow money on the credit of the corporation;

(*g*) To issue bonds or other securities of the corporation, and to give as security or sell the same for such prices and amounts as may be deemed expedient;

(*h*) To hypothecate, mortgage or pledge the movables and immovables of the corporation to secure the payment of such bonds or other securi-

valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage par acte de fidéicommis ou de toute autre manière;

(*i*) Hypothéquer ou nantir ou mettre en gage les immeubles pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la corporation;

(*j*) Faire des arrangements avec toute autre corporation hospitalière ou autre, soit pour acquérir son établissement, soit pour fusionner avec elle sous le nom de la corporation à être créée par la présente requête et, après la fusion opérée, la corporation adjointe sera régie par la dite corporation;

(*k*) Choisir parmi ses membres des administrateurs et officiers dont le nombre et les fonctions seront déterminés par les statuts et règlements de la corporation, lesquels administrateurs et officiers représenteront la corporation dans tous les actes, contrats, poursuites, et la lieront dans toutes les choses qui n'excéderont pas les limites des pouvoirs qui leur seront confiés;

(*l*) Faire tous les règlements qui seront jugés nécessaires pour la direction et l'administration de la corporation, déterminer les conditions d'admission de ses membres futurs, faire et modifier pour la régie de sa discipline intérieure, la conduite de ces procédés, et l'administration de ses affaires, des statuts et règlements auxquels ses membres seront tenus d'obéir;

(*m*) Former des gardes-malades, des infirmiers ou des aides et accorder et délivrer à ces personnes des diplômes ou certificats de capacité comme tels, d'après l'accomplissement des formalités et conditions exigées à cette fin par ses règlements;

(*n*) Engager toutes les personnes dont les services peuvent être jugés nécessaires ou utiles pour l'administration des affaires de la corporation et l'accomplissement de ses œuvres;

(*o*) Exercer tous autres pouvoirs non contraires à la loi qui peuvent être exercés par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, ceux ci-dessus relatés étant énumératifs et non pas limitatifs; ces pouvoirs devant toutefois être limités à ceux en rapport avec les objets pour lesquels est constituée la corporation;

(*p*) Etablir un bureau de médecins ayant charge du service médical et chirurgical de la corporation qui, à cet effet, pourra faire des règlements qui devront être soumis à l'approbation des administrateurs, sous le nom de "Les Camps de Santé Bruchési".

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

1597-o Sous-secrétaire de la Province.

ties or give a part only of the said guarantees for such purpose, and to constitute the hypothec, mortgage or pledge by trust deed or in any other manner;

(*i*) To hypothecate, mortgage or pledge the immovables to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of bonds, as well as the payment or execution of other debts, contracts and obligations of the corporation;

(*j*) To make arrangements with any other hospital or other corporation, either to acquire its establishment, either for amalgamation therewith, under the name of the corporation to be hereby created and, after amalgamation has been completed, the joint corporation shall be managed by the said corporation;

(*k*) To choose from among the members the directors and officers whose number and duties shall be determined by the statutes and by-laws of the corporation, the said directors and officers shall represent the corporation in any acts, contracts, suits, and shall bind it in all things not exceeding the limits of the powers vested in them;

(*l*) To make any by-laws deemed necessary for the direction and management of the corporation, determine the conditions for the admission of future members, to make and amend, for the government of its internal discipline, the conduct of its proceedings, and the management of its business, statutes and regulations, which shall be binding upon its members;

(*m*) To train nurses, male attendants or helpers and to accord and deliver to these persons diplomas or certificates of capacity as such, after completing the formalities and conditions exacted for such purpose by its regulations;

(*n*) To engage any persons whose services may be deemed necessary or useful for the management of the affairs of the corporation and the accomplishment of its works;

(*o*) To exercise any other powers not contrary to law which may be exercised by a corporation incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, those hereinabove enumerated being enumerative and not limitative; the said powers being confined however to those in connection with the objects for which the corporation is incorporated;

(*p*) To establish a bureau of physicians in charge of the medical and surgical service of the corporation which may, to this effect, make regulations which shall be submitted for the approval of the directors, under the name of "Les Camps de Santé Bruchési".

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1598 Assistant Provincial Secretary.

"Les Services du Dr. Charles Services, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1936, constituant en corporation: Antoine Mackay, commis, Mlle L. Geoffrion, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, Philippe Lamarre, avocat, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Procurer l'assistance médicale et services accessoires, faire donner des soins et des traite-

"Les Services du Dr. Charles Services, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1936, incorporating: Antoine Mackay, clerk, Miss L. Geoffrion, stenographer, both of the city of Montreal, Philippe Lamarre, advocate, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To procure medical assistance and accessory services, to have medical care and treatment

ments médicaux par des médecins licenciés, obtenir les services de spécialistes licenciés en tous genres de maladies, s'assurer les services de gardes-malades, organiser et posséder un laboratoire, y faire des analyses de toutes sortes, passer des contrats avec des hôpitaux à charte et autres pour assurer l'hospitalisation au besoin des membres de la société, et généralement faire toute chose et organiser tous services en rapport avec une entreprise de ce genre;

2. Former, organiser, promouvoir des sociétés mutuelles de secours, d'assistance publique;

3. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, être propriétaire utilier, exploiter, introduire et vendre, assigner ou autrement disposer d'aucune et de tous noms de commerce, formules, procédés secrets, inventions, améliorations. Posséder et utiliser, développer et mettre en valeur toutes les choses susdites;

4. Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

5. Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs, par l'entremise d'agents, et soit seul ou conjointement avec d'autres;

6. Agir comme courtiers en assurances, meubles et immeubles, de toutes sortes, ajusteurs et évaluateurs, aussi le pouvoir d'engager les fonds de la compagnie à la formation et l'établissement d'une compagnie d'assurances générales;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'entreprise, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société, compagnie ou corporation exerçant une entreprise en quelque point identique à celle de la présente compagnie ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie ou se fusionner avec toutes autres compagnies ayant des objets similaires;

8. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise; exploiter un hôpital s'il est jugé nécessaire pour les fins de son entreprise et acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers à cette fin;

9. Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, du commerce ou entreprise de la compagnie ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

10. Demander, acquérir, obtenir par cessions, transfert, achat ou autrement et exercer et jouir de tout permis, droit ou privilège, pouvoir, autorisation, fonction, franchise, concession qu'un gouvernement, une autorité, toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et le payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

11. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gages ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, et hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière de la compagnie, présente ou future, appartenant à la

given by licensed physicians, to secure the services of licensed specialists for all kinds of sickness, to secure the services of nurses, to organize and own a laboratory, to make therein analyses of all kinds, to make contracts with charrtered and other hospitals to secure the hospitalization, when needed, of the members of the society, and generally to do all things and organize any services connected with a similar undertaking;

2. To form, organize, promote mutual assistance and public charity societies;

3. To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-names, formulae, secret processes, inventions, improvements, to possess and utilize, develop, and turn to account all the aforesaid objetes;

4. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the aforesaid objects or any of them;

5. To do all or any of the aforementioned things, as principals, commission agents or otherwise, as contractors, through agents and either alone or jointly with others;

6. To act as insurance brokers, brokers in movables and immovables of every kind, adjusters and appraisers and also to be empowered to use the funds of the company for the formation and establishment of a general insurance company;

7. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership, company or corporation carrying on any business in any manner similar to that of the present company or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to amalgamate with any other company having similar objects;

8. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business; to operate an hospital, if it is deemed necessary, for the purposes of its undertaking and to acquire all moveable and immoveable property for such purpose;

9. To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such price the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To apply for, acquire, obtain by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, and enjoy any license, right or privilege, power, authority, charge, franchise, concession, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

11. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; and to hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for

compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

12. Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tout contrat, entente, négociations, procédures légales ou autres concordats, arrangements ou projets et faire tous autres actes ou choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à l'avantage ou à la protection de la compagnie;

13. Rémunérer toute personne ou compagnie pour des services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes actions-débentures, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, soit sous forme de commission en argent ou autrement;

14. Payer à même les fonds de la compagnie les frais de l'organisation et de la promotion de la compagnie;

15. Souscrire, placer, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs dans toutes autres compagnies et vendre telles actions ou valeurs et voter pour icelles et exercer, et mettre en vigueur tous les droits et pouvoirs conférés par leur propriété ou qui s'y rattachent;

16. Promouvoir l'organisation, le soutien et l'entretien des clubs, organisations, institutions, associations et entreprises de toutes sortes, calculées utiles pour les fins de la compagnie;

17. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer la compagnie, en particulier par la publicité dans la presse, à la radio, bulletins paroissiaux, par circulaires, par la publication de livres et revues périodiques, et en accordant des prix, récompenses et dons, sous le nom de "Les Services du Dr. Charles Services, Inc.".

Le capital de la compagnie se composera de cent (100) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et de deux mille (2,000) actions ordinaires sans valeur au pair, lesquelles actions sans valeur au pair seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs, mais à un montant de pas moins de cinq dollars ($5.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie pourra commencer ses opérations sera de onze mille dollars ($11,000.00).

Les actions privilégiées comportent droit à un dividende privilégié cumulatif au taux de sept pour cent (7%) par année. Elles sont rachetables au prix de cent dix dollars ($110.00) chacune, sur résolution du bureau de direction.

En cas de liquidation volontaire, ou forcée, les actions privilégiées ont préséance sur les actions communes dans la division tant pour le capital que pour les intérêts.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1599-o Sous-secrétaire de la Province.

"Macy's Holdings, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1936, constituant en corporation: Hyman-Ernest Herschorn, notaire, Wal-

the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

12. To make, execute, or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts and things which shall at any time appear conducive or expedient for the advantage or protection of the Company;

13. To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, either on a commission basis, in cash or otherwise;

14. To pay, out of the moneys of the company, the cost of the organization and promotion thereof;

15. To subscribe for, place, take or otherwise acquire and hold shares or securities in any other companies and to sell such shares or securities and to vote thereupon and to exercise and enforce any rights and powers conferred by the property thereof or incidental thereto;

16. To promote the organization, upholding and maintenance of clubs, organizations, institutions, associations and undertakings of every kind which may be deemed useful for the purposes of the company;

17. To adopt any means which may be deemed necessary to advertise the company, in particular by publicity in the press, by radio, parochial bulletins, circulars, by the publishing of books and periodicals and by the granting of prizes, rewards and donations, under the name of "Les "Les Services du Dr. Charles Services, Inc.".

The capital stock of the company shall consist of (100) preferred shares of a par value of $100.00) each and (2,000) common shares without par value, the said shares without par value to be issued and allotted at a price to be fixed upon by the Directors, but for an amount not less than $5.00 each and the amount with which the company may begin its operations shall be eleven thousand dollars ($11,000.00).

The preferred shares will be entitled to a preferred cumulative dividend at the rate of 7% per annum. They shall be redeemable at one hundred and ten dollars ($110.00) each, upon resolution of the Board of Directors.

In case of voluntary or forced liquidation, the preferred shares shall have priority over the common shares in the distribution of the assets, both as to capital and interest.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March 1936.

ALEX. DESMEULES,
1600 Assistant Provincial Secretary.

"Macy's Holdings, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1936, incorporating: Hyman Ernest Herschorn, notary, Walter Arthur Gardener,

ter-Arthur Gardener, commis, et Margaret-Mears Inglis, sténographe, non mariée, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'un magasin à rayon et au détail et généralement le commerce d'un marchand, exercer toutes ou chacune des opérations de marchands, manufacturiers, exportateurs et importateurs, négociants en gros et en détail de bijoux, articles plaqués, parfum, savon, articles de toilette de toutes sortes, poupées, articles et nouveautés électriques de toutes descriptions;

2. Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement, des propriétés immobilières de toute description ou tout intérêt et droits en icelles; prendre, bâtir, détenir, posséder, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de telles propriétés ou tout intérêt en icelles; subdiviser telles propriétés en lots à bâtir, y tracer des lots, rues, et lots à bâtir pour fins résidentielles ou autres, avec le pouvoir d'y construire des rues et y installer des systèmes d'égout et de drainage. Bâtir sur toutes propriétés pour fins résidentielles ou autres;

3. Agir comme courtiers en assurances et agents généraux pour l'emploi et aussi pour l'achat et la vente de propriétés immobilières et tous intérêts en icelles et, moyennant rémunération, procurer des placements sur des propriétés mobilières ou immobilières pour toute personne; agir comme agents d'immeubles pour des propriétaires de tous biens mobiliers, subdivisions, lots à bâtir ou terres de toutes sortes ou tous intérêts en iceux; assumer et acquérir de toute personne ou corporation tous tels biens ou toute agence, exclusive ou autrement, pour la vente de tous tels biens, lots à bâtir ou intérêts en iceux; et accepter cession de tous contrats faits par toute telle personne avec toute autre personne, et en remplir les conditions, pour la vente de toute propriété ou intérêts s'y rapportant; et généralement agir comme agents d'immeubles et agents de location, et comme industrie connexe, faire les affaires d'agents d'assurance contre le feu;

4. Acheter des dettes garanties par gage, hypothèque, privilège ou charge et vendre ou autrement aliéner les dites dettes;

5. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir avec ou sans garantie l'exécution des contrats comme aussi l'exécution de toutes obligations ou entreprises, de toute autre compagnie ou personne dans lesquelles la compagnie est intéressée, comprenant le paiement des dividendes, intérêts sur les obligations, actions-débentures ou autres valeurs, hypothèques ou responsabilités de toute autre compagnie ou personnes et accepter en garantie pour tels prêts et garantir toute garantie qui pourra être offerte par toutes telles compagnie ou personnes, comprenant des actions, obligations, actions-débentures, hypothèques, gages, privilèges ou autres valeurs de telles autres compagnies ou de, ou sur les propriétés de telles personnes ou compagnies;

6. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de la compagnie ou dépenses incidentes à sa formation et son organisation;

7. Acheter ou autrement acquérir et se charger de tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, firme ou personnes exerçant toute partie du commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés convenables pour les fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans

clerk, and Margaret Mears Inglis, stenographer, unmarried, all of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of a retail and departmental store and generally the business of a merchant, to carry on all or any of the business of merchants, manufacturers, exporters and importers, wholesale and retail dealers of and in jewellery, plated goods, perfumery, soaps, toilet articles of all kinds, dolls, electrical goods and novelties of all descriptions;

2. To acquire by way of purchase, lease, exchange, concession or otherwise, immoveable property of any description or any interest and rights therein; to take, build upon, hold, own, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such property or any interest therein; to subdivide such property into building lots and to lay out the same in lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, with power to construct streets thereon and the necessary sewerage and drainage systems. To build upon such property for residential purposes or otherwise;

3. To act as insurance brokers and general agents for employment and also for the purchase and sale of immoveable property and all interest therein and for reward to procure investments in moveable or immoveable property for any person; to act as selling agents for the owners of any immoveable property, subdivisions, building sites or lands of any kind or any interest therein and to take over and acquire from any person or corporation any such property or any agency, exclusive or otherwise, for the sale of any such property, sites or interest therein; and to accept an assignment of and perform any contracts made by any such person with any other person for the sale of any such property or interest therein; and generally to act as real estate and rental agents and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

4. To purchase debts secured by mortgage, hypothec, privilege or charge and to sell or otherwise dispose of such debts;

5. To lend money to persons or companies having dealings with the company and guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligation or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interests on bonds, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any other company or persons and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

6. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

7. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company, or of any company in which

laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs et les payer en deniers ou en actions ou valeurs de cette compagnie, ou partie en deniers et partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exercer le commerce de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

8. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou autres valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, par voie de dividendes légalement déclarés ou boni à même les profits nets de la compagnie ou conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Compagnies;

9. Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente de, et céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer de bons, débentures, stocks, actions et autres valeurs ou preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, ou de toute compagnie ou corporation de banque, d'utilité publique, minière, manufacturière, commerciale ou industrielle;

10. Le nombre des actionnaires de la compagnie en aucun temps n'excèdera pas vingt et il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions du capital-actions de la compagnie, sous le nom de "Macy's Holdings, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1601 Sous-secrétaire de la Province.

this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

8. To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of, by way of lawfully declared dividends or bonusses out of the net profits of the company or pursuant to the provisions of Article 81 of the Companies' Act;

9. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, or eveidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or any banking, public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company or corporation;

10. The number of shareholders of the company at any one time shall not exceed twenty and no appeal to the public to subscribe for shares of the capital stock of the company shall be made, under the name of "Macy's Holdings, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1602–o Assistant Provincial Secretary.

"Megantic Transport Co., Ltd—La Cie Ltée du Transport Mégantic".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1936, constituant en corporation: Hormisdas Rodrigue, Ernest Rodrigue, négociants, et Mtre Louis-Philippe Cliche, avocat, tous trois demeurant au Lac Mégantic, dans les buts suivants:

1. Acheter, louer ou autrement acquérir, construire, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des garages, postes de gazoline, produits d'huile et de pétrole, hangars et magasins, entrepôts, et autres endroits semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin d'automobiles et autocars de toutes sortes et description, et de tous leurs accessoires;

2. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers, courtiers en douane, et généralement comme représentants pour des maisons d'affaires commerciales ou industrielles ou pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

3. Exercer les opérations de voituriers de passagers et biens moyennant location, par terre;

4. Faire le commerce, acheter, vendre, louer, utiliser, exploiter, maintenir, louer, négocier, disposer, manufacturer et réparer:

"Megantic Transport Co., Ltd—La Cie Ltée du Transport Mégantic".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bering date the twenty sixth day of February, 1936, incorporating: Hormisdas Rodrigue, Ernest Rodrigue, traders, and Mtre Louis Philippe Cliche, advocate, all three residing at Lake Megantic, for the following purposes:

1. To purchase, lease or otherwise acquire, construct, hold, own, maintain, manage and operate garages, gasolene, oil and petroleum products stations, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care of automobiles and motor cars of all kinds and descriptions, and of all accessories of the same;

2. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, customs brokers and generally as representatives for commercial and industrial houses, or for other persons, firms or corporations;

3. To carry on the business of carriers of passengers and property for hire, by land;

4. To trade in, buy, sell, lease, use, operate, maintain, let for hire, deal in, deal with, dispose of, manufacture and repair;

(*a*) Moyens de transport et véhicules et leurs accessoires et pièces de toutes sortes et description, qui peuvent être actionnés par aucune force motrice, sur terre, y compris, sans préjudice quant à la généralité des termes susdits, automobiles, camions, taxi-cabs, autobus, motocyclettes;

(*b*) Machinerie, moteurs, engins, bouilloires, outils et ustensiles;

(*c*) Métaux, minerais, huiles, caoutchouc, gutta-percha, cuir, bois, substances fibreuses et leurs produits et articles composés totalement ou partiellement des produits susdits, et négocier et manufacturer tous ou aucun des dits articles;

(*d*) Acquérir, maintenir et exploiter des édifices, hangars, et garages pour la mise en entrepôt, la garde et la possession pour louage de véhicules de toutes sortes;

5. Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits et produits de la compagnie ou les rendre profitables;

6. Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'effets, articles et marchandises généralement vendus chez les marchands généraux;

7. Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, exploiter, maintenir et gérer toutes constructions, structures et érections nécessaires pour son commerce et toutes autres propriétés, mobilières et immobilières, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer;

8. Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, propriétés, franchises, clientèle, droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent toutes personnes ou firmes ou toute corporation exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des propriétés propres aux fins de cette compagnie, et les payer avec des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie, ou avec les bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et se charger du passif de toute telle personne, firme ou corporation, et exercer les droits, pouvoirs et franchises de toute corporation dont le capital-actions est possédé par cette compagnie, soit au nom de la dite compagnie ou en son propre nom;

9. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

10. S'unir et se fusionner avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement, les propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute telle corporation et en assumer les obligations et les payer en entier ou en partie en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie;

11. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

12. Hypothéquer, gager, céder, transporter, ou nantir toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie pour garantir tous bons, débentures, ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

(*a*) Conveyances and vehicles and the accessories and parts thereof of every kind and description, capable of being moved by any form of power on land, including, without prejudice to the generality of the foregoing, automobiles, trucks, taxicabs, busses, motorcycles;

(*b*) Machinery, motors, engines, boilers, tools and utensils;

(*c*) Metals, ores, oils, rubber, gutta percha, leather, wood, fibrous substances and products thereof and articles composed wholly or partly thereof, and to deal in and manufacture all or any of the said articles;

(*d*) To acquire, maintain, and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring for and keeping for hire therein all vehicles of every kind;

5. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights and products;

6. To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, generally sold by general merchants;

7. To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all buildings, structures and erections necessary for its business and all other property, moveable and immoveable, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the carrying on of any of the purposes of the comapny, and to lease, sell, or otherwise dispose of same;

8. To purchase, lease, or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any persons or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor in fully paid up or partly paid up shares of the company, or in bonds, debentures, or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of such person, firm or corporation, and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation whose capital stock is owned by this company, either in the name of such company or in its own name;

9. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

10. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such corporation, and to assume the obligations thereof, and to pay for same, wholly or partly in cash, shares, bonds, or other securities of the company;

11. To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

12. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

13. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la coopération, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

14. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie;

15. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

16. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

17. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "Megantic Transport Co., Ltd.—La Cie Ltée du Transport Mégantic", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lac Mégantic, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1603-o Sous-secrétaire de la Province.

13. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, co-operation, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

14. To remunerate, whether by means of commission, or otherwise, any person or company, for services rendered, or to be rendered to the company;

15. To pay all or any expenses of, incidental to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company, and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

16. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To draw, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and any other negotiable and transferable instrument, under the name of "Megantic Transport Co., Ltd.—La Cie Ltée du Transport Mégantic", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Lake Megantic, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1604 Assistant Provincial Secretary.

"Mel-Ber Manufacturing Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1936, constituant en corporation: Jack Klineberg, notaire, Charles Brownstein, avocat, et Leonard Liverman, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des robes, manteaux pour dames et autres confections semblables aussi bien que la lingerie et les vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises, mentionnés dans ce paragraphe;

2. Exercer toute autre industrie semblable, manufacturière ou non, qui est connexe à l'industrie susdite et qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

3. Placer et disposer des deniers de la compa-

"Mel-Ber Manufacturing Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1936, incorporating: Jack Klineberg, notary, Charles Brownstein, advocate and Leonard Liverman, law student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling dresses, ladies' coats and other similar garments as well as lingerie and clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, mentioned in this paragraph;

2. To carry on any similar business, whether manufacturing or otherwise, which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To invest and deal with moneys of the com-

gnie qui ne sont pas immédiatement requis dans les valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

4. Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

5. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant des affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la présente compagnie;

6. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter et mener à bien ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

7. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

8. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic ou le commerce de propriétés immobilières;

9. Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter, ou autrement acquérir tout brevet d'invention, permis, concessions, et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour l'une des fins quelconque de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur ou accorder des permis à leur sujet;

11. Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels ou réels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, ou fonds de commerce;

13. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

14. Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et généralement toute sorte de publicité;

15. Vendre, améliorer, administrer, développer échanger, louer, aliéner, ou faire valoir autrement

pany not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

4. To open and operate branches, manufactories, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

5. To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects;

6. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights and privileges and concessions;

7. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the Laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

8. To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right of use, or any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property rights or information so acquired;

11. To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit the company;

12. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any personal or real property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular machinery or stock-in-trade;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company, or of any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

14. To adopt means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and generally all kinds of advertising;

15. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise

la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie;

16. Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou de concert avec d'autres;

17. Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

18. S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations et toutes valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir, ou mettre en gage les biens mobiliers, immobiliers, présents ou futurs de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12, ch. 227, S.R.Q., 1925, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs ainsi que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans la province de Québec, sous le nom de "Mel-Ber Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1605 Sous-secrétaire de la Province.

"Osborn Equipment, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février, 1936, constituant en corporation: Joseph-Arthur Gendron, Mitchell Steine, et Victor Luciani, comptables, tous de Montréal, Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers d'outils de travail en fer et en bois, machinerie, fondeurs en fer, fabricants d'acier, fondeurs en cuivre, travailleurs de métaux, constructeurs de moulins, machinistes, fondeurs en fer et en acier, forgerons, charpentiers, constructeurs, électriciens, ingénieurs pour aqueduc, mineurs, concentrateurs et fondeurs de minerais;

deal with all or any part of the property and rights of the company;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

18. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two thirds of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the by-laws, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph, by trust deed, in accordance with Articles 11 and 12 Ch. 227, R.S.Q., 1925, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations contained in this clause and the restrictions therein shall not apply to the borrowing money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The operations of the company can be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Mel-Ber Manufacturing Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1606-o Assistant Provincial Secretary.

"Osborn Equipment, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1936, incorporating: Joseph Arthur Gendron, Mitchell Steine, and Victor Luciani, Accountants, all of Montreal, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of iron and wood working tools, and machinery, iron founders, steel makers, brass founders, metal workers, millwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, woodworkers, builders, electricians, water supply engineers, miners, ore dressers and smelters;

Conduire, administrer et exploiter des fonderies, usines de machines, manufactures et établissements pour les engins, charpente métallique et constructeurs de ponts, et tous autres établissements ou édifices nécessaires ou convenables à aucune des industries de la compagnie;

Manufacturer, construire, réparer, acheter, vendre, louer, prendre à bail, échanger, faire le commerce et le négoce d'articles, outils, machine-outils, outillages, quincaillerie de toutes sortes, locomotives, machines fixes et autres engins, wagons de chemin de fer, automobiles, moteurs, appareils électriques, compresseurs à air et à vapeur, machinerie et outils de mine et pour pomper, dragues, bouilloires, et généralement des outils de toutes sortes et descriptions, machinerie de toute sorte et description, et articles de toutes sortes et descriptions composés ou manufacturés en tout ou en partie de fer, d'acier ou de métal, ou de bois ou autres matériaux ou combinaison de matériaux et exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux;

Construire, acheter, acquérir, posséder, détenir, louer, vendre, affréter, employer, diriger, administrer, exploiter, entretenir et réparer des bateaux à vapeur, bateaux à voiles et vaisseaux de toutes sortes, y compris des remorqueurs, barges, traversiers, bateaux, allèges, radeaux et petits vaisseaux, dont la force motrice est la vapeur, l'électricité, le gaz, l'huile ou autres substances, et avec ensemble tous les matériaux, articles, outils, machinerie et accessoires en faisant partie ou appropriés ou convenables pour la construction la réparation, l'entretien ou l'aménagement d'iceux, et avec ensemble les engins, bouilloires, machinerie et dépendances de toutes sortes, et appareils et dispositifs de toutes sortes, havres, écluses, quais, cales, chantiers maritimes, cales sèches, jetées, ascenseurs, usines, entrepôts, hangars pour le fret, bureaux, terminus de chemin de fer et de navigation, accessoires pour allèges et tous autres accessoires et édifices appropriés ou convenables pour l'industrie; aqueducs, installations à gaz et électrique, tunnels, ponts, viaducs, canaux et travaux semblables pour l'amélioration interne ou d'usage ou utilité publique, et appareils de toutes descriptions pour le chargement, le transport, le déchargement et la livraison du charbon et des cargaisons de toute description: exercer pour les fins de la compagnie, l'industrie dans toutes ses spécialités de constructeurs de navires, propriétaires de navires, constructeurs de vaisseaux, voituriers ordinaires pour les passagers et marchandises de toute description, expéditeurs, affréteurs, commerçants, entreposeurs, gardiens de quais, propriétaires de quais, marchands de grain et de combustible et commerçants et négociants de cargaisons de toute description; entreprendre les travaux de sauvetage, renflouage ou de déchargement des vaisseaux qui ont été totalement ou partiellement coulés à fond, échoués ou avariés, et exercer l'industrie d'une compagnie de renflouage moyennant rémunération;

Miner, manufacturer, préparer pour le marché placer sur le marché, vendre et autrement faire le commerce du fer et autres minerais, du charbon et tous articles ou produits dans la fabrication ou la composition desquels le métal est un facteur; acquérir par achat, bail ou autrement, toutes mines, droits de mines et terrains miniers et tous intérêts en iceux, et les explorer, les travailler, les exercer, les développer et les mettre en opération, et fondre, traiter et préparer pour le marché les minerais, métaux et minéraux de toutes sortes, le charbon, le coke et les sous-produits;

To conduct, manage and operate foundries, machine shops, factories and establishments for engine, structural metal and bridge making, and any other establishmen's, or buildings necessary or convenient to any of the business of the company;

To manufacture, construct, repair, buy, sell, let, hire, exchange, trade and deal in articles, tools, machines, machine tools, implements, hardware of all kinds, locomotive stationary and other engines, railway cars, automobiles, motors, electrical apparatus, air and stream compressors, mining and pumping machinery and tools, dredges boilers, and generally every kind and description of tools, every kind and description of machinery, and every kind and description of article composed or manufactured in whole or in part of iron, steel or metal, or of wood or other material or combination of materials and to carry on the business of general contractors;

To build, purchase, acquire, own, hold, lease, sell, charter, employ, navigate, manage, operate, maintain and repair steamships, sailing vessels and vessels of all kinds, including tugs, barges, ferry boats, lighters, floats and small crafts, whether the motive power thereof be steam, electricity, gas, oil or other substance, and together with all materials, articles, tools, machinery and appliances entering into or suitable and convenient for the construction, repair, maintenance or equipment thereof, and together with engines, boilers, machinery and appurtenances of all kinds, and apparel and furniture of all kinds, harbours, roads, wharves, docks, dock yards, dry docks, piers, elevators, workshops, warehouses, freight sheds, offices, railway and ship terminals, facilities for lighters and all other facilities and buildings suitable or convenient for the business; water, gas, and electrical works, tunnels, bridges, viaducts, canals and like works of internal improvement or public use or utility, and apparatus of all descriptions for loading, carrying, discharging and delivering coal and cargoes of every description; to carry on, for the purposes of the company, the business in all its branches of shipbuilders, ship owners, shipwrights, common carriers of passengers and goods of every description, forewarders, freighters, traders, warehousemen, wharfingers, dock owners, grain and fuel merchants and traders and dealers in cargoes of every description; to undertake the work of raising, removing or relieving vessels which have been wholly or partly sunk, grounded or injured, and to carry on the business of a wrecking company and collect charges therefor;

To mine, manufacture, prepare for market, market, sell and otherwise deal in iron and other ores, coal and any articles or products in the manufacture or composition of which metal is a factor; to acquire by purchase, lease or otherwise, any mines, mining rights, and land and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and operate the same, and to smelt, treat, and prepare for market ores, metals and minerals of all kinds, coal, coke and by-products;

Construire, entretenir et mettre en opération sur la propriété de la compagnie des usines, voies d'évitement, lignes de télégraphe et de téléphone, ponts, réservoirs, biez, barrages et tous autres travaux et installations qui sembleront directement ou indirectement susceptibles de conduire à aucun des objets de la compagnie, et acheter, vendre et faire le commerce d'immeubles, propriétés et édifices en général;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; et acquérir, détenir, posséder et aliéner les actions, débentures ou autres valeurs de toute telle personne, firme ou corporation, et donner à bail, louer, vendre, aliéner et disposer de la totalité ou d'une partie quelconque de l'entreprise ou de l'industrie de la compagnie, et recevoir en paiement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute personne, firme ou corporation exerçant une industrie d'une nature semblable ou incidente ou en aucune manière similaire à l'industrie pour laquelle la constitution en corporation est demandée;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, biens meubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont accordés par les présentes et pour services rendus;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis ou concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou transaction qui pourrait être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et

To construct, maintain and operate on the property of the company all works, sidings, telegraph and telephone lines, bridges, reservoirs, flumes, dams and any other works or conveniences which may seem directly or indirectly conducive to any of the company's objects, and to buy, sell and deal in real estate, property and buildings generally;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company; and to acquire, own, hold and dispose of stock, debentures or other securities of any such person, firm or corporation, and to let, lease, sell, alienate and dispose of the whole or any part of the undertaking or business of the company, and to receive in payment therefor any stocks, bonds, debentures or other securities of any person, firm or corporation carrying on business of a like nature or incidental or in any way akin to the business for which incorporation is now sought;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privilege, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue or the power being herein granted and for services rendered;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and conces-

concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire tous ou aucun des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire des avances de deniers aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

Faire toutes les opérations et choses sans restriction ou réserve, qui sont incidentes, appropriées ou nécessaires à l'industrie pour laquelle la constitution en corporation est demandée et nonobstant que telles dispositions ne sont pas spécialement spécifiées dans les présentes, de faire tout tel genre d'affaires qui découlerait nécessairement ou convenablement de l'intention exprimée dans les présentes;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt,

sions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or any other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To do all such matters and things without restriction or reserve which are incidental to or convenient or necessary for the business for which incorporation is now sought and notwithstanding that such provisions are not specially provided herein to do all such manner of business as would necessarily or conveniently flow from the intention herein expressed;

The number of shareholders shall be limited

à l'exception des employés actuels et anciens employés qui peuvent être actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Osborn Equipment, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1411 rue Crescent, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1607 Sous-secrétaire de la Province.

to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Osborn Equipment, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 1411 Crescent Street, Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1608-o Assistant Provincial Secretary.

"Rivet Transport Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de février 1936, constituant en corporation: Joseph-Alexandre Rivet, marchand, Dame Flore-Ida Marchand, épouse séparée de biens de Joseph-Alexandre Rivet, et dûment autorisée par ce dernier, et Laurent Rivet, épicier, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du transport par camion, automobile, omnibus, fardier, auto-taxi, autobus ou autre moyen de transport privé ou public, voituriers généraux ordinaires, par terre ou par eau, agents de chemin de fer et de transport, et exercer l'industrie qui consiste à mettre en opération des omnibus de toutes sortes et des moyens de transport par automobile, bateaux traversiers pour les chars et vaisseaux d'autres descriptions aux endroits que la compagnie jugera à propos, et acquérir de toute municipalité ou corporation toute franchise ou droit d'exploiter des omnibus, autobus ou voitures qui peuvent ou doivent être mis en opération pour transporter des marchandises ou passagers par contrat de louage;

Exercer le commerce d'entreposage, et entreposage à froid, et toutes les opérations nécessairement ou implicitement incidentes au dit commerce, et exercer aussi le commerce d'entreposage général dans toutes ses différentes spécialités; construire, louer, acheter, mettre en opération et entretenir chacun ou tous moyens de transport excepté par chemin de fer et les édifices s'y rapportant, pour le transport avec système de réfrigération ou autrement, par terre, d'aucun et de tous produits, marchandises ou articles fabriqués, émettre des certificats et mandats, négociables ou autrement, aux clients entreposant ou cédant des marchandises à la compagnie; manufacturer, vendre et faire le commerce d'aucun des produits dont les entreposeurs font ordinairement le commerce; et opérateurs de transport;

Construire, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir tout quai, jetée, remorqueur, outillage et voitures ou travaux, susceptibles d'être avantageusement utilisés en rapport avec l'expédition et le transport ou autre industrie de la compagnie;

Généralement acheter, posséder, prendre à bail, échanger, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, vendre, transporter et faire le commerce de tous biens réels ou personnels ou tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables en rapport avec aucun

"Rivet Transport Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1936, incorporating: Joseph Alexandre Rivet, merchant, Dame Dlore Ida Marchand, wife separated as to the property of Joseph Alexandre Rivet, and by the latter duly authorized, and Laurent Rivet, Grocer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of auto-truck, motor transport, omnibus, cab, taxi-cab, autobus or other private or public conveyance, general common carriers, upon land or water, railway and forwarding agents, and to carry on the business of running omnibuses of all kinds and motor transports, car ferries, and water craft of other description at such places as the Company may see fit, and to acquire from any municipality or corporation any franchise or right to operate omnibuses, motor buses or vehicles which can or may be operated for carrying goods or passengers for hire;

To carry on the business of warehousing and cold storage, and all the businesses necessarily and impliedly incidental thereto, and to further carry on the business of general warehousing in all its several branches; to construct, hire, purchase, operate and maintain all or any conveyances, except railways and the building thereof, for transportation in cold storage, or otherwise, by land, of any and all products, goods or manufactured articles, to issue certificates and warrants, negotiable or otherwise, to clients warehousing or conveying goods with the Company; to manufacture, sell and trade any of the goods usually dealt in by warehousemen; and transport operators;

To construct, purchase, take on lease, or otherwise acquire any wharf, peer, tug, equipment and vehicles or works, capable of being advantageously used in connection with the shipping and transportation or other business of the Company;

Generally to purchase, own, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire and to hold, own, sell, convey, and deal in any real or personal property, or any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient with reference to any of these objects, and capable

de ces objets, et susceptibles d'être profitablement négociés en même temps qu'aucun des biens ou droits de la compagnie;

(*f*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements et l'actif de toute personne, firme ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et plus spécialement, le commerce de transport par automobile et la clientèle de J.-A. Rivet, présentement exploité sous le permis 656*e*, émis par la Commission des services publics, Québec, le 11 février 1936, et émettre des actions entièrement ou partiellement libérées ou des obligations de la compagnie, ou les deux, en paiement de leur prix d'achat;

(*g*) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et obligations de toute telle compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie, et garantir le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

(*h*) Se joindre, se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, ou la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, réciproques ou autres, ou dans d'autres buts, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou une industrie ou transaction qui semblerait susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, société, association ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et ou valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(*i*) Conclure des conventions avec les autorités gouvernementales, municipales, locales ou autres, qui peuvent favoriser les objets de la compagnie ou l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges, concessions que la présente compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer toutes telles conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*j*) Établir et supporter ou aider à l'établissement ou au support d'associations, institutions, procédés et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie, ou ses prédécesseurs en affaires ou ceux à qui ils sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations et payer des primes d'assurance pour eux et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour toutes fins publiques ou générales;

(*k*) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes ou chemins, voies d'évitement, embranchements de chemin de fer, ces deux derniers sur la propriété appartenant à la compagnie ou sur celle sous son contrôle pour les seules fins de son industrie et de son commerce, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront susceptibles d'être profitablement traités en connexion avec

of being profitably dealt with in connection with any of the Company's property or rights;

(*f*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities and assets or any person, firm or Company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company, and more especially, the motor transport business and good-will of J. A. Rivet, now operating under permit 656*e*, issued by public service commission, Quebec, February 11th, 1936, and to issue fully or partly paid up shares or bonds of the Company, or both, as payment of the purchase price thereof;

(*g*) To promote and become shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of any such company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(*h*) To consolidate, amalgamate, enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, or expenses, or union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal or otherwise or other purposes, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or to engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or Company and to take or otherwise acquire shares and or securities of any such person, partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*i*) To enter into any arrangements with any authorities, governmental, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the present Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*j*) To establish and support, or aid any establishment and support all associations, institutions, processes and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the Company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

(*k*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads or ways, sidings or railway branches, these two latter on property belonging to the Company or under its control or for the sole purposes of its industry and business, bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests, and to con-

bles de promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, à l'amélioration, l'entretien, l'exploitation, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

(*l*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tous permis, pouvoirs, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement, une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter aucune des actions de la compagnie, les obligations et biens pour en défrayer les frais, l'achat et les dépenses;

(*m*) Prêter des deniers aux clients ou aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie a l'intention d'avoir des relations d'affaires ou à toute compagnie dont les actions sont détenues par la présente compagnie;

(*n*) Tirer, faire, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*o*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes qui, conformément aux lois de ce dit pays étranger, représenteront cette compagnie et accepteront la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*p*) Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle achetée ou autrement acquise par la compagnie;

(*q*) Rémunérer, soit au moyen de deniers, de commission ou autrement, toute personne ou compagnies pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(*r*) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, paiements, endossements, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

(*s*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens ou obligations de la présente compagnie;

(*t*) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens ou entreprises des ventes pour la considération que la compagnie jugera à propos, et particulièrement pour les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

tribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*l*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the neccessary costs, purchase, and expenses thereof;

(*m*) To loan money to customers or others having business dealings with the Company, or with whom the Company intends to have business dealings or to any Company the shares of which are held by the Company;

(*n*) To draw, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*o*) To procure the Company to be registered and recognized in any country, and to designate persons therein, according to the law of such foreign country, to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

(*p*) To issue and allot fully paid up shares of capital stock of the Company in payment or part payment for any real or personal property purchased or otherwise acquired by the Company;

(*q*) To remunerate, whether by moneys or commission or otherwise, any person or Companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(*r*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, payments, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(*s*) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the Company, or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Company's Act, any assets of the Company among its members and particularly buy any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or in portion of property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*t*) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the sales or any part thereof for such considerations as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(*u*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés convenables;

(*v*) Hypothéquer, gager ou nantir toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, dans le but de garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que la compagnie a l'autorisation en vertu de la Loi d'émettre ou tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie;

(*w*) Établir des agences et succursales;

(*x*) Exécuter la totalité ou une partie quelconque des objets de la compagnie comme agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*y*) Exercer ou exploiter toute autre industrie ou activité, manufacturière ou autre, qui semblera susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*z*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de mandants,agents,procureurs entrepreneurs, commissionnaires, gérants, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets ou pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens par les terres de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Rivet Transport Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en trois mille (3,000) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et en cinquante (50) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinquante mille cinq cents dollars ($50,500.00).

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Que les dites actions privilégiées donneront droit à leurs porteurs à un dividende privilégié cumulatif annuel, à 6%, par action, seront rachetables au pair, et ne confèreront pas à leur porteur le droit de vote.

Les actions autres que les actions privilégiées

(*u*) To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*v*) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purpose of the Company;

(*w*) To establish agencies and branches;

(*x*) To carry out all or any of the parts of the Company as agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(*y*) To carry on or engage in any other business or activity, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directy or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights or products;

(*z*) To pursue,exercise and carry on the objects and powers herein before set forth and all other necessary or useful objects and powers and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects or powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its meaning by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees,such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interests shall be disclosed or known to the other directors or stock holders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Rivet Transport Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into three thousand (3,000) shares having no nominal or par value, and into fifty (50) preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each, and the amounts with which the company will commence its operations will be fifty thousand five hundred dollars ($50,500.00).

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

That the said preferred shares will entitle the r holders to a preferred cumulative yearly dividend, of 6%, per share, will be redeemed at par, and will not confer to their holder the right to vote.

Shares other than preferred shares shall be

seront émises et réparties au prix de cinq dollars ($5.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de février, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1609 Sous-secrétaire de la Province.

issued and allotted at the price of five dollars ($5.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1610–o Assistant Provincial Secretary.

"Ruelland & Simard, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1936, constituant en corporation: Joseph Gagnon, marchand, Edmond Ruelland, agent manufacturier, et Thomas-Louis Simard, comptable, tous trois de la cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce en gros seulement d'importateurs, d'exportateurs, manufacturiers, marchands de gros et négociants de vêtements pour hommes et femmes, marchandises sèches de toutes sortes "dry goods", étoffes à robes, lainages, soieries, dentelles, soies, satins, tissus de toutes sortes, articles de toutes sortes de même que confections de toutes sortes en drap et en coton en général. Acheter, vendre, négocier, faire le commerce en gros, importer, exporter, acheter à la grosse, faire le commerce en gros de toutes sortes d'habits, vêtements, chaussures, souliers pour hommes et femmes, sous-vêtements, pour hommes et dames, marchandises sèches, lainages, cotonnades, soieries de toutes sortes et description. Exercer en gros seulement tous et aucun commerces de marchands de draps, marchands de fourrures, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, importateurs et marchands de gros de tissus, de cotons de toutes sortes, garnitures de fourrures, robes, soutaches, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, merceries, confections de toutes sortes pour hommes et dames, sous-vêtements, de toutes sortes pour hommes et dames, bas, chapeaux, en un mot tout ce qui sert à composer les mots "marchandises sèches—dry goods". Manufacturer ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce en gros seulement de tous les articles qui entrent dans la catégorie de "marchandises sèches—dry goods".

2. Exercer le commerce d'importateurs, d'exportateurs, de merciers, marchands à commission ou agents manufacturiers en gros en rapport avec les susdites entreprises commerciales;

3. Employer des agents, voyageurs et marchands à commission pour prendre les commandes et vendre les marchandises de la compagnie;

4. Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées;

5. Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs et importateurs et exportateurs pour toutes et aucunes des marchandises susdites et qui entrent sous la rubrique ou forment la catégorie de "marchandises sèches" dry goods" et toutes autres à base de commission ou autrement;

6. Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts ou tout risque conjoint similaire avec toutes personnes, firmes ou compagnie que ladite compagnie croira convenable;

7. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toutes compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à

"Ruelland & Simard, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1936, incorporating: Joseph Gagnon, merchant, Edmond Ruelland, manufacturers' agent, and Thomas Louis Simard, accountant, all three of the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, for the following purposes:

1. To carry on business and trade, wholesale only, as importers, exporters, manufacturers, wholesale merchants and dealers in men's and women's clothing, dry goods of all kinds, dress goods, woollens, silk fabrics, laces, silks, satins, textiles of every kind, articles of every kind, as well as ready to wear apparel of every kind, in cloth or cotton generally. To purchase, sell, trade and deal wholesale in, import, export, job, deal wholesale in all kinds of garments, clothing, footwear, shoes for men and women, underwear for men and women, dry goods, woollens, cottons, silks of every kind and description. To carry on, wholesale only, all or any of the businesses of dealers in cloth, furriers, clothiers, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, importers of and wholesale dealers in textiles, cottons of all kinds, fur trimmings, dresses, braids, cords, laces, buttons, novelties, haberdashery, ready-to-wear apparel of all kinds, for men and ladies, underwear of all kinds for men and ladies, hosiery, hats, in a word everything which may be included in the words "dry goods". To manufacture or otherwise acquire and sell or otherwise trade or deal in, wholesale only, any articles which may enter into the class of "dry goods".

2. To carry on the business of importers, exporters, haberdashers, commission merchants and manufacturers' agents, whole sale, in connection with any of the aforesaid business enterprises;

3 To employ agents, travellers and commission merchants to take orders and to sell the company's merchandise;

4. To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores and private agencies;

5. To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise and which may come under the title or form part of the class of "dry goods", and any other merchandise on commission basis or otherwise;

6. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any persons, firm or company which this company may think fit;

7. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of

ceux de la susdite compagnie et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

8. Exercer toutes autres industries, soit comme fabricants, négociants, marchands en gros ou autrement, qui sembleront convenables à la susdite compagnie ou de nature à être exercées;

9. Acquérir ou autrement assumer aucune partie de commerce ou tout le commerce, la propriété ou les droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant aucun commerce que cette compagnie exerce et peut exercer et les payer entièrement ou partiellement avec les actions acquittées de la présente compagnie;

10. Acheter, vendre, louer, sous-louer, arrenter, échanger, acquérir ou disposer d'aucune manière toute propriété mobilière ou immobilière que la présente compagnie jugera nécessaire et utile et dont elle aura besoin pour exercer son commerce;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, chèques, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

12. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou partie d'icelle pour la compensation que la compagnie jugera convenable ou en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

13. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou tout autre corps public peut accorder et les payer et aider et contribuer à leur donner effet;

14. Prendre les moyens nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie et en particulier par la publicité de la presse ou par circulaire ou autrement;

15. Emettre et répartir des actions du capital-actions de la compagnie pour telle considération qui sera fixée par le bureau de direction;

16. Contracter des dettes, des engagements, des obligations dans l'exercice du commerce en gros de la dite compagnie; faire du crédit, des avances, des ventes à termes ou à tempérament, poursuivre, faire toutes les procédures nécessaires pour le recouvrement de tout ce qui sera dû à la compagnie en vertu des crédits, avances, ventes par les clients de ladite compagnie ou toutes autres personnes quelconques, avec un sceau corporatif ou autrement *ester en justice* pour toutes les fins quelconques sous les nom et raison sociale de "Ruelland & Simard, Limitée";

17. Emprunter de l'argent et obtenir des avances, du crédit sur le crédit de la compagnie de toute banque, corporation, personne, personnes, firmes, individus à tels termes, telles stipulations et telles conditions et à telle époque, pour telle somme ou tel montant et à tel degré et à tel taux et de telle manière que les directeurs trouveront convenable, à leur discrétion;

18. Limiter, diminuer ou augmenter le ou les montants à être empruntés;

19. Hypothéquer, nantir, mettre en gage les biens réels et personnels, mobiliers et immobiliers de la compagnie ou les deux pour garantir tout escompte, découverts, prêts, crédits, avances ou autres créances ou obligations de la compagnie à toute banque et intérêts sur iceux, conformément aux dispositions de la Loi des Banques et renouveler, modifier, varier ou substituer telle garantie de temps à autre, avec autorité de passer tous les contrats, de donner toute autorité en vertu de la loi des Banques pour toutes dettes con-

the above company and to hold, sell or otherwise dispose of same;

8. To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers, wholesale dealers or otherwise, which may seem to the Company convenient or capable of being carried on;

9. To acquire or otherwise take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carries on or may carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

10. To buy, sell, lease, sublet, rent, exchange, acquire or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful or which may be required for the carrying on of its business;

11. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

12. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration and as the company may think fit, and in particular of shares, debentures or securities of any other company;

13. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any licenses, power, authority, concession, rights or privileges which any Government or authority or any Corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect;

14. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars or otherwise;

15. To issue and allot shares of the capital stock of the company for such consideration as may be fixed upon by the Board of Directors;

16. To contract debts, liabilities, obligations in the carrying on of the wholesale business of the said company; to give credit, advance money, make sales on the instalment or deferred payment plan, sue, and take the required proceedings for the recovery of anything which may be due to the company in virtue of credits, advances, sales, by the said company's customers or any other persons whatsoever, to have a corporate seal or otherwise, *ester en justice*, for any purposes whatsoever, under the firm name and style of "Ruelland & Simard, Limitée".

17. To borrow money and obtain advances upon the credit of the company from any Bank, corporation, or persons, firms, individuals, person upon such terms, covenants and conditions, at such time, in such sums, or such amounts, to such an extent, at such rate and in such a manner as the directors in their discretion may deem expedient;

18. To limit, decrease or increase the amount or amounts to be borrowed;

19. To hypothecate, mortgage or pledge the real or personal, moveable or immoveable property of the company, or both as security for any discount, overdrafts, loans, credits, advances or other indebtedness or liability of the company, to any bank, and interest thereupon, under the provisions of the Bank Act, and to renew, alter, vary or substitute such security from time to time, with authority to enter into any contracts and to give any authority in virtue of the Bank Act for any indebtedness contracted or to be

tractées ou à être contractées de la banque, par la compagnie, sous le nom de "Ruelland & Simard, Limitée";

20. Vendre, aliéner, céder, louer, hypothéquer envers toutes personnes quelconques, échanger, compenser les biens meubles et immeubles de la compagnie aux conditions, avantages, profits, prix et autres considérations jugés convenables par les directeurs de la compagnie; et faire de même pour partie ou parties de ces biens meubles et immeubles;

21. Faire la totalité ou partie d'aucune des choses sus mentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

22. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt en iceux avec ensemble les bâtisses ou structures qui peuvent être et exister sur lesdits terrains ou aucun d'eux, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tout ou de partie de terrains et de tous et aucun des édifices ou structures qui sont et qui pourront à l'avenir y être érigés et prendre telle garantie jugée nécessaire;

23. Faire tous autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou convenables ou avantageux aux objets susdits ou susceptibles de les rendre profitables, sous le nom de "Ruelland & Simard, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions ordinaires de dix dollars ($10.00) chacune, valeur au pair ou nominale.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1611-o Sous-secrétaire de la Province.

"Syndicat des Cantons Villeneuve, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1936, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph-Edmond Caya, comptable, Joseph Jutras, artiste,et Maxime Guilbault, peintre, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Travailler, d'une façon générale, à l'avancement intellectuel, social, religieux et économique de ses membres et plus spécialement à leur formation technique et professionnelle d'aspirants-colons; entreprendre et poursuivre l'ouvrage général d'une société de colonisation, d'aviser et de diriger les colons et les aspirants-colons, de pourvoir à la formation des colons, de les aider et les assister, soit au moyen de prêts ou autrement;

Fonder des cercles d'étude, organiser des cours, des conférences, des journées d'étude et des congrès pour la poursuite de ses objets; fonder et maintenir des bibliothèques et des salles de lecture;

Solliciter, percevoir, recevoir et accepter des souscriptions, dons, legs, donations ou autres contributions ou bénéfices, et placer et déposer les deniers de la Corporation qui ne sont pas immédiatement requis, de telles manières que les directeurs pourront déterminer de temps à autre;

Conclure des arrangements avec les gouvernements ou autres autorités, fédérale, provinciales, municipales, locales, religieuses ou autres, qui sembleront appropriés aux objets de la Corporation ou aucun d'eux et obtenir de tels gouvernements

contracted to the bank by the company, under the name of "Ruelland & Simard, Limitée";

20. To sell, alienate, assign, lease, hypothecate, in favour of any persons whatsoever, exchange, compensate the moveable and immoveable property of the company on such conditions, for such advantage, profits, prices and other considerations as may be deemed expedient by the Directors of the company; and to do likewise for any part or parts of the said moveable and immoveable property;

21. To do all or any of the abovementioned things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

22. To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lots of land or any interest therein together with the buildings or structures which may be or which may subsist on the said lots of land or any of them, to sell, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of the whole or part of said lands and of all or any of the buildings or structures which are or may in future be erected and to take whatever security which may be deemed necessary;

23. To perform any other acts which the company may consider necessary, incidental or conducive to the profitable attainment of the aforesaid purposes, under the name of "Ruelland & Simard, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) common shares of a par or nominal value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1612 Assistant Provincial Secretary.

'Syndicat des Cantons Villeneuve, Incorporé".

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1936, incorporating, as a corporation without share capital: Joseph Edmond Caya, accountant, Joseph Jutras, artist, and Maxime Guilbault, painter, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

In a general manner, to further the intellectual, social, religious and economical progress of its members and more particularly the technical and professional formation of applicant settlers; to undertake and carry on the general work of a society of colonization, to advise and direct settlers and applicant-settlers, to provide for the formation of settlers; to aid and assist the same, either by means of loans or otherwise;

To found study circles, organize courses, lectures, days of study and congresses for the pursuit of its purposes; to found and maintain libraries and reading rooms;

To solicit, collect, receive and accept subscriptions, donations, legacies, gifts or other contributions or benefits and to invest and deal with the money of the Corporation not immediately required in such manner as the directors may from time to time determine;

To enter into any arrangements with any government or other authorities, federal, provincial, municipal, local, Religious or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects or any of them and to obtain from any

ou telles autorités, tels droits, privilèges et concessions que la Corporation croira désirable d'obtenir et poursuivre, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Payer tous terrains, biens, droits, privilèges et concessions acquis ou convenus d'être acquis par la corporation et satisfaire aux obligations de la Corporation par l'émission d'obligations, débentures, billets ou autres effets négociables ou transférables de la Corporation;

Vendre et disposer de l'entreprise de la Corporation ou toute partie d'icelle pour telle considération que la Corporation pourra juger convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre corporation ayant des objets totalement ou partiellement semblables à la Corporation ou pouvant, de quelque façon, aider la Corporation à atteindre ses objets;

Adopter des règlements non contraires à la Loi ou aux Lettres patentes de la Corporation ou à la Loi des compagnies de Québec pour l'administration et la conduite générale des affaires de la Corporation;

Percevoir de ses membres des cotisations, contributions, souscriptions et abonnements;

Acquérir par achat, bail, échange ou à titre équivalent, des terres et des immeubles, les posséder, améliorer, développer, cultiver, les louer et en disposer de toutes manières;

Faire toute autre transaction d'administration ou de finance dans l'intérêt de cette Corporation;

Rémunérer, soit comptant ou autrement, toute compagnie, corporation, association, syndicat ou individu pour des dépenses encourues pour le bénéfice de la Corporation ou pour tout service rendu ou à être rendu à la Corporation;

Aux fins ci-dessus, la Corporation exercera les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires et pourra:

a) Avoir un sceau commun et le modifier à volonté;

b) Ester en justice;

c) Accepter, acquérir, posséder, par tous les moyens permis par la Loi, des droits, des biens meubles et immeubles dont les revenus nets et annuels n'excèderont pas six cent mille dollars ($600,000.00);

d) Administrer ses biens et en retirer des revenus, les louer, les vendre, les échanger, les céder, les aliéner à quelque titre que ce soit;

e) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la Corporation;

f) Emettre des obligations ou autres valeurs de la Corporation, les donner en garantie et les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

g) Hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens meubles et immeubles de la Corporation pour assurer le paiement de telles obligations ou valeurs;

h) Choisir et élire un aviseur légal et un aviseur technique et pourvoir à leur rémunération;

i) Généralement faire telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Les pouvoirs de la charte seront exercés par le Bureau d'administrateurs, sous le nom de "Syndicat des Cantons Villeneuve, Incorporé".

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,

1613-o Sous-secrétaire de la Province.

such government or authority such rights, privileges and concessions which the corporation may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To pay for any lands, property, rights, privileges and concessions acquired or agreed to be acquired by the corporation and to satisfy any obligations of the corporation by the issue of bonds, debentures, notes or other negotiable or transferable instruments of the corporation;

To sell or dispose of the undertaking of the corporation or any part thereof for such consideration as the corporation may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation having objects altogether or in part similar to those of the corporation or calculated in any way to assist the corporation in the attainment of its purposes;

To enact regulations not contrary to law or to the Letters Patent of the corporation or to the Quebec Companies' Act, for the general management and administration of the affairs of the corporation;

To collect from its members any assessments, contributions, dues and subscriptions;

To acquire by purchase, lease, exchange or any similar title farms and immovables, to own, improve, develop, cultivate, lease and in any manner, deal with the same;

To carry on any other administrative or financial transaction in the interest of this Corporation;

To remunerate either in cash or otherwise, any company, corporation, association, syndicate or person for any expenses incurred for the benefit of the corporation, or for any service rendered to or to be rendered to the corporation;

For the hereinabove purposes, the corporation shall exercise the powers, rights and privileges pertaining to ordinary civil corporations and it may:

a) Have a common seal and alter it at will;

b) Appear before the courts;

c) Accept, acquire and possess by all means recognized by law, rights, and movable and immovable property, for a sum the net and annual revenue of which shall not exceed six hundred thousand dollars ($600,000.00);

d) Administer such property and draw the revenues therefrom, rent, sell, exchange, cede and alienate the same in any way whatsoever;

e) Borrow money on the credit of the corporation;

f) Issue bonds or other securities of the corporation and give the same in guarantee or sell them for the prices and sums deemed expedient;

g) Hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property of the corporation to secure the payment of such obligations or securities;

h) To choose and elect a legal advisor and a technical advisor and to provide for the remuneration of the same;

i) Generally, to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers of the charter shall be exercised by the Board of Directors, under the name of "Syndicat des Cantons Villeneuve, Incorporé".

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,

1614 Assistant Provincial Secretary.

"The Montreal Furriers Association".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février, 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Alexander Jacob Alexandor, Meyor Shuchat, Louis Hendelman, Theodore Skaperdas, Antonin Rousseau, Edmond Edward Cummings, Alvin Jos. Walker, Charles Coristine, Harris Mathew Silver, tous de la cité de Montréal province de Québec, manufacturiers de fourrure, dans les buts suivants:

1. Unir et coordonner les fonctions et activités pour la protection du commerce et / ou pour organiser le crédit dans la fabrication des vêtements de fourrure et confections en fourrure et y compris toutes sortes d'articles en fourrure manufacturés, et unir dans une organisation intime les pelletiers et les manufacturiers de tous et de chacun des dits articles, et dans tous les commerces et industries alliés et dans ce but organiser et aider à l'organisation, promouvoir et aider à la promotion du dit commerce et à cette fin:

(*a*) Etablir des principes et règlements uniformes de métiers et en éliminer les torts et les abus;

(*b*) Régler les disputes et différends parmi les membres et entre les membres et les autres;

(*c*) S'associer et coopérer avec d'autres associations, corporations et organisations, ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette association;

(*d*) Conclure des conventions avec les autorités fédérales, provinciales, municipales ou autres qui sembleront appropriées à l'avancement des objets de cette association ou l'un quelconque des dits objets; et obtenir de ces dites autorités tous droits, privilèges ou concessions qui sembleront utiles ou de nature à profiter directement ou indirectement à la corporation ou à ses membres et utiliser, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*e*) Conclure ou obtenir la convocation et la tenue d'assemblées de ceux exploitant la dite industrie ou toute section de la dite industrie dans le but de discuter et de disposer des affaires et intérêts de l'industrie;

2. Promouvoir, entreprendre et faire entreprendre et exécuter toutes œuvres charitables, de bienfaisance, philanthropiques ou sociologiques, et établir, aider, maintenir ou être associé à toute autre corporation ou institution à cet effet, et contribuer et garantir l'argent à cette fin;

3. Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, et gager, hypothéquer, et vendre ou autrement aliéner les immeubles et propriétés immobilières en général jusqu'au montant requis pour les fins de ses affaires et les objets pour lesquels elle est constituée, et n'excédant pas la somme de $25,000.

4. Les opérations de l'association seront exercées sans but de lucre pour ses membres et tous profits ou autres bénéfices de l'association seront utilisés pour promouvoir les objets pour lesquels elle est constituée;

5. Si autorisés par règlement, sanctionné par pas moins des deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des membres convoquée pour considérer le dit règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(*a*) Emprunter des deniers sur le crédit de la corporation;

"The Montreal Furriers Association".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1936, to incorporate as a corporation without share capital: Alexander Jacob Alexandor, Meyer Shuchat, Louis Hendelman, Theodore Skaperdas, Antonin Rousseau, Edmond Edward Cummings, Alvin Jos. Walker, Charles Coristine, Harris Mathew Silver, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, fur manufacturers, for the following purposes:

1. To unify and co-ordinate the functions and activities of protective trade and / or credit organization in the manufacturing of fur garments and fur wearing apparel and including all kinds of fur manufactured articles, and to unite into a cohesive organization the furriers and makers of any or all of the said articles, and in all allied trades and industries and to that end to organize and assist in organizing, promote and assist in promoting the said trade and for that purpose to:

(*a*) Establish uniform trade practices and regulations and eliminate trade evils and abuses;

(*b*) Adjust disputes and differences amongst members and between members and others;

(*c*) Associate and co-operate with other bureaus, corporations and organizations having objects similar, in whole or in part, to those of this association;

(*d*) Enter into any arrangements with Federal, Provincial, Municipal ou other authorities, which may seem conducive to the furtherance of the objects of this association or any of them; and to obtan from any such authority any rights, privileges or concessions which may seem useful or calculated directly or indirectly to benefit the corporation or its members, and to use, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*e*) Arrange or procure the calling and holding of meetings of those engaged in the said industry or any section thereof for the purpose of discussing and dealing with the affairs and interests of the industry;

2. To promote, engage in and cause to be undertaken and fulfilled, any charitable, benevolent, philanthropic or sociological work, and to establish, assist, maintain or be associated with any other corporation or institution in that behalf, and to contribute and guarantee money for that purpose;

3. To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, and to mortgage, hypothecate, and to sell or otherwise dispose of real estate and immoveable property generally to the extent required for that purpose of its business and corporate objects and not to exceed the sum of $25,000.

4. The operations of the association shall be carried on without purpose of gain for its members and any profits or other accretions of the association shall be used in promoting its corporate objects;

5. If authorized by By-law, sanctioned by not less than two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the members duly called for considering such by-law, the Directors may from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the corporation;

(*b*) Limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

(*c*) Emettre des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la corporation et les nantir ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés avantageux;

(*d*) Hypothéquer, gager ou nantir les propriétés réelles ou personnelles de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations ou autres valeurs et tous deniers empruntés pour les fins de la corporation;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par la corporation ou en son nom;

(*e*) Utiliser et attribuer les fonds de l'association pour l'amélioration des conditions de crédit existantes et pour l'exécution des autres objets de l'association;

L'association n'aura aucun capital-actions, sous le nom de "The Montreal Furriers Association".

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1615

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the corporation and pledge or sell the same for such sum or sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds or other securities and any money borrowed for the purposes of the corporation;

Nothing in this clause shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange, or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Corporation;

(*e*) To use and apply the funds of the association for the improvement of existing credit conditions and for the fulfilment of the other objects of the association;

The association shall have no share capital, under the name of "The Montreal Furriers Association".

The head office of the company will be in the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1616–o

"Zenith Holding Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars, 1936, constituant en corporation: David Coveler, Louis Diner, Alexander Popliger, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer un commerce et une agence générale de placement, de finance et de courtage;

2. Enetreprendre et exercer toute transaction commerciale et opération habituellement entreprises et exercées par les promoteurs de compagnies, financiers, cessionnaires, entrepreneurs de travaux publics ou autres, capitalistes, marchands et négociants de valeurs financières;

3. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait, acheter, vendre, échanger, détenir, offrir pour souscription publique ou autrement faire le commerce d'actions, parts, obligations, débentures et valeurs de gouvernement, corporations municipales, industrielles, commerciales ou financières;

4. Promouvoir, subventionner et aider des compagnies, syndicats et autres sociétés de toutes sortes;

5. Donner toute garantie pour le paiement de deniers ou l'exécution de toute obligation ou entreprise par toute personne, établissement ou corporation avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

6. Exécuter toute entreprise de promotion et particulièrement prêter des deniers, aider et contrôler toute compagnie, industrie ou entreprise de quelque nature qu'elles soient;

7. Procurer les dépôts et les garanties requises en rapport avec toute soumission ou offre pour tout contrat, cession, décret, loi, biens ou privilèges, en rapport avec l'exécution de tout contrat, concession, décret ou loi;

8. Prendre part à la gérance, l'administration ou le controle de tout commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise et à cette fin nommer et rémunérer des directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

"Zenith Holding Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1936, incorporating: David Coveler, Louis Diner, Alexander Popliger, all Advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on a general investment, financial and brokerage business and agency;

2. To undertake and carry on any business transaction and operation usually undertaken or carried out by the promoters of Companies, financiers, grantees, contractors for public or other works, capitalists, merchants and dealers in financial securities;

3. To subscribe for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, offer for public subscription or otherwise deal in shares, stocks, bonds, debentures and securities of Government, Municipal, industrial, commercial or financial corporations;

4. To promote, subsidize and assist companies, syndicates and other partnerships of all kinds;

5. To give any guarantee for the payment of money or the execution of any obligation or undertaking by any person, establishment or corporation with whom the Company may have business relations;

6. To carry out any promotion work and in particular to loan money to, assist and control any company, business or undertaking, whatever they may be;

7. To supply, deposit and the securities required in connection with any tender or application for any contract, assignment, decree, law, property or privilege, in connection with the performance of any contract, assignment, decree or law;

8. To take any part in the management, administration or control of the business or operations of any company or undertaking and for such purpose to appoint and remunerate directors, accountants or other experts or agents;

9. Ouvrir, se charger, examiner, inspecter et faire l'audition et en garantir l'exactitude;

10. Transférer, enregistrer et contresigner des obligations, certificats d'actions ou autres titres de créance;

11. Agir comme agents pour toute corporation étrangère ou domestique, publique ou privée;

12. Agir comme registraires pour les actions, obligations, certificats et débentures et comme agents de transfert pour toute corporation ou individu;

13. Entreprendre, diriger, contrôler ou autrement administrer l'industrie ou entreprise de toute corporation, firme ou individu, lorsque nécessaire pour protéger les intérêts de la compagnie ou pour protéger les garanties ou réclamations ou exécuter toute transaction ou obligation que la compagnie peut avoir entreprise;

14. Agir comme agents pour les personnes, firmes ou corporations;

15. Acquérir ou prendre possession de toutes entreprises appartenant aux personnes mentionnées dans le paragraphe précédent dans le but d'acquérir toutes ou aucune des actions, dettes et obligations de la dite personne et pour ces fins se charger de tous contrats faits entre les parties y mentionnés ou tout autre membre de la compagnie et les représentants de la présente compagnie pour l'exercice approprié de la dite entreprise en rapport avec le commerce de la compagnie, ou de nature à accroître directement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

16. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant aucune sorte de commerce que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

17. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et autres conférant l'usage limité, exclusif ou non-exclusif ou aucun secret ou autre renseignement concernant une invention qui peut être utile et employé pour toutes fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible d'être directement ou indirectement avantageuse à la compagnie et faire usage, exercer, développer ou octroyer des permis en ce qui les concerne ou autrement faire profiter les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

18. S'associer ou conclure toutes autres conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toutes personnes ou compagnies exerçant ou exploitant une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toutes personnes ou compagnies et prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toutes personnes ou compagnies semblables et vendre, ou détenir avec ou sans garantie, ou autrement négocier ou faire le commerce des dites valeurs;

19 Acheter, vendre, louer et détenir des valeurs immobilières et hypothécaires et agir comme agents entre les vendeurs et les acheteurs d'immeuble et faire des contrats en rapport avec iceux;

20. Conclure toutes conventions avec toute autorité municipale, locale ou autre, qui peuvent contribuer aux fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir des dites autorités

9. To open, take charge of, examine, inspect and audit and to guarantee the correctness of same;

10. To transfer, register and countersign bonds, certificates shares or other proofs of indebtedness;

11. To operate as agents for any foreign or domestic, public or private corporation;

12. To act as registrars for stock, bonds, certificates and debentures and as transfer agents for any corporation or individual;

13. To undertake, direct, control or otherwise handle the business or undertakings of any corporation, firm or individual, when necessary to protect the interests of the Company or to protect securities or claims or carry out any transaction or obligation which the Company may have undertaken;

14. To operate as agents for persons, firms or corporations;

15. To acquire or enter into possession of all the undertakings belonging to the person mentioned in the foregoing paragraph for the purpose of acquiring all or any of the shares, debts and obligations of said person and for such purposes to take over any contracts made between the party therein or any other member of the Company and the representatives of the present Company for the due carrying of the said undertaking in connection with the business of the Company, or calculated directly to increase the value of or render profitable any property or rights of the Company;

16. To acquire or undertake in whole or in part the business, property and obligations of any person or company carrying on any kind of business which the Company is authorized to carry on or holding property suitable for the purpose of the Company;

17. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and other permitting the limited, exclusive or non-exclusive use of or any secret or other information respecting invention which may be useful and employed for any purpose of the Company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly as being advantageous to the Company and to make use of, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise derive profit from the property, rights or information thus acquired;

18. To enter into partnership or any other arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any persons or companies carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or in any business or transaction conducive to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any persons or companies and to take or otherwise acquire shares and securities of any similar persons or companies and to sell or hold, with or without guarantee, or otherwise negotiate or deal with the said securities;

19. To purchase, sell, lease and hold real estate and hypothecary securities and to act as agents between sellers and purchasers of real estate and to make contracts connected therewith;

20. To make any arrangements with any authority, Municipal, local or other, which may contribute to the purposes of the company or any of same and to obtain from any such autho-

tous droits, privilèges, concessions que la compagnie pourra désirer détenir et promouvoir et exercer aucune des conventions, droits, privilèges et concessions;

21. Etablir, supporter ou aider à l'établissement et au support d'aucunes associations, institutions, fonds, fidéicommis et entreprises, susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés et actionnaires de la compagnie, ou à aucune autre entreprise ayant un but semblable et souscrire et garantir des sommes d'argent pour fins charitables et de bienfaisance ou pour aucune exhibition ou pour toutes fins publiques générales ou utiles ou pour toutes fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, dans le but d'aider ou contribuer aux objets et entreprises de la compagnie;

22. Acheter, louer ou échanger, nantir ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou appropriés aux fins de son commerce et particulièrement toute machinerie, établissements ou effets de commerce;

23. Prêter des deniers aux clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

24. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, valeurs et autres effets négociables ou transférables;

25. Vendre ou aliéner les entreprises de la compagnie ou une partie quelconque d'icelles pour la considération que la compagnie jugera raisonnable et plus particulièrement pour les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont aucun des objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

26. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, négocier tous ou aucun des biens et droits de la compagnie;

27. Faire toutes les choses sus-énumérées en tout ou en partie,comme mandants ou agents,entrepreneurs ou autrement et soit seule ou associée avec d'autres;

28. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, entreprendre et utiliser tous permis, pouvoirs, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou toutes corporations ou autres corps publics auraient le pouvoir d'octroyer et payer, aider et contribuer dans le but d'obtenir les dites choses et affecter les actions de la compagnie, les débentures et autres biens dans le but d'en défrayer les frais et dépenses nécessaires;

29. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes qui, conformément aux lois de ce dit pays, représenteront la compagnie et accepteront la signification pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

30. Prélever et aider à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

31. Acheter, acquérir, régler ou autrement disposer des réclamations, comptes, impayés et litigieux, jugements, et créances et négocier et compléter des états de toutes sortes de comptes, réclamations, contrats, cautionnements et polices

rities any rights, privileges, concessions which the company may desire to hold and to promote and exercise any of the arrangements, rights privileges and concessions;

21. To establish, support or aid in the establishment and support of any associations, institutions, funds, trusts and undertakings, calculated to benefit the employees or ex-employees and shareholders of the company, or to any other undertaking having a similar object and to subscribe and guarantee money for charitable and benevolent purposes or for any exhibition or for any useful general public or for any purpose calculated directly or indirectly to benefit the company, as to aid or contribute to the purpose and undertaking of the company;

22. To purchase, lease, or exchange, pledge or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may deem necessary and suitable for the purpose of its business and in particular any machinery, establishment or commercial goods;

23. To loan money to customers or others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts for any such persons;

24. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of ladings, securities and other negotiable or transferable instruments;

25. To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem reasonable and more particular for shares, debentures or other securities of any other company having any objects wholly or partly similar to those of the company;

26. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, deal with all or any of the property and rights of the company;

27. To do all the things hereabove enumerated in whole or in part, as principals or agents, contractors or otherwise and either alone or in association with others;

28. To apply for, obtain, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, undertake and make use of any licenses, powers, authorities, franchises, concessions, rights or privileges which any governments or authorities or any corporations or other public bodies may have the power to grant and to pay for, assist and contribute for the purpose of obtaining any such things and to appropriate the shares of the company, debentures and other assets for the purpose of defraying the necessary costs and expenses thereof;

29. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate the persons who, in conformity with the laws of such country, shall represent the company and accept notice for and on behalf of the company, of any procedure or suit;

30. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonus, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

31. To purchase, acquire, settle or otherwise dispose of unpaid or disputed claims, accounts, judgments and book debts and to negotiate and complete statements of all kinds of accounts, claims, contracts, bonds and insurance policies

d'assurance entre les parties contractantes moyennant honoraires, commissions, pourcentage et rémunérations qui seront payés pour iceux, sujet aux lois provinciales et locales;

32. Conduire une agence d'audition et de comptabilité pour faire l'audition, l'inspection et l'examen des livres de comptes des personnes, établissements et corporations et la préparation des rapports, états et autres choses de même nature;

33. La compagnie pourra, en ce qui regarde les actions entièrement libérées, émettre sous son sceau un ou des certificats d'action au porteur (share warrants) établissant que le porteur du certificat d'action au porteur (share warrant) a droit à l'action ou aux actions y désignées, dans le but d'avoir la jouissance et se prévaloir des privilèges mentionnés dans l'article 45 et suivant de la Loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "Zenith Holding Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1617 Sous-secrétaire de la Province.

between the parties thereto for fees, commission, percentage and rewards to be paid therefor, subject to provincial and local regulations;

32. To conduct an auditing and accounting agency for the auditing inspection and examination of account books of persons, establishments and corporations and the preparation of reports, statements and other business of the same kind;

33. The company may, as regards the fully paid up shares, issue under its seal a share-warrant or warrants setting forth that the holder of the share warrant is entitled to the share or shares designated thereon, so as to enjoy and make avail of the privileges shown in article 45 and following of the Quebec Companies' Act, under the name of "Zenith Holding Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1618-o Assistant Provincial Secretary.

"Berish & Andes, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1936, constituant en corporation: Sam Andes, Louis Berish, tailleurs, Dame Rae Goldberg, marchande publique, épouse séparée de biens de Abraham Goldenberg, et le dit Abraham Goldenberg, pour autoriser et aider son épouse aux fins des présentes, et Dame Sophie Silverman, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de tailleurs pour hommes et garçons, entrepreneurs et manufacturiers de vêtements et confections pour hommes et garçons et toutes les spécialités d'iceux;

2. Exercer tous ou aucun commerce comme costumiers, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, fabricants, importateurs et marchands en gros et en détail de toton et tissus de toutes sortes;

3. Acheter, louer ou autrement acquérir des propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, de toute espèce et nature quelconque, qui peuvent être jugées convenables pour les fins de la compagnie et les gager, les nantir, les hypothéquer, les vendre ou autrement les aliéner;

4. Acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie de l'entreprise, du commerce, des propriétés, biens ou responsabilités de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce similaire à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, et acquérir des produits et marchandises, et les payer en tout ou en partie en deniers ou en actions ou autres valeurs de la compagnie, totalement ou partiellement libérées;

5. Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations, ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation, ou individu exploitant ou exerçant tout commerce que cette compagnie est préparée à exploiter ou exercer, et acquérir, détenir, gager ou autrement aliéner ces actions, obligations ou autres valeurs;

6. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, conces-

"Berish & Andes, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1936, incorporating: Sam Andes, Louis Berish, tailors, Dame Rae Goldberg, *marchande publique*, wife separate as to property of Abraham Goldenberg, and the said Abraham Goldenberg to authorize and assist his wife to these presents, and Dame Sophie Silverman, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of men's and boys' tailors, contractors and manufacturers of men's and boys' clothing, ready to wear, and all branches thereof;

2. To carry on all or any business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, manufacturers, importers, and wholesale and retail dealers in cotton textile fabrics of all kinds;

3. To purchase, lease or otherwise acquire moveable or immoveable, real or personal property of any kind and nature whatsoever, that may be deemed suitable for the purpose of the Company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

4. To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business similar to that which this Company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the Company, wholly or partly paid up;

5. To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this Company is prepared to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds, or other securities;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'inventions*, license, conces-

sions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

7. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant une industrie, transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés, droits ou entreprises de la compagnie pour telle considération qui sera convenue, et particulièrement pour des actions, débentures, ou valeurs de toute autre compagnie dont les produits sont similaires aux produits de la compagnie;

9. Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus en disposant ou aidant à disposer ou en garantissant la disposition de tout nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

10. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures, et tous autres effets négociables et transférables;

11. Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs, et exploiter toute industrie connexe à l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Berish & Andes, Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1619 Sous-secrétaire de la Province.

sions and the like, conferring any exclusive, non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect thereof, or otherwise turn to account the property rights or information so acquired;

7. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business transaction which this company is authorized to carry on or trade in, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

8. To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property rights or undertaking of the Company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, debentures, or securities of any other company, having products similar to the products of this Company;

9. To remunerate with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other value of the Company or the conduct of its affairs;

10. To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures, and all other negotiable and transferable instruments;

11. To do all things, exercise all the powers, and carry any business incidental to the carrying on the objects wherefore the Company is incorporated, under the name of "Berish & Andes, Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1620-o Assistant Provincial Secretary.

"Klassey Shoe Store, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars, 1936, constituant en corporation: Samuel Moskovitch, Thomas Michael Tansey, Theodore Israel Levine, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer principalement le commerce, et comme détaillants, marchands, commerçants, manufacturiers, de bottines, souliers, chaussures, mitaines, articles en caoutchouc, gants et articles en cuir de toutes sortes, et toutes autres choses ou commodités se rapportant à iceux, et manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de tous tels articles, effets et marchandises, et tous articles, effets et marchandises qui peuvent être avantageusement fabriqués, vendus ou négociés en même temps qu'iceux;

2. Exploiter toute autre industrie, soit comme négociants, commerçants, détaillants, grossistes, manufacturiers ou autrement, se rapportant à aucunes commodités négociables, tels que vêtements, fourrures, tissus, coton, soie, drap, lai-

"Klassey Shoe Store, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1936, incorporating: Samuel Moskovitch, Thomas Michael Tansey, Theodore Israel Levine, Advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on principally the business of, and as retailers, dealers, jobbers, manufacturers in boots, shoes, footwear, mitts, rubber-goods, gloves and leather goods of all kinds, and all other things or commodities incidental thereto, and to manufacture, purchase, sell and otherwise deal in all such goods, wares, and merchandise, and all goods, wares and merchandise which can advantageously be manufactured, sold and dealt with in conjunction therewith;

2. To engage in any other business, whether as dealers, jobbers, retailers, wholesalers, manufacturers, or otherwise, having reference to any marketable commodities, such as wearing apparel, furs, textiles, cottons, silks, clothing, woollens,

nages et choses de même nature, et généralement, exploiter, ou faire le commerce ou le négoce de chacune et de toutes les commodités négociables et ou marchandises de toute description se rapportant à, et / ou incidents au commerce exercé par la compagnie;

3. Acheter, ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant aucun genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges, et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie et pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

11. Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

12. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables et / ou transférables;

and the like, and generally, to engage in or deal with or trade in any and all marketable commodities and or merchandises of all description relating to and or incidental to the business carried on by the Company;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, and for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and otherwise having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable and or transferable instruments;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des valeurs de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tous ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

18. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

19. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

20. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

21. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

22. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Klassey Shoe Store, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions ordinaires de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1621 Sous-secrétaire de la Province.

13. To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

18. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debenture, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

19. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

20. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

21. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Klassey Shoe Store, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) common shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1622-o Assistant Provincial Secretary.

"Wigwam Leather Goods, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du troisième jour de mars 1936, constituant en corporation: Demoiselle Janet Mendels, fille majeure, sténographe,

"Wigwam Leather Goods, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1936, incorporating: Miss Janet Mendels, spinster, of the full age of majority, steno-

Thomas Michael Tansey, Théodore Israel Levine, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce dans toutes les lignes d'articles en cuir, cadeaux, souvenirs, sacoches, et valises, en gros et en détail, et de chacune et toutes autres choses s'y rapportant, et ou en aucune manière alliées au dit commerce;

2. Représenter les marchands, distributeurs, manufacturiers, importateurs, exportateurs pour toutes ou chacune des marchandises susdites ou articles à base de commission ou autrement;

3. Exercer l'industrie qui consiste à préparer et teindre les fourrures et peaux vertes et faire chacune et toutes les autres choses s'y rapportant;

4. Pour aucun des objets ou fins susdits, acquérir, acheter, ou louer toutes formules et brevets jugés nécessaires;

5. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts ou tous autres risques communs semblables, avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que la compagnie croira convenable;

6. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ci-haut mentionnée, les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

7. Acquérir, assumer la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant une industrie que cette présente compagnie exerce ou a le droit d'exercer et les exercer et les payer totalement ou partiellement en actions libérées de la présente compagnie;

8. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières et immobilières et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce, accessoires, ameublements, baux, contrats et effets de toute description;

9. Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

10. Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

11. Procurer l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger conformément aux lois de tel pays étranger;

12. Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autrement, garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

13. Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

14. Vendre, améliorer, administrer, échanger, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des propriétés de la compagnie;

grapher, Thomas Michael Tansey, Theodore-Israel Levine, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on a business in all lines of leather goods, gifts, souvenirs, hand bags, and luggage, retail and wholesale, and in any and all other things appertaining to the same, and or in any way allied thereto;

2. To represent jobbers, distributors, manufacturers, importers, exporters for all or any of the above merchandise, or goods on commission basis or otherwise;

3. To engage in the business of dressing and dyeing raw furs and skins and to do any and all other things incidental thereto;

4. For any of the above objects or purposes, to acquire, purchase or lease any formulae and patents found necessary;

5. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, or any similar joint venture with any person, persons, firm or company that this Company may think fit;

6. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

7. To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carries on or is entitled to carry on and to carry on and pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

8. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, movable and immovable, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

9. To have, accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

10. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

11. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country according to the laws of such foreign country;

12. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

13. To adopt such means of making known the merchandise of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

14. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property of the company;

15. Faire le commerce des choses précitées en qualité de mandants, agents, sous-agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Wigwam Leather Goods, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1132 rue Sainte-Catherine-Ouest, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1623 Sous-secrétaire de la Province.

15. To deal with the above things as principals, agents, sub agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

16. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Wigwam Leather Goods, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 1132 Sainte Catherine West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1624-o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Baile & Redpath Fuel Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de mars 1936, changeant le nom de la compagnie "Baile & York Fuel Company, Limited", en celui de "Baile & Redpath Fuel Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1625-o Sous-secrétaire de la Province.

"Barma & Bégin, Limitée—Barma & Begin, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de mars 1936, à la compagnie "Barma & Bégin, Limitée—Barma & Begin, Limited", modifiant les lettres patentes originales, comme suit, savoir:

Que les mots "500 actions ordinaires ont été souscrites" tels que mentionnés dans les lettres patentes originales de la compagnie en date du 17 septembre 1934, soient remplacés par les mots "50 actions ordinaires ont été souscrites".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1627-o Sous-secrétaire de la Province.

"Gordon's, Ltd (Quebec)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuvième jour de février 1936, changeant le nom de la compagnie "Podell-Gordon Inc.", en celui de "Gordon's Ltd (Quebec)".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1629-o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"Baile & Redpath Fuel Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1936, changing the name of the company "Baile & York Fuel Company, Limited", to that of "Baile & Redpath Fuel Company, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1626 Assistant Provincial Secretary.

"Barma & Bégin, Limitée—Barma & Begin, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1936, to the company "Barma & Bégin, Limitée—Barma & Begin, Limited", modifying the original letters patent, as follows, to wit:

That the words "500 common shares have been suberibed" as mentioned in the original letters patent of the company dated September 17th., 1934, be replaced by the words "50 common shares have been subscribed."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1628 Assistant Provincial Secretary.

"Gordon's, Ltd (Quebec)".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1936, changing the name of the company "Podell-Gordon Inc.", to that of "Gordon's Ltd (Quebec)".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of February, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1630 Assistant Provincial Secretary.

"Hebecourt Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47, 41, 46, 46*a* et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour de février 1936, à la compagnie "Hebecourt Corporation", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

1. Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de trois mille trois cent trente-trois (3,333) actions privilégiées de la valeur au pair de quinze dollars ($15.00) chacune;

2. Que les susdites nouvelles actions comportent les privilèges suivants:

Sur les bénéfices de la compagnie, il sera prélevé chaque année la somme nécessaire à servir un intérêt non cumulatif de cinq pour cent (5%) à toutes les actions tant ordinaires que privilégiées alors émises; le reliquat, s'il existe, sera distribué soixante pour cent (60%) à l'ensemble des actions ordinaires et quarante pour cent (40%) à l'ensemble des actions privilégiées alors émises; outre les privilèges ci-dessus énumérés, les détenteurs d'actions privilégiées auront et auront seulement tous les mêmes droits et obligations que les détenteurs d'actions ordinaires;

3. Que les susdites nouvelles actions privilégiées soient émises et réparties par les directeurs de telle manière et dans telle proportion que les directeurs jugeront à propos pour l'avantage de la compagnie;

4. Que les dix mille (10,000) actions de la compagnie déjà autorisées sans valeur au pair et déjà émises et entièrement payées soient changées en dix mille (10,000) actions ordinaires entièrement payées et libérées de la valeur au pair de quinze dollars ($15.00) chacune et que les détenteurs des susdites dix mille (10,000) actions ordinaires ainsi changées ne soient pas responsables envers la compagnie ni envers ses créanciers relativement aux susdites actions ordinaires ainsi changées;

4*a*) Que le montant du capital-actions de la compagnie soit à l'avenir de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze dollars ($199,995.00), divisé en trois mille trois cent trente-trois (3,333) actions privilégiées de quinze dollars ($15.00) chacune et en dix mille (10,000) actions ordinaires de quinze dollars ($15.00) chacune;

5. Que les directeurs de la compagnie sont autorisés par les présentes à demander des lettres patentes supplémentaires confirmant ce présent règlement;

6. Que sur l'émission des susdites lettres patentes supplémentaires, il soit émis à chaque détenteur enregistré d'actions de la compagnie sans valeur au pair et entièrement payées une action ordnaire de la compagnie de la valeur au pair de quinze dollars ($15.00) pour chaque action sans valeur au pair détenue par tel détenteur enregistré;

7. Que chaque détenteur enregistré d'actions de la compagnie sans valeur au pair devra, à la date et dans les délais fixés par les directeurs, remettre le certificat ou les certificats représentant les dites actions sans valeur au pair au secrétaire de la compagnie ou à l'agent désigné par la compagnie pour le transfert de ses actions et à l'endroit désigné par les directeurs; il sera donné dûment avis d'avoir à faire la remise des susdits certificats d'actions sans valeur au pair et cet avis sera donné de la manière prévue par

"Hebecourt Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47, 41, 46, 46*a* and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1936, to the company "Hebecourt Corporation", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

1. That the capital stock of the company be increased from three thousand three hundred and thirty three (3,333) preferred shares of the par value of fifteen dollars ($15.00) each;

2. That the aforesaid new shares shall be entitled to the following privileges:

Out of the profits of the company, there shall be set aside, each year, the amount necessary to pay a non-cumulative dividend of five per cent (5%) on all shares whether common or preferred then outstanding; the balance, if any, shall be distributed sixty percent (60%) to the total amount of the common shares and forty per cent (40%) to the total amount of the preferred shares then issued; besides the privileges hereinabove enumerated, the holders of preferred shares shall have and only have all the same rights and obligations as those of the holders of common shares;

3. That the aforesaid new preferred shares be issued and allotted by the directors in such manner and in such proportion as the directors may deem expedient for the advantage of the company;

4. That the ten thousand (10,000) shares of the company previously authorized without par value and previously issued and fully paid up be changed into ten thousand (10,000) fully paid up common shares of the par value of fifteen dollars ($15.00) each and that the holders of the aforesaid ten thousand (10,000) common shares so changed shall not be liable to the company nor to its creditors with respect to the aforesaid common shares so changed;

4*a*. That the amount of the capital stock of the company be in the future one hundred and ninety nine thousand nine hundred and ninety five dollars ($199,995.00), divided into three thousand three hundred and thirty three (3,333) preferred shares of fifteen dollars ($15.00) each and into ten thousand (10,000) common shares of fifteen dollars ($15.00) each;

5. That the directors of the company are hereby authorized to make application for supplementary letters patent confirming the present by-law;

6. That upon the issue of the aforesaid supplementary letters patent, there shall be issued to each registered holder of shares of the company without par value and fully paid-up, one common share of the company of the par value of fifteen dollars ($15.00) for each share without par value held by such registered holder;

7. That each registered holder of shares of the company without par value shall, on the date and within the delay fixed by the directors, surrender the certificate or certificates representing the said no par value shares to the Secretary of the company or to the agent designated by the company for the transfer of his shares and at the place designated by the directors; due notice shall be given him to surrender the aforesaid certificates of shares without par value and such notice shall be given in the manner prescribed by the

les règlements de la compagnie pour la convocation des assemblées générales annuelles des actionnaires;

8. Que sur remise de tout certificat représentant la valeur d'une ou plusieurs actions sans valeur au pair, le détenteur de tel certificat sera en droit de recevoir une ou plusieurs actions ordinaires entièrement payées de la valeur au pair de quinze dollars ($15.00) chacune; mais qu'après l'expiration du délai fixé par les directeurs et dont avis aura été donné de la manière susdite, les droits des détenteurs d'actions sans valeur au pair seront limités à leur droit de recevoir tel que susdit les certificats pour des actions ordinaires de la valeur au pair de quinze dollars ($15.00) chacune et que, jusqu'à la remise des certificats représentant les actions sans valeur au pair, les détenteurs des dits certificats n'auront aucun droit de participer aux profits ni à l'actif de la compagnie ni d'exercer aucun droit comme actionnaire;

9. Que les directeurs et les officiers de la compagnie sont autorisés à faire, signer et exécuter tous les actes, documents et choses nécessaires ou désirables en rapport avec ce qui précède.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de février 1936.

ALEX. DESMEULES,
1631–o Sous-secrétaire de la Province.

"Musée Historique Canadien, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de mars 1936, changeant le nom de la compagnie "Musée Catholique Canadien, Incorporée", en celui de ""Musée Historique Canadien, Inc.".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1633–o Sous-secrétaire de la Province.

"The Sterling Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 46, 47 et suivant, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour de mars 1936, à la compagnie: "The Sterling Corporation" ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que le capital total de la compagnie soit et il est par les présentes modifié;

Que la dite modification ne comporte pas ou n'a pas pour objet aucune réduction ou remise des obligations ou aucun remboursement en deniers ou en biens en faveur des actionnaires de la compagnie;

Que les quatre mille (4,000) actions ordinaires sans valeur au pair du capital-actions de la présente compagnie soient et il leur est donné par les présentes une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune;

Que conformément à la dite modification, le capital-actions de cette compagnie soit et il est modifié par la création de mille cinq cents (1,500) actions privilégiées, avec droit de participation, rachetables, à cinq pour cent (5%), d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, qui auront et seront sujettes aux droits, privilèges, priorités, limitations et conditions suivantes:

Les dites actions privilégiées porteront le droit à un dividende privilégié fixé au taux de cinq pour cent (5%) par année sur le montant versé sur

by-laws of the company for the convening of the general annual meetings of the shareholders;

8. That upon surrender of any certificate representing the value of one or more no par value shares, the holder of such certificate shall be entitled to receive one or more fully paid-up common shares of the par value of fifteen dollars ($15.00) each; but that after the expiration of the delay fixed by the directors whereof notice shall have been given in the manner aforesaid, the rights of the holders of shares without par value shall be limited to their right to receive as aforesaid the certificates for common shares of the par value of fifteen dollars ($15.00) each and that, until the surrender of the certificates representing the shares without par value, the holders of the said certificates shall have no right to participate in the profits nor in the assets of the company nor to exercise any right as shareholder;

9. That the directors and officers of the company are authorized to make, sign and execute any acts, documents and matters necessary or desirable in connection with the foregoing.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February 1936.

ALEX. DESMEULES,
1632 Assistant Provincial Secretary.

"Musée Historique Canadien, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1936, changing the name of the company "Musée Catholique Canadien, Incorporée", to that of "Musée Historique Canadien, Inc.".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1634 Assistant Provincial Secretary.

"The Sterling Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1936, to the Company "The Sterling Corporation" ratifying a by-law of the Company, as follows, to wit:

That the share capital structure of the Company be and it is hereby modified;

That the said modification does not purport or involve any reduction or remittance of liability or any reimbursement in cash or assets in favor of the shareholders of the Company;

That the four thousand (4,000) common no par value shares of the share capital of this company be and they are hereby given a par value of one dollar ($1.00) each;

That pursuant to such modification, the share capital of this company be and is modified by the creation of one thousand five hundred (1,500) five per cent (5%) redeemable, participating preferred shares of the par value of ten dollars ($10.00) each, which shall have and be subject to the following rights, privileges, priorities, limitations and conditions:

The said preferred shares shall carry the right to a fix preferred dividend at the rate of five per cent (5%) per annum on the amount paid thereon

icelles de la date du dit paiement, le dit dividende payable à même les profits de la compagnie, disponibles pour les dividendes, lorsque et de la manière déclarée par le bureau de direction;

Les porteurs des actions privilégiées entièrement libérées auront aussi droit à un dividende additionnel comme boni, action pour action, avec les porteurs des actions ordinaires de la compagnie, nonobstant la différence dans la valeur au pair des actions. Nul dividende ne sera en aucun temps déclaré ou payé sur les actions ordinaires ou l'une quelconque d'icelles jusqu'après que tous les dividendes différés sur les actions privilégiées soient payés à la date de la dite déclaration de dividendes sur les actions ordinaires;

Les dites actions privilégiées prendront rang, tant comme dividendes et remboursement du capital, de priorité sur toutes les autres actions de la compagnie. Dans le cas de distribution des biens de la compagnie par aucun moyen ou action quelconque, les actions privilégiées auront droit au remboursement du montant payé sur icelles et les dividendes accrus en priorité sur les actions ordinaires, et le reliquat ou résidu des dits biens sera distribué action pour action, entre les actions privilégiées et ordinaires;

Les porteurs des dites actions privilégiées auront le droit de voter à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie, action pour action, avec les actionnaires ordinaires et comme tels auront les qualifications pour être ou devenir directeurs de la compagnie;

La compagnie aura le droit de temps à autre, à son choix et à sa discrétion, de racheter la totalité ou une partie quelconque de ses actions privilégiées en cours, en remboursant aux porteurs d'icelles le montant versé sur icelles avec ensemble tous les dividendes privilégiés accrus. La compagnie aura aussi le droit d'acheter sur le marché ou autrement aucune de ses actions privilégiées qui peuvent être offertes à un prix n'excédant pas le montant versé sur icelles avec ensemble tous les dividendes privilégiées accrus;

Nul porteur d'actions privilégiées n'aura, excepté avec le consentement de tous les directeurs, droit de vendre ou d'aliéner aucunes telles actions à aucune personne autre qu'un porteur d'actions ordinaires du capital-actions de la compagnie, à moins et avant que les porteurs d'actions ordinaires aient eu individuellement l'opportunité d'acheter les dites actions au pair avec en plus les dividendes accrus ou leur valeur actuelle telle qu'elle apparaît au dernier bilan de la compagnie, en choisissant le plus bas.

Que le capital-actions de la compagnie soit à l'avenir dix-neuf mille dollars ($19,000.00), divisé en mille cinq cents (1,500) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, et quatre mille (4,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1635 Sous-secrétaire de la Province.

from the date of said payment, said dividend payable out of the profits of the company, available for dividends, when and as declared by the board of directors;

The holders of the fully paid up preferred shares shall also be entitled to a further dividend as bonus, share and share alike, with the common stock holders of the company, notwithstanding the difference in the par value of the shares. No dividend shall at any time be declared or paid on the common shares or any of them, until after all the deferred dividends on the preferred shares be paid to the date of said declaration of dividends on the common shares;

Said preferred shares shall rank, both as regards dividends and return of capital, in priority to all other shares of the company. In case of distribution of the assets of the company by any means or actions whatsoever, the preferred shares shall be entitled to the return of the amount paid thereon and accrued dividends in priority to the common shares, and the balance or residue of such assets shall be distributed share and share alike between the preferred and common shares;

The holders of such preferred shares shall have the right of voting at all meetings of shareholders of the company, share and share alike with the common shareholders, and as such shall be qualified to be or become directors of the company;

The company shall have the right from time, to time at its option and discretion, to redeem the whole or any part or its outstanding preferred shares, by repaying the holders thereof the amount paid up thereon together with all accrued preferred dividends. The company shall also have the right to purchase in the market or otherwise any of its preferred shares that may be offered at a price not exceeding the amount paid up thereon together with all accrued preferred dividends;

No holder of preferred shares shall, except with the consent of all the directors, be entitled to sell or dispose of any such shares to any person other than a holder of common shares of capital stock of the company, unless and until the common shareholders have severally been given the opportunity of purchasing the said shares at par plus accrued dividends or their actual value as appears from the last balance sheet of the company whichever shall be lower;

That the capital stock of the company be in the future nineteen thousand dollars ($19,000.00), divided in one thousand five hundred (1,500) preferred shares of the par value of ten dollars ($10.00) each, and four thousand (4,000) common shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the third day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1636-o Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que la Ville de Magog s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour refondre sa charte, aux fins: de reviser et de consolider les divers statuts qui l'ont constituée ou modifiée jusqu'à ce jour, et d'abroger certains articles; de

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Town of Magog will make application to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the revision of its charter, for the purposes of: revising and consolidating various statutes constituting or amending the same until now and to repeal cer-

conserver généralement les pouvoirs accordés par sa charte primitive et ses amendements, en altérant dans certains cas la phraséologie; de profiter, sauf abrogation ou modification de quelques articles, des dispositions de la loi des Cités et Villes, (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 102) et de leurs modifications, sauf, aussi, tant qu'ils sont ou seront incompatibles avec les dispositions de sa nouvelle charte; d'obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: changer son nom corporatif; maire suppléant; qualités pour être électeur; quorum du conseil; qualités requises pour être maire et échevin; qualification foncière du maire et des échevins; confection des listes électorales et délais pour en appeler; documents accompagnant le bulletin de présentation; date et heure de votation; transaction des affaires par le conseil; avis spécial ou public; juridiction du conseil sur une partie du Lac Memphremagog; recouvrement des amendes; réglementer les salles de danse, les cabarets de nuit et les plages publiques; réglementer la sollicitation et le colportage; mode de perception des taxes; taxes d'affaires, de commerce, locatives; taxes sur tout professionnel, taxes sur les magasins à chaine; perception du coût de l'eau; privilèges pour redevances municipales ainsi que pour le prix de l'eau et de l'électricité; pavage des rues et coût des conduits souterrains; deni d'actions en répétition de taxes, permis ou licences; enlèvement de la neige sur les trottoirs et dans les rues, et pour autres fins

Magog, 18 février 1936.

Les procureurs de la ville de Magog,
1229—9-4-o PANNETON & BOISVERT.

tain articles; generally to retain the powers granted by its original charter and its amendments, by altering in certain cases the phraseology thereof; to benefit, save repealing and amending certain articles, by the provisions of the Cities' and Towns' Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 102) and their amendments, save, also, so long as they are or shall be incompatible with the provisions of its new charter; to obtain new powers on the following matters: to change its corporate name; deputy mayor; qualifications to be an elector; quorum of the council; qualifications required to be mayor and alderman; the property qualification of the mayor and aldermen; compiling of the electoral lists and delays for revising the same; documents accompanying the bulletin of presentation; date and hour of voting; transaction of affairs by the council; special or public notices; jurisdiction of the council over a part of Lake Memphremagog; collection of fines; regulating of dance halls, night clubs and public beaches; regulations for soliciting and peddling; method of collecting taxes; business, commercial and tenants' tax; taxes on all professional men, taxes on chain stores; collection of water tax; privileges for municipal taxes as well as for the cost of water and electricity; paving of streets and cost of underground conduits; refusal of actions in recovery of taxes, permits or licenses; removal of snow from sidewalks and in streets, and for other purposes.

Magog, February 18, 1936.

PANNETON & BOISVERT,
1230—9-4 Attorneys for the Town of Magog.

Avis est donné par les présentes que Messieurs John Lapierre, de Montréal, J.-A. Corbeil, des Trois-Rivières, Wilbrod Bibault, de Sherbrooke, J.-E. Couture, de Chicoutimi et Wilfrid Godbout, de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, et demanderont d'être constitués en corporation sous le nom de "L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec" avec les pouvoirs d'exiger que chaque maréchal-ferrant fasse partie de l'association, soit astreint aux règlements édictés par cette loi et par l'association, et que tout nouveau maréchal-ferrant, après l'adoption de cette loi, soit tenu de faire trois années d'apprentissage, de suivre des cours de maréchalerie et de passer des examens.

Les procureurs des pétitionnaires,
GALIPEAULT & GALIPEAULT.
1233—9-4-o

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, by Messrs. John Lapierre, of Montreal, J.-A. Corbeil, of Three Rivers, Wilbrod Bibault, of Sherbrooke, J. E. Couture, of Chicoutimi, and Wilfrid Godbout, of Quebec, to be constituted a corporation under the name and style of "L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec", with the right to require that each farrier be a member of the association, and be subject to the rules contained in this bill and passed by the association, and that each new farrier, after the sanction of this law, be compelled to serve a three years' apprenticeship, to follow studies on farriery and be submitted to examinations on said subject before entering this trade.

GALIPEAULT & GALIPEAULT,
Attorneys for the Petitioners.
1234—9-4-o

Avis est donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, par Elphège Marier et son épouse, pour l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Mariette et Jeannine Limoges et pour autres fins.

Montréal, 3 mars 1936.

Le procureur des requérants,
1251—10-4-o ALPHONSE DECARY.

Notice is given that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, by Elphege Marier and his wife, for the adoption of an Act respecting the adoption of Mariette and Jeannine Limoges and for other purposes.

Montreal, March 3rd., 1936.

ALPHONSE DECARY,
1252—10-4-o Attorney for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que The Sterling Fire Insurance Company, corporation légalement constituée, requerra auprès de la Législature de la Province de Québec, au cours de sa prochaine session, certains amendements à sa charte concernant spécialement les matières suivantes: (*a*) modifier son nom corporatif, (*b*) étendre et définir plus clairement ses pouvoirs, (*c*) changer la valeur au pair des actions constituant son capital, (*d*) le placement de ses

Public notice is hereby given that The Sterling Fire Insurance Company, a legally incorporated body, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter respecting especially the following matters: (*a*) modifying its corporate name, (*b*) extending and better defining its powers, (*c*) changing the par value of the shares of its capital stock, (*d*) the placing of its funds and investments, (*e*) modifying its fusion powers

fonds et valeurs, (*e*) la modification du pouvoir de se fusionner avec d'autres compagnies d'assurances, (*f*) les règlements la régissant, et aussi pour autres fins.

Québec, 25 février 1936.

Les procureurs du Requérant,
1253—9-4-o DEMERS & DESJARDINS.

Avis est par les présentes, donné que MM. Gabriel Vallerand, architecte, Adjutor Perreault, gérant, Jean Saucier, gérant, Célestin Simard, contracteur, Gustave Vallerand, employé civil, Thomas Maher, ingénieur-forestier, Maida Arther, fille majeure, Gazoli Martin, gérant et J.-Gérald Coote, avocat, tous de la cité de Québec et d'ailleurs, et possédant des propriétés au lac Saint-Joseph, dans les limites de la municipalité de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, présenteront une pétition à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, demandant qu'une loi soit passée, dans le but se séparer de la paroisse de Sainte-Catherine, Seigneurie de Fossambault, comté de Portneuf, une partie du territoire connue comme une place de villégiature sous le nom de Lac Saint-Joseph, faisant partie du cadastre officiel de Sainte-Catherine, seigneurie de Fossambault, comté de Portneuf, et comprenant tous les lots complets riverains au lac Saint-Joseph lui-même et portant les numéros 694, 860, 750 à 754, comprenant de plus les propriétés de MM. J.J. White et J. Gérald Coote, sur les lots numéros 691, 692, 693 des rangs Saint-Joseph nord-est et Saint-Joseph nor.-ouest; les lots 662 et 759 du X rang, le lot 758 du IX rang; et partie du lot 757 du XI rang; le lac lui-même, son lit et ses ilots, qu'on est convenu d'appeler le Grand Lac Saint-Joseph, jusqu'à une ligne ralliant la ligne de séparation entre les lots 690 et 691 et la ligne de séparation entre les lots 750 et 751. De plus, le lac et son lit adjoignant aux lots 750, 751, 752, 753 et 754 jusqu'à une ligne imaginaire médiane et constituant le dit territoire en municipalité de ville, sous le nom de Ville du Lac Saint-Joseph, selon la Loi des Cités et Villes; et une municipalité scolaire distincte; le tout selon la Loi de l'Instruction Publique, sous le nom de municipalité scolaire de la Ville du Lac Saint-Joseph.

Les avocats,
COOTE, DUSSAULT & AUGER.
Québec, ce 26 février 1936. 1263—9-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie, ayant son bureau principal en les cité et district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que les contrats d'assurance émis par la dite compagnie sur des risques dans la Province de Québec, sous le système mutuel, sont régis par la Loi des Assurances de Québec (S. R. Q. 1925, ch. 243), et particulièrement, par ses dispositions concernant les Compagnies d'Assurance Mutuelles contre le feu, section XIX.

Saint-Hyacinthe, le 27 février 1936.

Le procureur de la requérante,
1331—10-4-o VICTOR CHABOT.

Avis est par les présentes donné par "Desjardins, Limitée", Corporation légale, ayant sa place d'affaire à Saint-André, comté de Kamouraska, qu'elle fera une demande à la Législature de Québec, à sa prochaine session, à l'effet de passer une loi spéciale pour autoriser la Cité de Rivière-du-Loup, les Commissaires d'écoles de

with other Insurance Companies, (*f*) its regulations in general, and also for other purposes.

Quebec, February 25th, 1936.

DEMERS & DESJARDINS,
1254—9-4-o Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Messrs. Gabriel Vallerand, architect, Adjutor Perreault, manager, Jean Saucier, manager, Célestin Simard, contractor, Gustave Vallerand, civil employee, Thomas Maher, Forest-Engineer, Maida Arthur, spinster, of the full age of majority, Gazoli Martin, manager and J. Gerald Coote, barrister, all residing in the city of Quebec and elsewhere, and owners of properties at Lake Saint Joseph, within the limits of the Municipality of Sainte Catherine, county of Portneuf, will apply at the next Session of the Quebec Legislature to ask the granting of a law for the purpose of separating from the Municipality of Sainte Catherine, Fossambault Seigniory, county of Portneuf, the territory known as a summer ressort under the name of Lake Saint Joseph, forming part of the official cadastre of Sainte Catherine, Fossambault Seigniory, county of Portneuf, and comprising all lots bordering Lake Saint Joseph itself and bearing cadastral numbers 694, 860, 750 to 754 inclusively including properties owned by Messrs. J. J. White and J. Gerald Coote located on lots 691, 692, 693 of range North-East Saint Joseph and range North-West Saint Joseph; the lots numbers 662 and 759 of range X; lot 758 of range IX and part of lot 757 of range XI; the lake itself and its bed, including islands, ordinarily designated under the name of Grand Lac Saint Joseph, to a line running from the line of separation between lots 690 and691 to the line of separation between the lots 750 and 751; the lake itself and its bed adjoining to lots 750, 751, 752, 753 and 754 to an imaginary and mediane line, and to establish same in a town corporation under the name of Town of Lake Saint Joseph, according to the provisions of Towns and Cities Act and a separate School Municipality; the whole according to Public In-truction Act under the name of School Municipality of Town of Lake Saint Joseph.

COOTE, DUSSAULT & AUGER,
Barristers.
Quebec, February 26, 1936. 1264—9-4-o

Public notice is hereby given that Commerce Mutual Fire Insurance Company, having its head office in the city and district of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law stating the insurance contracts underwritten by the said company on risks in the Province of Quebec, under the mutual system, are governed by the Quebec Insurance Act (Q. R. S. 1925, ch. 243) and particularly by its dispositions regarding the Mutual Insurance Companies against fire, Sec. XIX.

Saint Hyacinthe, February 27th., 1936.

VICTOR CHABOT,
1332—10-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given by "Desjardins, Limitée", a body politic and corporate, having its principal place of business at Saint André, County of Kamouraska, that it will make application to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, to authorize the City of Rivière du Loup, the School

la cité de Rivière-du-Loup ou les Syndics de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, suivant le cas, à fixer un maximum d'évaluation de $10,000.00 pendant 30 ans sur tous les biens que la Corporation requérante pourra posséder dans les limites de la Cité de Rivière-du-Loup.

Rivière-du-Loup, 2 mars 1936.

Le procureur de la requérante,
ALEX. MICHAUD.
1333—10-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Beauharnois Light, Heat & Power Company" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la Loi incorporant la Compagnie 2 Ed. VII, Chap. 72, telle qu'amendée par les lois 1 Geo. V, (1910), Chap. 77, 18 Geo. V, (1928), Chap. 113, 20 Geo. V (1930), Chap. 136 et 22 Geo. V (1931-32) Chap. 127, en retranchant l'article 12 de la dite Loi et en le remplaçant par le suivant:

"12. La compagnie pourra fournir, vendre et distribuer de la lumière, de la chaleur et de la force motrice, partout dans un rayon de soixante milles de la ville de Beauharnois".

Montréal, 2 mars 1936.

Les procureurs des requérants,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
1357—10-4-o

Avis est par les présentes donné que Les Commissaires d'Ecoles pour la Côte Notre-Dame de Liesse, dans le comté de Jacques-Cartier, District de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi à l'effet que toutes distributions de la taxe scolaire sur les immeubles de la liste neutre telles que faites antérieurement par la Municipalité de la Paroisse de Saint-Laurent, soient confirmées, ratifiées et validées; à ce que l'obligation imposée par le deuxième paragraphe de l'article 1 de la loi George V, chap. 60 aux Commissaires d'Ecoles pour la Côte Notre-Dame de Liesse pour le remboursement de certaines proportions de la taxe neutre aux corporations qui l'ont payée ne soit pas appliquée ni pour le passé ni pour l'avenir.

Le procureur des pétitionnaires,
PAUL DALMÉ.
1359—10-4-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les héritiers et bénéficiaires de la succession de feu James McCready, des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale aux fins de corriger les inégalités dans les allocations payées aux héritiers, de faire faire lesdits paiements payables de la date de naissance et d'accroître l'allocation aux héritiers et bénéficiaires à compter du 1er janvier 1936 et toute telle autre mesure remédiatrice qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, 21 février 1936.

Les procureurs des héritiers et bénéficiaires
de la succession de feu James McCready,
COONAN & PLIMSOLL.
1363—10-4

Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Eugène Labelle, Arthur Labelle, Joseph Labelle, tous trois manufacturiers de Pont-Viau, Dame Alexandrine Labelle, épouse de Andronique Gravel, et Rose-Alba Labelle, fille

Commissioners of the City of Rivière du Loup, or the Trustees of the dissentient School Corporation of Fraserville, as the case may be, to fix a maximum valuation of $10,000.00 for 30 years on all the property which the applicant Corporation may possess within the limits of the City of Rivière du Loup.

Rivière du Loup, March 2nd., 1936.

ALEX. MICHAUD,
Attorney for the applicant.
1334—10-4

Public notice is hereby given that the "Beauharnois Light, Heat & Power Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend the Act of incorporation of the Company 2 Ed. VII, Chap. 72, as amended by the Acts 1 Geo. V (1910), Chap. 77, 18 Geo. V (1928), Chap. 113, 20 Geo. V (1930), Chap. 136 and 22 Geo. V (1931-32) Chap. 127, by striking out Article 12 thereof and replacing it by the following:

"12. The Company may supply, sell and distribute light, heat and power in any direction within a radius of sixty miles from the town of Beauharnois."

Montreal, 2nd March, 1936.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
1358—10-4-o

Notice is hereby given that the School Commissioners of the Côte Notre Dame de Liesse, in the County of Jacques Cartier, District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an Act enacting that all distributions of the school tax on the immoveables of the neutral panel, as made previously by the municipality of the parish of Saint Laurent, be confirmed, ratified and validated in order that the obligation imposed by the second paragraph of Article I of Act 20, George V, Chapter 60, to the School Commissioners for the Côte Notre Dame de Liesse for the reimbursement of certain apportionments of the neutral tax to the corporations from which it was collected be not applied, either for the past or for the future.

PAUL DALMÉ,
Attorney for the petitioner.
1360—10-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that the Heirs and Beneficiaries of the Estate of the late James McCready, of the City and District of Montreal, will apply at the next Session of the Quebec Legislature for a Special Act to rectify the inequalities in the allowances paid to the heirs, to have the said payments made payable from date of birth, and to increase the allowance to the heirs and beneficiaries as and from the first January, 1936, and such other relief as it may please the Legislature to grant.

Montreal, February 21, 1936.

COONAN & PLIMSOLL,
Attorneys for the Heirs and Beneficiaries of the
Estate of the late James McCready.
1364—10-4-o

Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that Mr. Eugène Labelle, Arthur Labelle, Joseph Labelle, manufacturers, of Pont-Viau, Mrs. Alexandrine Labelle, wife of Mr. Gravel, and Rose Alba Labelle, of the City and District of Montreal, will apply

majeure, ces deux dernières des Cité et District de Montréal, s'adresseront à la législature à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant la loi 23 Geo. V, Chap. 165, pour continuer la rente stipulée en leur faveur à la section 2 de la dite loi, jusqu'au partage définitif des biens de la succession de feu Eusèbe Labelle.

Montréal, 4 mars 1936.

Le procureur des requérants,
1395—10-4-o JOSEPH JEAN.

Avis est par les présentes donné par John Douglas Ogilvie, Douglas Rolt Ogilvie et Lorne Frederick Wilson Ogilvie que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi relative à la Succession de feu Agnès Watson, de Montréal, veuve de feu James Allan, à l'effet d'autoriser ses exécuteurs testamentaires à payer aux enfants de feu Douglas W. Ogilvie la part du revenu de la balance de la dite succession qui lui a été payée de son vivant et pour d'autres fins.

Montréal, le 3 mars 1936.

Le procureur des pétitionnaires,
1405—10-4 ALPHONSE DECARY.

Avis est par les présentes donné que "L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal", corporation légalement constituée, requerra auprès de la législature de la province de Québec, au cours de sa prochaine session, certains amendements à la loi 5 George V, chapitre 142, et notamment:

(*a*) Pour déterminer une période de vingt-cinq années de service concernant tout membre admis le ou avant le 31 décembre 1935, et une période de trente années de service pour tout membre admis après cette date, pour pension de long service;

(*b*) Pour déterminer et graduer la pension et les bénéfices des membres qui ont été admis le ou avant le 31 décembre 1935, ainsi que pour ceux admis après cette date, soit pour années de service, soit pour incapacité permanente résultant d'accidents, maladies ou infirmités;

(*c*) Pour définir la composition et les devoirs du Comité Médical ainsi que les devoirs des officiers du département des incendies et des membres de l'Association, en rapport avec le dit comité;

(*d*) Pour déterminer le devoir des membres victimes d'accidents ainsi que le devoir des membres invalides lorsqu'ils sont aptes à reprendre le service de pompier;

(*e*) Pour réduire la pension déjà accordée à tout membre de l'Association, jusqu'à concurrence de trente et un pour cent, pourvu que la pension ne soit pas réduite à un chiffre inférieur à quatre cents dollars par année, et que toute pension déjà inférieure à ce montant, ne subisse aucune réduction;

(*f*) Pour autoriser la Cité de Montréal à contribuer au fonds de l'Association et à s'engager par contrat à ainsi contribuer pour un certain nombre d'années;

(*g*) Pour que tout règlement de l'Association adopté par le bureau de direction, soit approuvé par la Cité de Montréal, si elle contribue au fonds de l'Association et par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil sur recommandation du surintendant des assurances de la province;

(*h*) Pour que tous tels règlements puissent être adoptés par le bureau de direction, sujets aux dites restrictions, aux fins de déterminer et modi-

to the legislature, at its next session, for the passing of a law to amend the Statute 23 Geo. V, Chap. 165, in order to continue the payment of the instalments stipulated in the said Statute until the opening of the estate of the late Eusèbe Labelle.

Montreal, March 4th, 1936.

JOSEPH JEAN,
1396—10-4-o Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given by John Douglas Ogilvie, Douglas Rolt Ogilvie and Lorne Frederick Wilson Ogilvie that application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an Act concerning the Estate of the late Agnes Watson, of Montreal, widow of the late James Allan, so as to empower her testamentary executors to pay to the children of the late Douglas W. Ogilvie the part of the revenue of the residue of the said estate which was paid to him during his lifetime and for other purposes.

Montreal, March 3rd., 1936.

ALPHONSE DECARY,
1406—10-4-o Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that "The Montreal Firemen's Benefit Association", a body duly corporate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to the statute 5, George V, chapter 142, more especially:

(*a*) To determine for longi service pension purposes, a period of twenty five years service concerning members admitted on or before December 31st, 1935, and a period of thirty years service, concerning members admitted after said date;

(*b*) To determine and graduate the pension or benefit of members admitted on or before December 31st, 1935, as well as those admitted after said date, whether for long service or for permanent incapacity resulting from accident, sickness and infirmity;

(*c*) To determine the composition and the duties of the Medical Board as well as the duties of the officers of the Fire Department and the members of the Association, concerning said Board;

(*d*) To determine the duties of members suffering from accident, as well as the duties of invalidated members, when found capable of resuming service as firemen;

(*e*) To reduce the pension already granted to all members of the Association, to the extent of thirty one per cent, provided said pension be not reduced to a sum inferior to four hundred dollars per annum and that any pension already inferior to said amount be not reduced further;

(*f*) To authorized the City of Montreal, to contribute to the funds of the Association and to bind itself by contract to so contribute for a number of years;

(*g*) To have all by-laws of the Association, adopted by the Board of Directors, approved by the City of Montreal, if the latter contribute to the fund of the Association and by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Superintendent of Insurance of this province;

(*h*) To empower the Board of Directors to adopt by-laws, subject to said restrictions, for the purpose of fixing and modifying the conditions

fier les conditions d'entrée, de pensions, de bénéfices, de contributions des membres actifs et pensionnaires et des membres faisant partie du département des incendies, à la suite de l'annexion de municipalités à la cité de Montréal, ou ayant fait du service militaire durant la guerre 1914-1918.

Montréal, 6 mars 1936.

Les procureurs de la requérante,
1467—11-4-o THEBERGE & THEBERGE

Avis public est par les présentes donné que: Le Séminaire de Québec, corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires en les cité et district de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi aux fins:

1. De distraire, pour fins municipales et scolaires, de la Corporation de la paroisse de Saint-Urbain, comté de Charlevoix-ouest, dans le comté de Charlevoix; de la Corporation de la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite-Rivière, comté de Charlevoix-ouest, dans le comté de Charlevoix; de la Corporation de Saint-Pierre et Saint-Paul de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix-ouest, dans le comté de Charlevoix; de la Corporation de la paroisse de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency No 1, dans le comté de Montmorency; de la Corporation de Château-Richer, comté de Montmorency No 1, dans le comté de Montmorency; de la Corporation de la paroisse de Sainte-Brigitte de Laval, comté de Montmorency No 1, dans le comté de Montmorency, ainsi que de toutes corporations scolaires constituées dans les municipalités susdites, un certain nombre de lots de terre appartenant audit Séminaire de Québec.

2. D'obtenir que l'article 28 du Code municipal tel que remplacé par la loi 20 George V, chapitre 103, section I, ne s'applique pas aux lots de terre ainsi distraits.

Québec, 10 mars 1936.

Les procureurs et agents du Séminaire de Québec,
1473—11-4-o DUMOULIN & GAUDRY.

Avis est par les présentes donné que, lors de l'étude de la loi amendant la charte de la cité de Lachine, devant le comité des bills privés à la séance prochaine de la Législature de la Province de Québec, il y sera fait demande par Keith Holtby Borrowes de la dite cité, pour modifier la provision contenue dans la charte de la dite cité prohibant l'établissement et le maintien de certains commerces et industries en certains quartiers de son territoire, le tout comme énoncé en 25-26 Geo. V, chapitre 120, section 9, de façon à ce que les certaines parties de la subdivision du lot numéro 101 et la moitié ouest de la subdivision du lot numéro 102 du lot officiel numéro 184 sur le plan officiel et livre de renvoi de la ville de Lachine, soient exceptées des provisions de la prohibition susdite.

Lachine, 6 mars 1936.

Les procureurs du requérant,
1485-11-4-o BUCHANAN & BUCHANAN.

Avis public est, par les présentes, donné par la Ville Châteauguay qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, 3 George V, chapitre 74, et ses amendements, aux fins suivantes, savoir: de changer le nom de la corporation; de restreindre le droit de vote aux personnes ayant payé leurs taxes; de changer la date et le mode de l'élection

of entry, pension, benefit, contribution of the active members and of the pensioners and of all members forming part of the Fire Department following the annexion of municipalities to the City of Montreal, and of members having performed military duty during the War 1914-1918.

Montreal, March 6, 1936.

THEBERGE & THEBERGE,
1468—11-4-o Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given by "Le Séminaire de Québec" (The Quebec Seminary), a body politic and corporate, having its chief place of affairs in the City and district of Quebec, that application will be made at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an act for the following purposes:

1. To separate and detach, for municipal and school purposes, from the Corporation of the parish of Saint Urbain, county of Charlevoix-West, in the county of Charlevoix; from the corporation of the parish of Saint François-Xavier of Little River, County of Charlevoix West, in the county of Charlevoix; from the Corporation of Saint Peter and Saint Paul of Baie Saint Paul, county of Charlevoix West, in the county of Charlevoix; from the Corporation of the parish of Saint Tite des Caps, in the county of Montmorency No. 1, in Montmorency county; from the Corporation of Chateau-Richer, in the county of Montmorency No. 1, in Montmorency county; from the Corporation of the parish of St. Brigitte of Laval in the county of Montmorency No. 1, in Montmorency county, and from all School Boards comprised in the above municipalities, a certain number of lots of land belonging to the aforesaid "Séminaire de Québec".

2. To obtain that article 28 of the Municipal Code, as replaced by the act 20 George V, chapter 103, section 1, shall not apply to the lots of land so detached.

Quebec, March 10th, 1936.

DUMOULIN & GAUDRY,
Attorneys and Agents for "Le Séminaire de
1474—11-4-o Québec" (The Quebec Seminary).

Notice is hereby given that when the Bill of the City of Lachine will come up for study before the Private Bills Committee of the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, application will be made by Keith Holtby Borrowes of the said City, to amend the provision contained in the Charter of the said City prohibiting in certain parts of its territory, the establishing and maintenance of certain trades and industries as set forth in 25-26 Geo. V, chapter 120, Section 9, in order that certain parts of subdivision Lot No. 101 and the West half of subdivision lot No. 102 of official lot No. 184, upon the official plan and book of reference of the town of Lachine, be excepted from the provisions of the aforesaid prohibition.

Lachine, 6th March 1936.

BUCHANAN & BUCHANAN,
1486-11-4-o Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that the Town of Chateauguay will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an Act amending its Charter, 3 George V, chapter 74, and amendments, for the following purposes: to change the name of the Corporation; to limit the right of vote to persons having paid their taxes; to change the date and manner of election of the Council members; to

des membres du conseil; de changer les dates de la confection de la liste des électeurs, de la nomination du secrétaire d'élection, de l'avis de l'élection et celle de la présentation des candidats; de pouvoir taxer comme lots de ville les parties de terre en culture bâties comme lots de ville sans qu'un plan de subdivision soit enregistré; et pour autres fins.

Montréal, le 9 mars 1936.

Le procureur de la Ville Châteauguay,
ROLAND BOUSQUET.

1487—11-4-o

change the dates of the drawing of the electors' list, of the nomination of the election clerk, of the notice of elections and the date of the nomination of candidates; to tax as building lots any part of farm land which has been built upon as a town lot without a plan of subdivisions being registered; and for other purposes.

Montreal, March 9th., 1936.

ROLAND BOUSQUET,
Solicitor for the Town of Chateauguay.

1488—11-4-o

Avis est donné que Boiler Inspector Association of the Province of Quebec Inc., et autres s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour l'adoption d'une loi confirmant ses lettres patentes et lui permettant de réglementer la pratique de l'inspection des chaudières à vapeur et appareils sous pression par les membres seuls de la Corporation, et lui donner des pouvoirs de règlementation et de régie interne, de définir les qualifications requises de ses membres, de leur imposer des contributions annuelles et autres, d'exiger des honoraires d'admission comme membre de la Corporation et pour autres fins.

Montréal, le 10 mars 1936.

BOILER INSPECTOR ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC INC.
Par: N.-S. WALSH.

1523—11-4-o

Notice is given that Boiler Inspector Association of the Province of Quebec Inc., and others shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for the adoption of an Act confirming its letters patent and allowing it to regulate the practice of the inspection of steam boilers and pressure vessels by the members only of the corporation, to adopt by-laws for its government and management, to adopt by-laws generally to define the qualification required of its members, to impose upon them annual and other contributions, to exact admission fees and for other purposes.

Montreal, March 10th., 1936.

BOILER INSPECTOR ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUEBEC INC.
Per: N. S. WALSH.

1524—11-4-o

Avis public est donné qu'à la prochaine session de l'Assemblée législative de la Province de Québec, les soussignés demanderont qu'une loi soit votée, les incorporant avec succession perpétuelle, pour fins religieuses, éducationnelles, charitables et sociales, sous le nom de "Villa Saint-Jean de la Lande", dont le siège social sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et demanderont, par cette loi, d'avoir le pouvoir d'ester en justice, d'acquérir et de posséder des biens, de les administrer, d'en jouir, bénéficier et disposer; d'emprunter au moyen d'obligations ou autrement, avec ou sans garantie sur leurs biens, suivant le cas, et d'avoir, en général, les droits, pouvoirs et privilèges des corporations civiles ordinaires et, pour atteindre leurs fins, de passer les règlements nécessaires à l'organisation et à la gouverne de la corporation, la direction de ses œuvres, le recrutement de ses membres, la permanence de son existence et l'exercice de tous les drots qui lui seront conférés par ladite loi et la manière de liquider les biens au cas de dissolution de la corporation.

Saint-Jean, le 11 mars 1936.

JOSEPH-P. DESJARDINS, S.J.
ALBERT GAUTHIER, S.J.
LEO-PAUL BOURASSA, S.J.

1525-11-4-o

Public notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, incorporating them, with perpetual succession, for religious, educational, charitable and social purposes, under the name of "Villa Saint-Jean de la Lande", the principal place of business whereof shall be at Saint Jean, in the District of Iberville, and that they be empowered under the said Act to "ester en justice", acquire and own property, to manage, enjoy, the same, derive revenues therefrom and dispose thereof; to borrow by way of bonds or otherwise, with or without guarantee on their property as the case may be, and, generally, to have the rights, powers and privileges of ordinary and civil corporations and, for the attainment of their purposes, to enact any by-laws required for the organization and government of the corporation, the direction of its works, the recruiting of its members, the permanency of its existence and the exercise of all the rights which may be conferred upon it by the said Act, and the manner of liquidating the property in the event of the dissolution of the corporation.

Saint Jean, March 11th, 1936.

JOSEPH P. DESJARDINS, S.J.
ALBERT GAUTHIER, S.J.
LEO PAUL BOURASSA, S.J.

1526-11-4

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que Harry Bell Montizambert, constructeur, Wilbur Mansfield, constructeur, et Robert Bernard Jennings, constructeur, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi constituant en corporation une compagnie sous le nom de "Quebec Goldfields Transportation Company", pour tracer, construire, aménager, maintenir et exploiter un che-

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that Harry Bell Montizambert, Constructor, Wilbur Mansfield, Constructor, and Robert Bernard Jennings, Constructor, all of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Quebec Goldfields Transportation Company" to lay out, construct, equip, maintain and operate a railway from a point at or near the town of

min de fer à partir d'un point ou près de la ville d'Amos ou la ville de Noranda, ou des deux endroits dans les districts électoraux d'Abitibi et Témiscamingue, respectivement, en la Province de Québec, et s'étendant d'Amos, dans une direction sud-est à travers les cantons Figuery, LaMothe, La Corne, Varsan, Dubuisson et Bourlamaque, dans le district électoral d'Abitibi, et Sabourin, Marias et Granet, dans le district électoral de Témiscamingue, et de Noranda, traversant les cantons de Rouyn, Joanne, dans le district électoral de Témiscamingue, et les cantons de Bousquet, Cadillac, Malartic, Fourniere, Varsan, Dubuisson et Bourlamaque, dans le district électoral d'Abitibi, et de Sabourin, Marias et Granet, dans le district électoral de Témiscamingue; de là par la route la plus directe et la plus praticable à un point de raccordement avec les lignes de chemin de fer existantes à ou près de Mont-Laurier; et d'un point dans le canton de Mitchell, près de la traverse de la Rivière Gatineau, dans une direction sud à un point de raccordement avec le chemin de fer existant en ou près de la ville de Maniwaki, dans le district électoral de Gatineau; et partant d'un point à ou près de Mont-Laurier à travers le district électoral de Labelle, par la route la plus directe et la plus praticable à une jonction avec le chemin de fer déjà existant au ou près du village de Saint-Rémi dans le canton d'Amherst, dans le district électoral de Labelle; et partant d'un point en ou près de la ville d'Amos, ou au ou près du village de Senneterre, dans le district électoral d'Abitibi, ou partant de l'un et l'autre des dits deux points, par la route la plus directe et la plus praticable à un point sur le Lac Chibougamou, dans le district électoral du Lac Saint-Jean, une distance approximative de cent cinquante milles. Construire des embranchements et prolongements partant de n'importe quel point sur ces lignes principales, pourvu que, excepté pour les fins de raccordement avec un autre chemin de fer, toutes telles lignes d'embranchement ou prolongements n'excèdent pas cinquante milles en longueur.

Avec les pouvoirs ordinairement accordés à une pareille compagnie de chemins de fer et spécialement déterminer le nombre de directeurs; la convocation des assemblées générales; et les avis de convocation de telles assemblées; le droit d'acquérir, aménager et gérer des hôtels, restaurants et maisons de divertissement public; le droit de construire, affréter et exploiter des bateaux à vapeur, construire et aménager des quais, etc., et en disposer; posséder et conduire des véhicules-moteurs, avions ou autres vaisseaux aériens pour le transport de passagers et du fret; augmenter le capital-actions de la compagnie; déterminer le délai accordé à telle compagnie pour commencer ses opérations; conclure des arrangements avec les municipalités et autres compagnies de chemins de fer pour l'exploitation du dit chemin de fer.

Et pour d'autres fins.

Montréal, le 9 mars 1936.

Les procureurs des requérants,

1573-11-4 DILLON & DILLON.

Avis public est par le présent donné que la cité de Joliette s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour modifier sa charte, la loi 25-26 George V, Chapitre 124 et les différentes lois qui l'amendent, et ce, pour les fins suivantes:

Obtenir par ratification du règlement municipal No 498 accordant, sous certaines réserves et

Amos or the town of Noranda, or from both places in the electoral districts of Abitibi and Temiscamingue, respectively, in the Province of Quebec, and extending from Amos, in a Southeasterly direction through the townships of Figuery, LaMothe, La Corne, Varsan, Dubuisson, and Bourlamaque, in the electoral district of Abitibi, and Sabourin, Marias and Granet in the electoral district of Temiscamingue, and from Noranda, crossing the townships of Rouyn, Joanne, in the electoral district of Temiscamingue, and the townships of Bousquet, Cadillac, Malartic, Fourniere, Varsan, Dubuisson and Bourlamaque, in the electoral district of Abitibi, and of Sabourin, Marias and Granet, in the electoral district of Temiscamingue; thence by the most direct and feasible route to a point of connection with the existing lines of railway at or near Mont Laurier; and from a point in the township of Mitchell, near the crossing of the Gatineau River, in a Southerly direction to a point of junction with the existing railway at or near the town of Maniwaki, in the electoral district of Gatineau; and from a point at or near Mont Laurier through the electoral district of Labelle, by the most direct and feasible route to a junction with the existing railway at or near the village of Saint Remi, in the township of Amherst, in the electoral district of Labelle; and from a point at or near the town of Amos, or at or near the village of Senneterre in the electoral district of Abitibi, or from both of the said two points, by the most direct and feasible route to a point on lake Chibougamou in the electoral district of Lake Saint John, a distance of approximately one hundred and fifty miles. To build branch lines and extensions from any point on these main lines provided that, except for the purposes of connection with another railway, any such branch lines or extensions do not exceed in length fifty miles.

With the powers usually conferred upon such a railway company and specially to determine the number of directors; the calling of general meetings; and the notices to be given of such meetings; the right to acquire, equip and run hotels, restaurants and houses of public entertainment; the right to construct, charter and navigate steam vessels, construct and equip and dispose of wharves, etc.; to own and operate motor vehicles, airplanes or other aerial navigating equipment for transport of passengers and freight; to increase the capital stock of the company; determine the delay within which such company may start its operations; to enter into agreement with the municipalities and other railway companies for the operation of the railway.

And for other purposes.

Montreal, March 9th, 1936.

DILLON & DILLON,

1574-11-4-o Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that the city of Joliette will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the amendment of its charter, Act 25-26 George V, chapter 124 and the different Acts amending the same, and especially, for the following purposes:

To obtain by ratification of the Municipal Regulation No. 498 granting, under certain

conditions pendant dix années consécutives, une subvention annuelle de $660.00 à Ernest Harnois & Fils Limitée, à compter du 1er mai 1936.

Joliette, ce 10 mars 1936.

Le maire,
J.-C. PERRAULT.
Le secrétaire-trésorier,
1647—12-4-o CAMILLE BONIN.

reserves and conditions during ten consecutive years, an annual subsidy of $660.00 to Ernest Harnois & Fils Limitée, on and from the 1st of May, 1936.

Joliette, this tenth day of March, 1936.

J.-C. PERRAULT,
Mayor.
CAMILLE BONIN,
1648—12-4 Secretary-Treasurer.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 10 mars 1936, et présentés avant le 14 avril 1936, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 3 avril 1936, et reçues avant le 8 avril 1936, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 28 avril 1936.

Québec, ce 21 février 1936.

Le greffier,
1217—9-4-o L.-P. GEOFFRION.

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 10th March, 1936, and introduced before the 14th April, 1936, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 3rd April, 1936, and received before the 8th April, 1936, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 28th April, 1936.

Quebec, 21st February, 1936.

L. P. GEOFFRION,
1218—9-4-o Clerk.

Minutes de notaire

Québec, le 2 mars, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Roger Fortier, notaire, demeurant à Saint-Chrysostôme, dans le district judiciaire de Beauharnois et pratiquant à Saint-Chrysostôme et à Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, de cette partie du greffe de feu le notaire Louis-A. Guimont, concernant les actes et minutes reçus par M. Guimont, dans le cours de sa pratique à Saint-Chrysostôme, district judiciaire de Beauharnois, et portant les numéros 3593 à 4467 inclusivement.

ALEX. DESMEULES,
1337—10-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 16 mars 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que par arrêté en conseil, en date du 13 mars, 1936, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'accorder à M. Pacôme-G. Coupal, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi-de-Napierville, district judiciaire d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu M. Louis-Philippe Mérizzi, en son vivant notaire, pratiquant à Saint-Rémi-de-Napierville, district judiciaire d'Iberville, et des greffes des notaires Antoine Goyer, Charles Bédard, Louis-Albert Bédard et Georges-E. Mérizzi, dont ledit Louis-Philippe Mérizzi était le cessionnaire.

ALEX. DESMEULES,
1661-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, March 2nd., 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Roger Fortier, notary, residing at Saint Chrysostôme, in the judicial District of Beauharnois, and practising at Saint Chysostôme and at Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of that part of the notarial records of the late Notary Louis A. Guimont, respecting the deeds and minutes received by Mr. Guimont in the course of his practice at Saint Chrysostôme, judicial District of Beauharnois, and bearing numbers 3593 to 4467 inclusively.

ALEX. DESMEULES,
1338—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 16th., 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that by Order in Council, dated March 13th., 1936, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to grant to Mr. Pacôme G. Coupal, notary, residing and practising in Saint Rémi de Napierville, judicial district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Mr. Louis Philippe Mérizzi, in his lifetime notary, practising in Saint Rémi de Napierville, judicial district of Iberville, and the notarial records of notaries Antoine Goyer, Charles Bédard, Louis-Albert Bédard and Georges E. Mérizzi, which have been assigned to the said Louis Philippe Mérizzi.

ALEX. DESMEULES,
1662 Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 11 mars, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Jean-Benjamin Latour, résidant en la ville de Sainte-Rose et pratiquant à Sainte-Rose et à Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire P.-Adélard Longpré, de la ville de Sainte-Rose, district de Montréal, ainsi que du greffe de feu Adélard-Edouard Léonard, notaire, dont ledit P.-Adélard Longpré était cessionnaire.

ALEX. DESMEULES,
1515—11-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Quebec, March 11th,, 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jean Benjamin Latour, residing in the town of Sainte Rose and practising in Sainte Rose and in Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of notary P. Adélard Longpré, of the town of Sainte Rose, district of Montreal, as well as the records of the late Adélard Edouard Léonard, notary, which have been assigned to the said P. Adélard Longpré.

ALEX. DESMEULES,
1516—11-5 Assistant Provincial Secretary.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "West Indian Fruit Juices Limited", incorporée par lettres patentes émises sous les provisions de la loi des compagnies de la province de Québec, le 12 décembre 1934, et ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, a établi son bureau à No 6171 avenue Esplanade, Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 12 mars 1936.

Le secrétaire-trésorier,
1645-o L.-E. SINCLAIR.

Avis est donné que la compagnie B. B. Electric Company Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1930 et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 6953 du Boulevard Saint-Laurent, l'a transporté au numéro 5632 de l'Avenue du Parc.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce troisième jour de mars 1936.

Le secrétaire,
1649-o J.-L. LEBLANC.

Avis est donné que la Compagnie "Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd", constituée en corporation par Lettres Patentes émises suivant la Loi des Compagnies de Québec en date du quinze février mil neuf cent trente-six, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à la chambre 1000, Edifice "Dominion Square", No 1010 rue Sainte-Catherine ouest.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-septième jour de mars, mil neuf cent trente-six.

Le vice-président,
1651-o GILLES DANSEREAU.

Avis est donné que la Compagnie "Pacona, Ltd." constituée en corporation par Lettres Patentes émises suivant la Loi des Compagnies de Québec en date du quinze février mil neuf cent trente-six, et ayant son bureau principal dans la

Chief Offices

Notice is hereby given that West Indian Fruit Juices Limited, incorporated by Letters Patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 12th day of December, 1934, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 6171 Esplanade Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 12th. March, 1936.

L. E. SINCLAIR,
1646-o Secretary-Treasurer.

Notice is given that the company B. B. Electric Company Limited, incorporated by letters patent dated the twenty ninth day of January, 1930, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to this day at number 6953 Saint Lawrence Boulevard, has moved it to number 5632 Park Avenue.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this third day of March, 1936.

J. L. LEBLANC,
1650 Secretary.

Notice is hereby given that "Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd.", company incorporated by Letters Patent under the Companies' Law of the Province of Quebec, on the fifteenth day of February, nineteen hundred and thirty-six, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at Room 1000, Dominion Square Building, No. 1010 Sainte Catherine Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this seventeenth day of March, nineteen hundred and thirty-six.

GILLES DANSEREAU,
1652-o Vice-President.

Notice is hereby given that "Pacona, Ltd.", company incorporated by Letters Patent under the Companies' Law of the Province of Quebec on the fifteenth day of February, nineteen hundred and thirty-six, and having its head office in the

cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à la chambre 1000, Edifice "Dominion Square", No. 1010 rue Sainte-Catherine ouest.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-septième jour de mars, mil neuf cent trente-six.

Le vice-président,
1653-o GILLES DANSEREAU.

city of Montreal, district of Montreal, has established its office at Room 1000, Dominion Square Building, No. 1010 Sainte Catherine Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this seventeenth day of March, nineteen hundred and thirty-six.

GILLES DANSEREAU,
1654-o Vice-President.

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 11 mars 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 mars 1936.

—

Concernant le tarif des avocats dans les procédures prises en vertu de certaines lois.

—

707

—

L'Honorable Procureur général, dans un mémoire en date du 11 mars, (1936), recommande que l'arrêté en conseil No 2605, du 22 novembre 1933, tel qu'amendé par l'arrêté en conseil No 1693, du 13 juillet 1934; et l'arrêté en conseil No 2411, du 29 août 1935, concernant le tarif des avocats dans les procédures prises en vertu de certaines lois, soit de nouveau amendé en ajoutant aux lois visées par ledit arrêté en conseil, les lois suivantes:

16 George V, chapitre 55, imposant la taxe d'hôpital;

Loi des valeurs mobilières (Statuts Refondus 1925, chapitre 228A);

Loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 186).

Certifié,
A. MORISSET,
1637-o Greffier Conseil Exécutif

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated March 11th., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on March 13th., 1936.

—

Concerning the tariff of fees of advocates in proceedings taken in virtue of certain Acts.

—

707

—

The Honourable Attorney General, in a memorandum dated March 11th., 1936, recommends that the Order in Council No. 2605, of November 22nd., 1933, as amended by Order in Council No. 1693, of July 13th., 1934; and the Order in Council No. 2411, of August 29th., 1935, concerning the tariff of fees of advocates in proceedings taken in virtue of certain Acts, be again amended by adding to the Acts subject to the said Order in Council, the following Acts:

16 George V, chapter 55, imposing the hospital tax;

Securities Frauds Prevention Act (Revised Statutes 1925, chapter 228A);

Quebec Public Health Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 186).

Certified,
A. MORISSET,
1638 Clerk of the Executive Council.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 22 février 1936.

M. J.-O'Connell Maher, de la cité de Québec: secrétaire du Département du Travail.

Québec, le 6 mars 1936.

MM. Joseph-Arthur Fournier, cultivateur, Saint-Joseph-de-Chambly, Denis Viger, secrétaire-trésorier, cité de Longueuil, Joseph-Hilaire Dubuc, agent d'assurance, 31 rue Saint-Charles ouest, Longueuil, Henry Holmes, conducteur, 149, 8ième Avenue, ouest, Longueuil: tous juges de paix pour le district de Montréal.

M. Louis Bergeron, cultivateur, de la paroisse Saint-Cœur-de-Marie, comté du Lac Saint-Jean: Juge de paix pour le district de Roberval.

MM. W.-J. Duffy, de Gould, P. Q.: juge de paix avec juridiction sur le district de Saint-François, Philippe Dugas, colon, de Saint-Jean-de-Brebeuf, comté de Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district de Gaspé, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1925, chapitre 145). 1641-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 22nd., 1936.

Mr. J. O'Connell Maher, of the city of Quebec: to be Secretary of the Department of Labour.

Quebec, March 6th., 1936.

Messrs. Joseph Arthur Fournier, farmer, Saint Joseph de Chambly, Denis Viger, secretary-treasurer, city of Longueuil, Joseph Hilaire Dubuc, insurance agent, 31 Saint Charles Street West, Longueuil, Henry Holmes, conductor, 149, 8th. Avenue, West, Longueuil: all to be justices of the peace for the district of Montreal.

Mr. Louis Bergeron, farmer, of the parish of Saint Cœur de Marie, county of Lake Saint John: to be justice of the peace for the district of Roberval.

Messrs. W. J. Duffy, of Gould, P. Q.: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Saint Francis, Philippe Dugas, settler, of Saint Jean de Brébeuf, county of Bonaventure: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Gaspé, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145). 1642

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 8 mai 1936, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1935, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
1489–11–6–o T.-E. McDONNELL.

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 8th, 1936, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1935, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1490–11–6–o President and General Manager.

AVIS AUX INTERESSÉS

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le vingt-huit février, A.D. 1935, et jusqu'ici non-réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian National Express", à divers endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard, seront vendus par enchère publique au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la Compagnie, Walter-M. Kearns, 1240 rue de l'Université, Montréal, Québec, à DIX heures du matin, MARDI, le CINQUIEME jour de MAI, A.D. 1936, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

Daté à Montréal, Québec, ce dixième jour de mars 1936.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE."
Le gérant-général,
1527—11–6 G.-E. BELLEROSE.

TO WHOM IT MAY CONCERN

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-eight of February, A.D. 1935, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's Auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Que., at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the FIFTH day of MAY, A.D. 1936, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this tenth day of March 1936.

"CANADIAN NATIONAL EXPRESS,
MONTREAL, QUE."
G. E. BELLEROSE,
1528—11–6–o General Manager.

Ventes pour taxes municipales

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE WATERLOO

Avis public est par les présentes donné par le soussigné A. Boulay, secrétaire-trésorier de la Corporation de la ville de Waterloo, que les propriétés ci-dessus décrites et situées en la ville de Waterloo, seront vendues à l'enchère publique en la salle de l'Hôtel de Ville, MERCREDI, le PREMIER jour d'AVRIL prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes mentionnées au dit état et frais ultérieurs, à moins que les dites taxes ne soient payées avec intérêts et frais avant la vente.

Lefebvre, J.-Raymond: cadastre No 91; taxes municipales, $236.69; taxes scolaires, $275.20; taxe d'eau, $43.00; intérêts, $67.58; total $622.47.

Donné à Waterloo, ce cinquième jour de février 1936.

Le secrétaire-trésorier,
1451—11–2–o A. BOULAY.

Province de Québec, comté de Beauharnois

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Codebecq, greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique, en la salle des délibérations du Conseil, en l'hôtel de ville de la cité de Salaberry de Valleyfield, LUNDI, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-six (1936), à DIX heures de

Sales for municipal taxes

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given, by the undersigned, A. Boulay, Secretary-Treasurer of the aforesaid Municipality, that the herein described properties situated in the said municipality, shall be sold at public auction in the Town Hall of Waterloo, WEDNESDAY, the FIRST day of APRIL next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the taxes mentioned in this statement and further costs, unless said taxes are paid with interests and costs before the sale:

Lefebvre, J. Raymond: Cadastral No. 91; Municipal taxes, $236.69; School taxes, $275.20; Water tax, $43.00; Interests, $67.58; Total $622,-47.

Given at Waterloo, this fifth day of February, 1936.

A. BOULAY,
1452—11–2–o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec, county of Beauharnois

CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Codebecq clerk of the city of Salaberry de Valleyfield, that the property hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting-room of the city council, in the city-hall of the city of Salaberry de Valleyfield, MONDAY, the SIXTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty six (1936), at TEN o'clock

l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Nom (selon le rôle d'évaluation): The Maple Leaf Brewery, Limited.

Numéro du cadastre: 4-*a* (des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield)—avec les bâtisses y érigées.

Taxes municipales	$3,809.50
Taxes scolaires	1,598.40
Intérêts	547.00
Total	$5,954.90

Daté à Salaberry de Valleyfield, ce 9 mars 1936.

Le greffier,
1477—11-2-o CHARLES CODEBECQ.

in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and dues, school taxes and interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless the said taxes and dues, interest and costs be paid before the sale.

Name (according to valuation roll): The Maple Leaf Brewery, Limited.

Cadastral No. 4-*a* (of the plan and reference book of the town of Salaberry de Valleyfield)—with buildings thereon erected.

Municipal taxes	$3,809.50
School taxes	1,598.40
Interests	547.00
Total	$5,954.90

Dated at Salaberry de Valleyfield, this 9th day of March, 1936.

CHARLES CODEBECQ,
1478—11-2-o City Clerk.

PROVINCE DE QUÉBEC.—CITÉ DE DRUMMONDVILLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Marier, secrétaire-trésorier de la cité de Drummondville, que MARDI, le QUATORZIEME jour d'AVRIL 1936, dans la salle des délibérations du Conseil de la cité de Drummondville, les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique pour le paiement des taxes municipales et scolaires dues sur chacun des dits immeubles, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus.

Nom: Dame M.-L. Caya, veuve d'Oscar Leclerc.

Numéro du cadastre:—Partie de l'immeuble connu comme étant le numéro trente-cinq du quartier Sud de la cité de Drummondville, la dite partie de terrain ayant soixante-six pieds de front sur la rue Lindsay par soixante-dix-sept de profondeur—avec bâtisses dessus érigées.

Taxes municipales	$ 338.15
Taxes scolaires	102.20
Total	$ 440.35

Nom: Arthur Roux.

Numéro du cadastre:—Une partie de terrain de forme triangulaire, connue comme étant le lot numéro cent cinquante du quartier sud de la cité de Drummondville, moins les parties du dit terrain vendues à Napoléon Grenier et à Roméo Roux par les contrats enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, sous les numéros 50222, 52371, et 69164—avec bâtisses dessus érigées. Le dit terrain est sujet à une servitude pour passage de tuyaux d'aqueduc, établie en faveur de la ville de Drummondville par contrat enregistré sous le numéro 54266.

Taxes municipales	$ 345.10
Taxes scolaires	90.65
Total	$ 435.75

Donné à Drummondville, ce 16 mars 1936.

Le secrétaire-trésorier,
1665—12-2-o JOSEPH MARIER.

PROVINCE OF QUEBEC.—CITY OF DRUMMONDVILLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Marier, secretary-treasurer of the city of Drummondville, that the properties herein after designated shall be sold by public auction, at the place where the City-Council holds its meetings at the Court House, in the city of Drummondville, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of APRIL, 1936, at TEN o'clock a. m., these properties being sold for the payment of the municipal and school taxes and also for the payment of the costs, unless the said taxes and dues and costs be paid before the sale.

Name: Mrs. M. L. Caya, widow of Mr. Oscar Leclerc.

Cadastral No.:—Part of the immovable known as being the No. thirty-five on the official cadastre for South Ward of the city of Drummondville, this part of immovable having sixty-six feet on Lindsay Street by seventy-seven—with buildings thereon erected.

Municipal taxes	$ 338.15
School taxes	102.20
Total	$ 440.35

Name: Mr. Arthur Roux.

Cadastral No.:—Part of the immovable of triangular form, known as being the No. one hundred fifty on the official cadastre for South Ward of the city of Drummondville, less parts of this said immovable sold to Mr. Nap. Grenier and Roméo Roux by the deeds of sale registered at the registrar office of the county of Drummond, under the numbers 50222, 52371 et 69164—with buildings thereon erected.

The said immovable is subject to a servitude for the passage of water pipes, established in favor of the city of Drummondville per contract registered under the number 54266.

Municipal taxes	$ 345.10
School taxes	90.65
Total	$ 435.75

Dated at Drummondville, the 16th of March 1936.

JOSEPH MARIER,
1666—12-2-o Secretary-Treasurer.

Avis divers

La Compagnie "Winoga Patricia Gold Mines Limited—(No Personal Liability)" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est à 307 Bank of Nova Scotia Building, Montréal, Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Beverley Robinson, 307 Bank of Nova Scotia Building, Montréal, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
1639–o Sous-secrétaire de la Province.

MONTREAL CLOTHING COMPANY, LIMITED

Règlement No 24

Attendu que la compagnie a cessé de faire affaires et qu'elle n'a aucune dette ou obligations.

Que l'actif de la compagnie soit distribué proportionnellement entre les actionnaires de la compagnie.

Le secrétaire,
1655 EVA ZELNIKER.

Sous la Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers (24-25 Chap. 53, S. R. C.)

Dans l'affaire de Joseph Lussier & Moise Laplante, de Saint-Valérien, Co. de Shefford.

Soyez notifié que le syndic soussigné a été substitué comme le syndic de l'actif susdit aux lieu et place de Josaphat Cusson, de Roxton Falls, le syndic nommé en vertu de la Loi d'Arrangement entre Cultivateurs et Créanciers.

Daté a Bedford, ce 17ème jour de mars 1936.

Le séquestre officiel,
1669–o ALBERIC PINSONNAULT.

"NORTHERN QUEBEC INDUSTRIAL HOLDINGS, LTD"

Règlement No B-1.

Pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie;

Qu'il soit, et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie dite "Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd", par Règlement de la compagnie, ce qui suit:

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois à sept.

Montréal, le 16 mars 1936.

Le secrétaire,
1695 GILLES DANSEREAU.

PACONA, LTD.

Règlement No B-1.

Pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie.

Qu'il soit, et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie dite "Pacona, Ltd", par Règlement de la compagnie, ce qui suit:

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois à neuf.

Montréal, le 16 mars 1936.

Le secrétaire,
1697 GILLES DANSEREAU.

Miscellaneous Notices

The Company "Winoga Patricia Gold Mines Limited—(No Personal Liability)", has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share certificates, bonds and other securities.

The head office in the Province is at 307 Bank of Nova Scotia Building, Montreal, Quebec.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Beverley Robinson, 307 Bank of Nova Scotia Building, Montreal, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
1640 Assistant Provincial Secretary.

MONTREAL CLOTHING COMPANY, LIMITED

By-Law No. 24

Whereas the Company has ceased to carry on business and has no debts or obligations.

That the assets of the Company shall be divided rateably amongst the Shareholders of the Company.

EVA ZELNIKER,
1656–o Secretary.

Under the Farmer's and Creditors' Arrangement Act (24-25 Chap. 53, R. S. C.)

In the matter of Joseph Lussier & Moise Laplante, of Saint Valerien, Co. of Shefford.

Take notice that the undersigned trustee has been substituted as trustee to the aforesaid estate in the place and stead of Josaphat Cusson, of Roxton Falls, the trustee appointed in virtue of the Farmers' and Creditors' Arrangement Act.

Dated at Bedford, this 17th day of March, 1936.

ALBERIC PINSONNAULT,
1670 Official Receiver.

"NORTHERN QUEBEC INDUSTRIAL HOLDINGS, LTD".

By-Law No. B-1.

To increase the number of Directors of the Company;

Be, and it is hereby enacted by the Directors of Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd., as a By-law of the Company as follows:

The number of the Directors of the Company is hereby increased from three to seven.

Montreal, March 16th., 1936.

GILLES DANSEREAU,
1696–o Secretary.

"PACONA, LTD.".

By-Law No. B-1.

To increase the number of directors of the Company.

Be, and it is hereby enacted by the Directors of Pacona, Ltd., as a by-law of the Company as follows:

The number of the directors of the Company is hereby increased from three to nine.

Montreal, March 16th., 1936.

GILLES DANSEREAU,
1698–o Secretary.

Charte:—Abandon de

VALENTINE COMPANY, LIMITED

"Velentine Company, Limited" donne par les présentes avis qu'elle fera application à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour lui demander, suivant la Loi des Compagnies de Québec, la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Québec, ce 17 mars 1936.

Les procureurs de Valentine Co., Ltd,
1657–o BOUFFARD & STEIN.

Charter:—Surrender of

VALENTINE COMPANY, LIMITED

Valentine Company, Limited, hereby gives notice that it shall make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under the Quebec Companies' Act, for leave to surrender its Charter on and from such date as it may please him to fix.

Dated at Quebec, March 17, 1936.

BOUFFARD & STEIN,
1658 Attorneys for Valentine Co., Ltd.

Ventes—Loi de faillite

(SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS, 1934).

Dans l'affaire de Honorius Nault, cultivateur, paroisse Sainte-Sophie-de-Lévrard.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie-de-Lévrard, au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

1. Une terre en la paroisse Sainte-Sophie-de-Lévrard, dans le comté de Nicolet, mesurant trois arpents de front par trente arpents de profondeur —avec maison et dépendances dessus construites, désignée au cadastre officiel de la paroisse Saint-Pierre-les-Becquets, par le numéro cinq cent quatorze (514).

2. Une terre en la paroisse Saint-Jacques-de-Parisville, mesurant environ soixante arpents en superficie—avec maison et dépendances dessus construites; désignée au cadastre officiel de la paroisse Saint-Jean-Deschaillons, par le numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495).

3. Une portion de terre en la paroisse Sainte-Philomène-de-Fortierville, mesurant environ sept arpents en superficie; désignée au susdit cadastre de Saint-Jean-Deschaillons, par le numéro six cent quarante-neuf (649).

Cette vente, faite d'après l'article 45 de la loi de faillite et suivant les dispositions du Code de Procédure Civile, a les mêmes effets qu'une vente faite par le Shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Nicolet, le 12 mars 1936.

Le syndic,
1643—12–2–o HENRI-R. DUFRESNE.

Sales—Bankruptcy Act

(UNDER THE FARMER'S CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934).

In the matter of Honorius Nault, farmer, of the parish of Sainte Sophie de Lévrard.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL, nineteen hundred and thirty-six, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Sainte Sophie de Lévrard, will be sold at public auction to the highest bidder, the following immoveable properties, belonging to the said estate:

1. A farm in the parish of Sainte Sophie de Lévrard, containing three arpents wide by thirty arpents in depth—with buildings thereon erected, described on the official cadastre for the parish of Saint Pierre les Becquets, as number five hundred and fourteen (514).

2. A farm situate in the parish of Saint Jacques de Parisville, containing about sixty arpents—with buildings thereon erected; described on the official cadastre of the parish of Saint Jean Deschaillons, as being number four hundred and ninety-five (595).

3. A portion of land situate in the parish of Sainte Philomène de Fortierville, containing about seven arpents; described on the official cadastre of Saint Jean Deschaillons, as being number six hundred and forty-nine (649).

This sale, made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and the C. P. C. of the Province of Quebec, has the same effects of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Nicolet, this twelfth day of March, 1936.

HENRI R. DUFRESNE,
1644—12–2–o Trustee.

Province de Québec, district de Bedford.

VENTES LOI DE FAILLITE.

Sous la Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers (24-25 Geo. V, Chap. 53 S.R.C.)

AVIS DE VENTE

Province of Quebec, District of Bedford.

SALES BANKRUPTCY ACT

Under the Farmer's Creditors Arrangement Act (24-25 Geo. V, Chap. 53 S.R.C.)

NOTICE OF SALE

Dans l'affaire de Zénophile Corbeil, cultivateur, de la paroisse de Frelighsburg, municipalité de Saint-Armand est, district de Bedford, cédant.

Avis public est par les présentes donné que LUNDI, le QUATRIEME jour de MAI 1936, à UNE heure de l'après-midi, sur la propriété même au domicile de Zénophile Corbeil, dans la paroisse de Frelighsburg, municipalité de Saint-

In the matter of Zénophile Corbeil, farmer, of the parish of Frelighsburg, municipality of Saint Armand East, district of Bedford, granter.

Public notice is hereby given that on MONDAY, on the FOURTH day of MAY next, 1936, at ONE o'clock in the afternoon, on the premises at the domicile of Zénophile Corbeil in the parish of Frelighsburg, municipality of Saint Armand

Armand est, district de Bedford, il sera procédé à la vente en bloc, aux enchères publiques, et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, des immeubles suivants faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

4 lots de terre situés en la paroisse de Frelighsburg dans le district de Bedford, connus et désignés comme étant les lots No 345-364-366-411 de la municipalité de Saint-Armand est—avec les bâtisses dessus érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps, cette vente est faite en conformité de l'article 45 de la Loi de Faillite, et au jugement de l'honorable Juge Verret de la Cour Supérieure du district de Bedford, en date du 19 février dernier, et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif, c'est-à-dire l'effet du décret.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour cahier des charges, et toutes autres informations, s'adresser au soussigné.

Bedford, le 17 mars 1936.

Le Séquestre Officiel & Syndic,
1663—12-2-o ALBÉRIC PINSONNAULT.

East, district of Bedford, there shall be sold *en bloc* at public auction to the highest and last bidder, the following immovable belonging to the said granter, to wit:

Four lots of land situated in the parish of Frelighsburg, district of Bedford, known and designated as being lots No. 345-364-366-411 of the municipality of Saint Armand East—with all the buildings thereon erected.

Titles and certificates may be examined at any time at the undersigned's office.

This sale is made pursuant to the article 45 of the Bankruptcy act and to the judgment of Hon. Justice Hector Verret of the Superior Court of the district of Bedford, dated February 19th, 1936, and shall have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For book of charges or any other informations apply to the undersigned.

Bedford, March 17th., 1936.

ALBÉRIC PINSONNAULT,
1664—12-2-o Official Receiver & Trustee.

Proclamations

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE.
[L.S.]

ÉDOUARD VIII, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-QUATRE MARS prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER, l'an de grâce mil neuf cent trente-six et de Notre règne le premier.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.
1219—9-4-o

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE.
[L.S.]

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-FOURTH day of MARCH next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House in Our City of Quebec, this TWENTY FIRST day of the month of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.
1220—9-4-o

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE.
[L. S.]

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Defenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur Général.*

ATTENDU qu'en vertu de la loi, le Lieutenant-Gouverneur peut ordonner en tout temps, par proclamation, la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi en matière criminelle, en première instance;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire qu'un terme extraordinaire de cette Cour soit tenu dans le district de Saint-François;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, siégeant comme tribunal en première instance, en matière criminelle, soit tenu dans le district de Saint-François, le 28 avril 1936 et les jours suivants.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce ONZIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
1675-o Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE.
[L. S.]

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Defenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton Letellier, comté de Saguenay, compris dans la division d'enregistrement de Saguenay, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE.
[L. S.]

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS under the provisions of the Law, the Lieutenant-Governor may order at any time, by proclamation, the holding, in any district, of an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side;

WHEREAS it has become necessary that an extraordinary term of the said Court be held in the district of Saint Francis;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, be held in the district of Saint Francis, on the 28th. of April, 1936, and the days following.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this ELEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-six and in the first year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
1676 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE.
[L. S.]

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, of Mines and Fisheries of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the Township of Letellier, county of Saguenay, comprised in the Registration Division of Saguenay, which plan now forms part of the archives of his office;

ATTENDU qu'une copie dudit plan a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1.—Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2.—Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3.—Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Letellier, comté de Saguenay, et

Nous fixons au trentième jour d'avril, 1936, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Saguenay, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le trentième jour d'avril 1936, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce SEIZIEME jour de MARS, en l'année mill neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1673-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE.

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Defenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

WHEREAS a copy of the said plan ahs been deposited in the office of the registration division of Saguenay, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1.—A general description of each lot of land shown upon the plan;

2.—The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3.—All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Saguenay, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the Township of Letellier, County of Saguenay, and

We fix on the thirtieth day of April, 1936, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Saguenay, respecting the territory herealove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the thirtieth day of April, 1936, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this SIXTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary

1674

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre des cantons de Laval et de Latour, comté de Saguenay, compris dans la division d'enregistrement de Saguenay lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie dudit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1.—Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2.—Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3.—Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre des cantons de Laval et de Latour, comté de Saguenay, et

Nous fixons au trentième jour d'avril, 1936, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Saguenay, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le trentième jour d'avril 1936, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce SEIZIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1671-o

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the Townships of Laval and of Latour, County of Saguenay, comprised in the Registration Division of Saguenay, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Saguenay, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1.—A general description of each lot of land shown upon the plan;

2.—The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3.—All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Saguenay, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the Townships of Laval and of Latour, County of Saguenay, and

We fix on the thirtieth day of April, 1936, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Saguenay, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the thirtieth day of April, 1936, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this SIXTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1672

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE.
[L. S.]

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Defenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant Procureur-Général.*

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée, demandant qu'un certain territoire situé dans les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, comté des Deux-Montagnes, soit détaché de la dite paroisse et érigé en municipalité distincte sous le nom de la municipalité du village de Saint-Augustin, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 11 mars 1936, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Tout ce territoire situé dans la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, dont les limites, en référence au cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Augustin, se décrivent comme suit, savoir: commençant à un angle du chemin de la côte Saint-Augustin, faisant en même temps l'angle nord du lot 390; de là, allant successivement par les lignes et délimitations suivantes: le côté sud-ouest du chemin de la côte Saint-Augustin en le suivant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 391, cette dernière ligne, la ligne sud-ouest et la ligne sud-est du dit lot 391, le côté sud-ouest du chemin de la côte Saint-Augustin depuis la dernière ligne précitée jusqu'à la ligne séparative des lots 390 et 392, cette dernière ligne, une ligne droite séparant les lots 392, 393, 396, 397 et 398, d'un côté, des lots 193 et 192 de l'autre côté, une ligne droite séparant les lots 144 et 145, d'un côté des lots 192, 191, 190, 189, 188 et 184 de l'autre côté, une ligne droit séparant le lot 184 des lots 145 et 146, une ligne droite séparant les lots 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158 et 159, d'un côté, des lots 177, 175, 174, 173, 172, 170, 169, 168 et 167 de l'autre côté jusqu'au côté sud-est du chemin appelé montée Villeneuve, le dit côté sud-est du dit chemin jusqu'au prolongement vers le sud-est de la limite nord-est du lot 117, le dit prolongement, la dite limite nord-est du lot 117 et son prolongement vers le nord-ouest suivant une ligne droite séparant les lots 117, 116, 113, 112 et 110, d'un côté, des lots 166, 165, 164, 162 et 161 de l'autre côté, une ligne brisée séparant les lots 161 et 160, d'un côté, des lots 109, 108, 107, 106, 105 et 103 de l'autre côté, une ligne brisée, composée de lignes droites perpendiculaires les uns aux autres, séparant les lots 160, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 240, 235 et 233, d'un côté, des lots 260, 259, 258, 256, 255, 254, 253, 252, 251, 250, 249, 247, 246, 245, 243, 242, 241, 239, 236 et

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE.
[L. S.]

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS a petition has been presented to Us, requesting that a certain territory situate in the limits of the municipality of the Parish of Saint Augustin, county of Two Mountains, be detached from the said Parish and erected into a separate municipality under the name of the Municipality of the Village of Saint Augustin, in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this respect have been fulfilled, that the said territory is within the conditions required by Law to form a municipality and that there shall remain to the municipality of the Parish of Saint Augustin, after this erection, a population of more than three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated March 11th., 1936, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

All that territory situate in the parish of Saint Augustin, in the county of Two Mountains, whose limits, with reference to the official cadastre for the said parish of Saint Augustin, are described as follows, namely: commencing at an angle of the Côte Saint Augustin road, forming at the same time the North angle of lot 390; thence, running successively through the following lines and boundaries: the Southwest side of the Côte Saint Augustin road following said side Southeasterly to the Northwest line of lot 391, this latter line, the Southwest line and the Southeast line of said lot 391, the Southwest side of the Côte Saint Augustin road from the last line aforesaid to the division line of lots 390 and 392, this last line, a straight line separating lots 392, 393, 396, 397 and 398, on one side, from lots 193 and 192 on the other side, a straight line separating lots 144 and 145, on one side, from lots 192, 191, 190, 189, 188 and 184 of the other side, a straight line separating lot 184 from lots 145 and 146, a straight line separating lots 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158 and 159, on one side, from lots 177, 175, 174, 173, 172, 170, 169, 168 and 167 of the other side to the Southeast side of the road called "Montée Villeneuve", the said Southeast side of said road to the prolongation Southeasterly of the Northeast limit of lot 117, the said prolongation, the said Northeast limit of lot 117 and its prolongation Northwesterly following a straight line separating lots 117, 116, 113, 112 and 110, on one side, from lots 166, 165, 164, 162 and 161 of the other side, a broken line separating lots 161 and 160, on one side, from lots 109, 108, 107, 106, 105 and 103 of the other side, a broken line, composed of straight lines perpendicular one with the others, separating lots 160, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 240, 235 and 233, on one side, from lots 260, 259, 258, 256, 255, 254, 253, 252, 251, 250, 249, 247, 246, 245, 243, 242,

234 de l'autre côté, jusqu'à la ligne séparant le lot 234 des lots 231 et 229, cette dernière ligne jusqu'au côté sud-ouest du chemin du sud de la côte des Anges, le dit côté sud-ouest du dit chemin en front des lots 229 et 230 jusqu'à l'angle nord-est du dit lot 230, de ce dernier point une ligne traversant le dit chemin du sud de la côte des Anges jusqu'à l'angle sud-est du lot 228, la ligne est du dit lot 228 et son prolongement jusqu'à l'axe du ruisseau des Anges, le dit axe en le suivant vers l'est jusqu'au prolongement vers le nord-ouest de la ligne séparant les lots 221 et 367, le dit prolongement et la dite ligne jusqu'à son intersection avec le côté nord-ouest du chemin de la côte Saint-Augustin, de ce dernier point, une ligne traversant le dit chemin jusqu'au point de départ, le dit territoire, ensemble avec tous les chemins, rues, ruelles, ruisseaux ou parties d'iceux ainsi que la partie du droit de voie du chemin de fer Canadien National compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Augustin, comté des Deux-Montagnes, et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de la municipalité du village de Saint-Augustin, dans le même comté, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce SEIZIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1691-o

241, 239, 236 and 234 of the other side, to the division line of lot 234 from lots 231 and 229, this last line to the Southwest side of the South road of Côte des Anges, the said Southwest side of said road in front of lots 229 and 230 to the Northeast angle of said lot 230, from this latter point a line crossing the said South road of Côte des Anges to the Southeast angle of lot 228, the East line of said lot 228 and its prolongation to the axis of the Des Anges stream, the said axis following the said axis Easterly to the prolongation Northwesterly of the line separating lots 221 and 367, the said prolongation and the said line to its intersection with the Northwest side of the Côte Saint Augustin road, from this last point, a line crossing the said road to the point of departure, the said territory, together with all the roads, streets, lanes, streams or parts thereof as well as the part of the Canadian National Railway right of way comprised in the limits hereinabove described, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Augustin, county of Two Mountains, and shall be erected into a separate municipality under the name of the municipality of the Village of Saint Augustin, in the same county, on and from the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this SIXTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six, and in the first year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1692

Soumissions

LA VILLE DE LAPRAIRIE

Avis public est par le présent donné que des soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures du soir, lundi, le 6 avril 1936, pour l'achat d'une émission d'obligations de la Ville de Laprairie, au montant de $29,000.00, datées du 1er mai 1936.

Intérêts payables semi-annuellement, les 1ers mai et novembre; capital remboursable en séries du 1er mai 1937 au 1er mai 1956.

Un prix devra être fait, pour les dites obligations rachetables en vingt ans, soit aux taux suivants: de 4%, 4¼% et 4½%.

Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne Nationale, Montréal ou Laprairie. Les obligations pourront être enregistrées.

Objet de l'emprunt: Renouvellement obligations Série E.

Tenders

THE TOWN OF LAPRAIRIE

Public notice is hereby given that tenders shall be received by the undersigned until eight o'clock in the evening, Monday, the 6th of April, 1936, for the purchase of an issue of Bonds of the Town of Laprairie, amounting to $29,000.00, dated from the 1st of May, 1936.

Interest payable semi-annually, the 1st of May and November; capital redeemable serially from the 1st of May, 1937 to the 1st of May, 1956.

An offer may be made for the said Bonds redeemable in twenty years, at the following rates of either 4%, 4¼% and 4½%.

Capital and interest payable at the Banque Canadienne Nationale, Montreal or Laprairie. The Bonds are registerable.

Object of the loan: Renewal of Bonds of Serie E.

Un chèque accepté au montant de 1% du montant de l'emprunt devra accompagner ces soumissions.

L'intérêt couru sur les obligations devra être ajouté au prix offert lors de la livraison.

Le Conseil de Ville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ces soumissions seront ouvertes à la séance du conseil municipal de la Ville de Laprairie, qui sera tenue en la salle du comté, dans la Ville de Laprairie, le 6 avril 1936, à huit heures p.m.

Donné à Laprairie, ce 17 mars 1936.

Le secrétaire-trésorier,

1693–o LOUIS-J. BOURDON.

An accepted cheque for the amount of 1% of the loan must accompany the said tenders.

Accrued interest on the bonds at the time of delivery must be added to the price offered.

The Council of the Town does not obligate itself to accept the highest nor any of the tenders.

The said tenders shall be opened at a meeting of the Municipal Council of the Town of Laprairie which shall be held in the county Hall, in the Town of Laprairie, on the 6th of April, 1936, at eight o'clock P.M.

Given at Laprairie, this 17th. of March, 1936.

L.S.-L. BOURDON,

1694 Secretary-Treasurer.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Missisquoi, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Frelighsburg" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Armand est, comté de Missisquoi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

1659–o J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 17ème jour de mars 1936.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Missisquoi, under the name of "Société Coopérative Agricole de Frelighsburg", and that its principal place of business is in the Municipality of Saint Armand East, in the County of Missisquoi.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture, or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,

1660 Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, this 17th. day of March, 1936.

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Jean-Vianney-de-Shipshaw, comté de Chicoutimi.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Jean-Vianney-de-Shipshaw", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55, des S.R.Q., 1925).

Québec, ce 16 mars 1936.

Le sous-ministre de l'agriculture,

1667–o J.-ANTONIO GRENIER.

PUBLIC NOTICE

Respecting the formation of a Farmers' Club in the parish of Saint Jean Vianney de Shipshaw, county of Chicoutimi.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Chicoutimi, under the name of "Farmers' Club of the parish of Saint Jean Vianney de Shipshaw", which is presently incorporated pursuant to the Farmers' Club Act (Chap. 55, R.S.Q., 1925).

Quebec, this 16th of March, 1936.

J. ANTONIO GRENIER,

1668 Deputy Minister of Agriculture.

AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'un syndicat d'élevage à Sainte-Cécile-de-Masham, comté de Gatineau.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Gatineau, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Sainte-Cécile-de-Masham".

Le sous-ministre de l'Agriculture,

1705–o J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 18 mars 1936.

PUBLIC NOTICE

Concerning the formation of a breeding syndicate in Sainte Cécile de Masham, county of Gatineau.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Gatineau, under the name of "Syndicat d'élevage de Sainte-Cécile-de-Masham".

J. ANTONIO GRENIER,

1706 Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, March 18th., 1936.

Département de l'Instruction publique

No 1207-33.

Québec, le 18 mars 1936.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante du canton de Stanstead", dans le comté de Stanstead, tout le territoire du canton de Stanstead moins le territoire de la municipalité scolaire de Stanstead. 1699—12-2-o

Department of Public Instruction

No. 1207-33.

Quebec, March 18th., 1936.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant school municipality of the Township of Stanstead", in the county of Stanstead, all the territory of the Township of Stanstead, less the territory of the school municipality of Stanstead. 1700—12-2

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que la cité de Saint-Hyacinthe, corps politique dûment incorpore, ayant son bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un texte de loi déclarant que la dite cité est devenue propriétaire absolue, par prescription, du sol des rues et avenues telles qu'ouvertes sur son territoire avant l'année 1906, et que le droit à toute réclamation en indemnité est éteint, prescrit et périmé; pour faire ratifier et déclarer valides à toutes fins deux résolutions du conseil municipal du 24 février 1931 et du 4 mars 1931 et un paiement de $8,000.00 à la Chambre de Commerce en date du 9 mai 1931 et pour autres fins.

Saint-Hyacinthe, le 17 mars 1936.

LA CITÉ DE SAINT-HYACINTHE.

Le maire,
T.-D. BOUCHARD.
Le greffier,
M.-A. DAVID.

1709—12-4-o

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the city of Saint Hyacinthe, a politic body duly incorporated, having its main office in the city and district of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a text of law stating that the said city has become proprietor by prescription of the land of the streets and avenues opened upon its territory before the year 1906, and that the right to any claim for indemnity is extinguished, prescribed and passed out of date; to have ratified and declared valid for all purposes two resolutions of the municipal council dated February 24th., 1931 and March 4th., 1931 and a payment of $8,000.00 to the Chamber of Commerce dated May 9th., 1931 and for other purposes.

Saint Hyacinthe, March 17th., 1936.

CITY OF SAINT HYACINTHE.

T. D. BOUCHARD,
Mayor.
M. A. DAVID,
Clerk.

1710—12-4-o

Avis public est, par le présent, donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville La Salle, MM. J.-B. Beyries, Allan Hepworth, E. Latour, Succession Napoléon Vallières, Succession John Parker et autres propriétaires d'immeubles dans la ville LaSalle, lors de la prise en considération par la Législature de Québec et ses comités, à la prochaine session de la Législature, des Bills modifiant les chartes de la cité de Montréal ou de la cité de Verdun, présenteront un ou des amendements aux fins de décharger les contribuables de la ville LaSalle de la cotisation imposée par la cité de Montréal sous l'autorité de la loi 4 George V, ch. 73, s. 40 et amendements, en rapport avec l'acquisition d'immeubles pour construction de boulevards de chaque côté du canal de son aqueduc ou faire reviser cette cotisation et faire supporter par la cité de Montréal ou autres intéressés les dépenses couvertes par cette cotisation.

Montréal, le 18 mars 1936.

Les procureurs des susdits propriétaires,
PELLETIER, SYLVESTRE ET PELLETIER.

1715—12-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the Town of LaSalle, Messrs. J. B. Beyries, Allan Hepworth, E. Latour, the Estate of Napoléon Vallières, the Estate of John Parker and other real estate propriotors in the Town of LaSalle, at the time of the taking into consideration by the Legislature of Quebec and its Committees, of the Bills modifying the Charters of the city of Montreal or of the city of Verdun, will present one or more amendments for the purpose of relieving the taxpayers of the Town of LaSalle of the tax levied by the city of Montreal under the authority of the Act 4 George V, ch. 73, s. 40 and amendments, in connection with the acquisition of immoveables for the construction of Boulevards on each side of the canal of its waterworks or to have such taxation revised, and to have all expenses covered by the said taxation borne by the city of Montreal or other interested parties.

Montreal, March 18th., 1936.

PELLETIER, SYLVESTRE AND PELLETIER,
Attorneys for the aforesaid Applicants.

1716—12-4

Avis est par les présentes donné par la Ville de Laval des Rapides à l'effet qu'à la prochaine Session de la Législature de la province de Québec, elle demandera l'adoption d'une loi pour faire ratifier un règlement pourvoyant, par voie d'emprunt, au rachat de la dette municipale, pour faire ratifier certaines résolutions adoptées pour per-

Notice is hereby given by the Town of Laval des Rapides that, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, it will make application for the passing of an Act ratifying a by-law, providing, by way of loan, for the redemption of the Municipal debt, for the ratifying of certain resolutions adopted to facilitate the carry-

mettre plus facilement la mise à exécution de ce règlement, pour amender sa charte, pour lui permettre de créer un fonds de roulement et d'adopter des règlements lui permettant d'adopter des budgets annuels et d'édicter tout ce que nécessaire pour améliorer la finance et le crédit de la Ville et pour autres fins.

Montréal, le 18 mars 1936.

LA VILLE DE LAVAL DES RAPIDES.
Par le secrétaire,
J.-E. TESSIER,
1717—12-4-o Pétitionnaire.

ing out of the provisions of the said by-law, for the amendment of its charter, to empower the Town to create a cash reserve fund and to adopt by-laws allowing it to adopt annual budgets and to enact anything which may be required for the improvement of the Town's finances and credit and for other purposes.

Montreal, March 18th., 1936.

THE TOWN OF LAVAL DES RAPIDES.
By J. E. TESSIER,
Secretary,
1718—12-4 Applicant.

Assurance

AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "La Fédération Nationale du Travail Masculin"—"Men's Labor National Federation" a été autorisée par un ordre en conseil portant le No 691 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 6 mars 1936.

Le but de la dite société est déclaré être: au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Le siège principal de la dite société est déclaré être dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 66 de la Loi des Assurances de Québec, ce dix-neuvième jour de mars, 1936.

Pour le Trésorier de la Province.
Le Surintendant des Assurances,
1721—o B.-ARTHUR DUGAL.

Insurance

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Men's Labor National Federation"—"La Fédération Nationale du Travail Masculin" has been authorized by an order in council bearing No. 691 and approved by the Lieutenant Governor on the 6th of March, 1936.

The purposes of the said association are stated to be: by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident or reverses of fortune, and for widows and orphans, or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children, or for the purpose of attaining any other similar object.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of subsection 5 of section 66 of the Quebec Insurance Act, this nineteenth day of March 1936.

For the Treasurer of the Province.
B. ARTHUR DUGAL,
1722—o Superintendent of Insurance.

Assemblée

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée Générale Annuelle

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company" sera tenue au bureau-chef de la compagnie, Tramways Building, 159, rue Craig-Ouest, Montréal, lundi, le 27 avril 1936, à midi.

Cette assemblée sera tenue aux fins de recevoir et considérer le rapport annuel et l'état financier, l'élection des directeurs, la nomination des auditeurs, et la transaction de telles autres affaires qui peuvent légalement être soumises à la dite Assemblée.

Les régistres de transfert seront fermés à compter du 7 avril 1936 au 26 avril 1936, les deux dates inclusivement.

Par ordre du bureau de direction,
Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBÉE.
Montréal, le 16 mars 1936. 1707—12-3

Meeting

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Head Office of the Company, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, on Monday, the 27th. day of April, 1936, at 12.00 o'clock noon.

This meeting will be held for the purpose of receiving and considering the Annual Report and Financial Statements, for the election of Directors, the appointment of Auditors, and for such other business as may properly come before said meeting.

The transfer books will be closed from the 7th day of April, 1936, to the 26th. day of April, 1936, both days inclusive.

By order of the Board,
PATRICK DUBÉE,
Secretary-Treasurer.
Montreal, March 16th., 1936. 1708—12-3-o

Avis divers

Avis public est donné que, conformément aux dispositions de la Loi abolissant les rentes seigneuriales, 25-26, Geo. V., Chap. 82, et du règlement No 4, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 novembre 1935, un terrier des lots affectés au paiement de rentes constituées a été préparé par le secrétaire-trésorier des corporations municipales ci-dessous mentionnées et qu'il est actuellement déposé au bureau respectif de chacune de ces corporations. Ces terriers resteront ouverts à l'examen des intéressés durant les 60 jours de leur dépôt et ils seront pris en considération par les conseils municipaux aux date et séance ci-dessous mentionnées.

Les personnes qui désireront porter plainte contre les dits terriers pourront déposer leur plainte écrite au bureau de la corporation intéressée le ou avant la date ci-dessous indiquée ou porter verbalement leur plainte devant le conseil intéressé lors de la séance.

Miscellaneous Notices

Public notice is given, pursuant to the provisions of the Seigniorial Rent Abolition Act, 25-26 Geo. V, Chap. 82, and of regulation No. 4, published in the *Quebec Official Gazette* of November 2nd., 1935, that a terrier of lots affected by the payment of constituted rents has been prepared by the Secretary Treasurer of Municipal Corporations hereinbelow mentioned and that it is actually deposited in the respective office of each of the said Corporations. These terriers shall remain open for the examination of interested parties during the 60 days following their deposit and they shall be taken into consideration by the municipal councils on the date and at the meeting hereinbelow mentioned.

Persons desiring to lodge a complaint against the said terriers may deposit their complaint in writing at the office of the interested corporation on or before the date hereinbelow indicated or give their complaint verbally before the interested council at the meeting.

Corporations municipales — Municipal Corporations	Comtés — Counties	Noms et adresses des secrétaires-trésoriers — Names and address of Secretary-treasurers	Date de la séance — Date of the meeting
Ste-Rosalie, par	Bagot	G.-E. Frégeau, Ste-Rosalie	4 mai–May 1936
St-Frédéric, par	Beauce	L.-P. Doyon, St-Frédéric	4 mai–May 1936
Lanoraie, par	Berthier	Ls-Jos. Desrosiers, Lanoraie	1 juin–June 1936
St-Viateur d'Anjou, par	Berthier	Arthur Rouleau, Anjou	6 mai–May 1936
St-Barthélemy, par	Berthier	Arthur St-Antoine, St-Barthélemy	4 mai–May 1936
St-Bruno de Montarville	Chambly	L. Faubert, St-Bruno	4 mai–May 1936
Cap-de-la-Madeleine, cité-city	Champlain	F. Beaumier, Cap-de-la-Madeleine	1 juin–June 1936
St-Fidèle, par	Charlevoix	Alcide Tremblay, St-Fidèle	4 mai–May 1936
Ste-Brigide, par	Iberville	Alex. Giroux, Ste-Brigide d'Iberville	1 juin–June 1936
St-Félix-de-Valois, par	Joliette	Onias Hénault, St-Félix-de-Valois	1 juin–June 1936
St-Pacôme, par	Kamouraska	Alph. Chamberland, St-Pacôme	9 mai–May 1936
St-Pacôme, village	Kamouraska	J.-W. Courcy, St-Pacôme	9 mai–May 1936
Repentigny, par	L'Assomption	J.-A. Thouin, Repentigny	4 mai–May 1936
St-François-de-Sales	Laval	J.-Roch Couvette	4 mai–May 1936
St-Georges-de-Clarenceville	Missisquoi	L.-H. Bullock, St-Georges-de-Clarenceville	4 mai–May 1936
Ste-Sabine, par	Missisquoi	H. D. Phœnix, Ste-Sabine	1 juin–June 1936
St-Thomas-de-Foucault, par	Missisquoi	A. Derick, Noyan	2 mai–May 1936
St-Marcel, par	Richelieu	J.-A. Cournoyer, St-Marcel-de-Richelieu	4 mai–May 1936
Ste-Angèle-de-Monnoir, par	Rouville	Arthur Dagenais, Ste-Angèle-de-Monnoir	1 juin–June 1936
L'Ange-Gardien, par	Rouville	Paul Rinfret, Ange-Gardien-de-Rouville	4 mai–May 1936
La-Présentation, par	St-Hyacinthe	L.-Ed. Morier, St-Hyacinthe	4 mai–May 1936
Trois-Rivières, cité-city	St-Maurice	Arthur Béliveau, Trois-Rivières	25 mai–May 1926
St-Polycarpe, par	Soulanges	L.-H. Daoust, St-Polycarpe	4 mai–May 1936
Isle-Verte	Témiscouata	Pierre Viel, Isle-Verte	4 mai–May 1936
St-Marc-de-Cournoyer, par	Verchères	Eugène Henfield, St-Marc-de-Cournoyer	4 mai–May 1936

Québec, le 19 mars 1936.
Le secrétaire-trésorier du bureau de rachat des rentes seigneuriales,
1711–o J.-R. FOREST.

Quebec, March 19th., 1936.
J. R. FOREST,
Secretary-Treasurer of the Board of Redemption of Seigniorial Rents.
1712–o

Ratification de titres

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure, No 5388.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Rimouski, une copie certifiée de la décision de la majorité des arbitres dans une expropriation sous le code municipal, faite à la demande de la Corporation du Village de Priceville, district de Rimouski, de la propriété suivante, savoir: "La partie du Lac Fortin se trou-

Confirmation of titles

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 5388.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Rimouski, a certified true copy of the decision of the majority of arbitrators in an expropriation under the Municipal Code, made at the request of the Corporation of the Village of Priceville, district of Rimouski, of the following property, namely: "That

vant sur le lot C, rang D, du canton Cabot, dans la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, avec en plus une lisière de terrain boisé de 100 pieds de largeur bordant et touchant à cette partie dudit lac (sur la largeur du lot), la dite propriété appartenant à L.-P. Bourgoin et en la possession de ce dernier, comme propriétaire, pendant les trois dernières années"; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur le dit immeuble antérieurement au dépôt fait comme dit ci-dessus, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 11 mai 1936 ou le premier jour du terme de la Cour Supérieure du mois de mai, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le Régistrateur est tenu, par les dispositions du code de procédures civiles, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit Protonotaire dans les 6 jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Rimouski, le 17 mars 1936.

GLEASON BELZILE,
P. C. S.

1713—12-2-o

part of Lac Fortin situate on lot C, range D, of the township of Cabot, in the parish of Saint Octave de Métis, together with a strip of timber land of 100 feet in width bordering on and touching the said part of said lake (by the width of the lot), the said property belonging to L. P. Bourgoin and in the possession of the latter, as owner, for the last three years"; and all persons claiming any privileges or hypothecs on the said immovable prior to the deposit made as aforesaid, are notified that application will be made to the said Court on the 11th. of May, 1936, or the first day of the term of the Superior Court for the month of May, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the Registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and to file the same in the office of the said Prothonotary within 6 days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Rimouski, March 17th., 1936.

GLEASON BELZILE,
P. S. C.

1714—12-2

Bureau-chef

METAL INDUSTRIES, INCORPORATED

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Metal Industries, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes, émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en date du 25 février 1936, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 540 rue Beaudry, Montréal.

Daté à Montréal, ce dixième jour de mars 1936.

Le président,
THS.-J. WELLS.

1719

Chief Office

METAL INDUSTRIES, INCORPORATED.

Notice is hereby given that Metal Industries, Incorporated was incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 25th. of February, 1936, and having its head office at the city of Montreal, has established its office at 540 Beaudry Street, Montreal.

Dated at Montreal, this tenth day of March, 1936.

THS. J. WELLS.
1720-o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 18 mars 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 mars 1936.

Concernant l'industrie de la réparation des chaussures usagées.

No 882.

L'Honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 18 mars (1936), recommande:

Que l'arrêté ministériel No 580 du 26 février 1936, modifié par l'arrêté No 764 du 11 mars 1936—relatif à la limitation des heures de travail dans l'industrie de la réparation des chaussures usagées—soit de nouveau modifié de la façon suivante:

L'article II*a* suivant est ajouté à la suite de l'article II:

"II*a*—D'accord avec l'article 6 de ladite Loi et nonobstant les articles I et II du présent décret, l'inspecteur du travail pourra accorder, pour des raisons d'urgence, un permis d'heures supplémentaires n'excédant pas deux heures par

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated March 18, 1936, approved by the Lieutenant-Governor, on March 20, 1936.

Respecting the repairing industry of used shoes.

No. 882.

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated March 18, 1936, recommends:

That Order in Council No. 580 of the 26th of February 1936, modified by Order in Council No. 764 of the 11th of March 1936—respecting the limitation of hours of work in the repairing industry of used shoes—be again modified in the following manner:

The following Article II*a* is added after Article II:

"II*a*.— In conformity with Section 6 of the said Act and notwithstanding Sections I and II of the present order, the Inspector of Labour may, in case of urgent work, grant an overtime permit for work not exceeding 2 hours per day

jour et un total de six heures par semaine; aucun permis ne pourra autoriser la prolongation de la durée du travail, le samedi."

Certifié,
A. MORISSET,
1743–o Greffier Conseil Exécutif.

and a total of 6 hours per week; no permit shall authorize overtime work on Saturday."

Certified,
A. MORISSET,
1744–o Clerk of the Executive Council.

ERRATUM

CORRECTION.

L'avis de requête d'extension de la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie du district de Montréal, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 février 1936, est corrigé de la façon suivante:

Les noms suivants sont ajoutés à la suite de la liste des parties contractantes sous le titre "Et, D'AUTRE PART:

"Typographic Craftsmen Limited, représenté par M. Thomas Black, son président.

Service Linotyping Co., représenté par M. J. Crown.

Fred-F. Esler Limited, représenté par I.-M. Esler, son président.

Mercantile Printing Limited, représenté par Gustave Francq, son président".

GÉRARD TREMBLAY,
1745–o Sous-ministre du Travail.

ERRATUM

CORRECTION.

The notice of request of extension of the collective labour agreement relating to the printing industry in the district of Montreal, published in the *Quebec Official Gazette* of the 29th. of February, 1936, is corrected in the following manner:

The following names are added after the list of the contracting parties under the heading "And, ON THE OTHER PART:

"Typographic Craftsmen Limited, represented by Mr. Thomas Black, its president.

Service Linotyping Co., represented by Mr. J. Crown.

Fred F. Esler Limited, represented by Mr. I. M. Esler, its president.

Mercantile Printing Limited, represented by Gustave Francq, its president".

GERARD TREMBLAY,
1746–o Deputy Minister of Labour.

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Napierville, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Patrice-de-Sherrington" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington, comté de Napierville.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
1741–o J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, ce 11ème jour de mars 1936.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Napierville, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Patrice-de-Sherrington", and that its principal place of business will be in the municipality of Saint Patrice de Sherrington, county of Napierville.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
1742 Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, this 11th. day of March, 1936.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, en date du 6 mars 1936, d'établir une Cour de Commissaires pour la municipalité de Sainte-Marie-de-Beauce, et de nommer MM. D.-M. Dechêne, courtier, Edmond Cliche, rentier, Joachim Provost et Alfred Lacroix, cultivateurs, pour tenir la dite Cour. 1755–o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, dated the 6th. March, 1936, to establish a Commissioners' Court for the municipality of Sainte Marie de Beauce, and to appoint Messrs. D. M. Dechêne, broker, Edmond Cliche, annuitant, Joachim Provost and Alfred Lacroix, farmers, to hold the said Court. 1756

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 4141. { LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale, et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; vs PAUL BENOIT, de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No cinquante-six (56) du rang No cinq (5) du cadastre officiel du canton Privat—avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Taschereau, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1936, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.

Amos, 18 mars 1936. 1723-12-2-o

[Première publication, 21 mars 1936]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 4141. { THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act, and having, under the said Act, its head office for the Province of Quebec, in the City of Quebec, plaintiff; vs PAUL BENOIT, of Val d'Or, in the county of Abitibi, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lot of land bearing No. fifty six (56) of range No. five (5) of the official cadastre for the township of Privat—with buildings, circumstances and dependencies, shall be sold at the parochial church door of Taschereau, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.

Amos, March 18, 1936. 1724-12-2

[First publication, March 21, 1936]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { DAME VEUVE B. MATTEAU, demanderesse; vs LES HERITIERS DE FEU NAPOLEON LANDRY, défendeurs.

No 1541.

Comme appartenant aux défendeurs:

Une terre située dans le 3e rang du canton de Horton, connue et désignée au cadastre officiel du dit canton, comme partie du lot No 76, ayant trois arpents de largeur sur la profondeur du lot, bornée des deux bouts par les cordons des rangs, au sud-ouest à William Landry ou représentants et au nord-est à Sevère Lemay—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clotilde de Horton, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 17 mars 1936. 1701-12-2-o

[Première publication, 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { WILLIAM REMILLARD, demandeur; vs ALBERT LANGLOIS, défendeur.

No 1544.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le 8e rang du canton d'Halifax, connue et désignée comme étant une partie du lot No 626 du cadastre officiel pour Saint-Ferdinand d'Halifax, de la contenance d'environ 75 acres en superficie, bornée en front par le Lac Williams, en profondeur par Joseph Dusseault, d'un côté par Dame George Dubois et

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { MRS. WIDOW B. MATTEAU, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE NAPOLEON LANDRY, defendants.

No. 1541.

As belonging to the defendants:

A piece of land situated in the 3rd range of the Township of Horton, known and designated upon the official plan and book of reference for the said Township as being a part of the lot No. 76, containing 3 arpents in width by the depth of said lot, bounded at both ends by the concessions lines, on the Southwest by William Landry or representatives and on the Northeast by Sevère Lemay—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clotilde de Horton, on the TWENTY FIRST day of APRIL 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's Office, Sheriff.

Arthabaska, March 17th, 1936. 1702-12-2-o

[First publication, March 21st, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { WILLIAM REMILLARD, plaintiff; vs ALBERT LANGLOIS, defendant.

No. 1544.

As belonging to the defendant:

A piece of land situated in the 8th. range of the Township of Halifax, known and designated as being a part of the lot No. 626 of the official plan and book of reference for Saint Ferdinand d'Halifax, containing about 75 acres in superficies, bounded in front by the "Williams Lake", in depth by Joseph Dusseault, on one side by Mrs.

de l'autre côté par H.-B. Woods—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., le 19 mars 1936.
[Première publication, le 21 mars 1936]
1703—12-2-o

George Dubois and on the other side by H. B. Woods—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand d'Halifax, on the TWENTY THIRD day of APRIL, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, March 19th., 1936.
[First publication, March 21st., 1936]
1704—12-2-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 7280. } HENRI DESCHAMPS, demandeur; vs DAME HELENE CHARLEBOIS, ès-qualité, défenderesse.

Saisi comme appartenant à la défenderesse ès-qualité:

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Huntingdon, sous le numéro cent deux (102)—avec les édifices sus-érigés, excepté cependant une partie du même lot vendue à Joseph Duval, du village de Huntingdon, et appartenant présentement à Henri Deschamps, de la dite ville de Huntingdon; cet acte de vente consenti en faveur de Joseph Duval a été enregistré au Bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, sous le No 30714.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, en la ville de Huntingdon, MERCREDI, le PREMIER jour d'AVRIL 1936, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PIERRE REID.
Salaberry de Valleyfield, ce 24 février 1936.
[Première publication, 29 février 1936]
1259—9-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 7280. } HENRI DESCHAMPS, plaintiff; vs DAME HELENE CHARLEBOIS, *ès-qualité*, defendant.

Seized as belonging to the defendant *ès-qualité*.

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the village of Huntingdon, under the number one hundred and two (102)—with the buildings thereon erected, save however one part of the same lot sold to Joseph Duval, of the village of Huntingdon, and now belonging to Henri Deschamps, of the said town of Huntingdon; this deed of sale made in favor of Joseph Duval has been registered at the Registry office of the county of Huntingdon under the No 30714.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, in the town of Huntingdon, WEDNESDAY, the FIRST day of APRIL 1936, at TWO o'clock in the afternoon.

PIERRE REID,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, February 24, 1936.
[First publication, February 29th., 1936]
1260—9-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No A-138912. } McCOLL-FRONTENAC OIL CO. LIMITED, demanderesse; vs R. A. JOHNSTON, défendeur.

Saisies comme appartenant au dit défendeur.

Les bâtisses seulement ayant front sur la rue Châteauguay, dans le village de Huntingdon, consistant en une station pour vente de la gazoline et dépendances érigées sur le terrain étant le coin est du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-deux (coin est No 182) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon, le dit terrain étant de figure irrégulière et mesurant cinquante-deux pieds de largeur le long du trottoir sur la rue Châteauguay par trente pieds de profondeur et borné à l'est par le lot numéro cent quatre-vingt aux dits plan et livre de renvoi officiels, au sud par la dite rue Châteauguay et au nord et à l'ouest par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt-deux, le dit terrain appartenant à Monsieur Patrick O'Connor ou représentants, tel que les dites bâtisses se trouvent actuellement.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, en la ville de Huntingdon, MERCREDI,

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. A-138912. } McCOLL-FRONTENAC OIL CO., LIMITED, plaintiff; vs R. A. JOHNSTON, defendant.

Seized as belonging to said defendant.

The buildings only fronting on Chateauguay Street, in the Village of Huntingdon, consisting of a gasoline service station and dependencies, erected on the Eastern corner of that lot of land known and designated as being lot number one hundred and eighty two (East corner No. 182) on the official plan and book of reference for the Village of Huntingdon, said lot of land being of irregular figure and measuring fifty two feet in width along the sidewalk on Chateauguay Street, by thirty feet in depth, and bounded on the East by lot number one hundred and eighty of said official plan and book of reference, on the South by said Chateauguay Street, on the North and West by the residue of said lot number one hundred and eighty two, said lot of land belonging to Mr. Patrick O'Connor or representatives—as the said buildings presently subsist.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, in the town of Huntingdon, on WEDNESDAY, the

le PREMIER jour d'AVRIL 1936, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, PIERRE REID.
Salaberry de Valleyfield, ce 24 février 1936.
[Première publication, 29 février, 1936]
1261—9-2-o

FIRST day of APRIL 1936, at THREE o'clock in the afternoon.

PIERRE REID,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, February 24th., 1936.
[First publication, February 29th., 1936]
1262—9-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 5425. } ARTHUR CORMIER, demandeur; vs OVILA PELTIER, défendeur.

L'emplacement connu et désigné sous le numéro 57 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sulpice—avec bâtisses sus érigées, à distraire cependant dudit lot la partie vendue au gouvernement de la province de Québec, pour le chemin, en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de l'Assomption, sous le No 50036, le tout sauf erreur ou omission.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sulpice, le VINGT-UNIEME jour du mois d'AVRIL 1936, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, ce 16 jour du mois de mars 1936.
[Première publication, le 21 mars 1936]
1677—12-2-o

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 5425. } ARTHUR CORMIER, plaintiff; vs OVILA PELTIER, defendant.

That emplacement known and designated under number 57 on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Sulpice—with buildings thereon erected; to be deducted, however, from the said lot, the part sold to the Government of the Province of Quebec, for the Road, on virtue of a deed registered at the Registry Office of the County of L'Assomption, under No. 50036, the whole save error oromission.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sulpice, on the TWENTY FIRST day of the month of APRIL, 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this sixteenth day of the month of March, 1936. 1678—12-2
[First publication, March 21st., 1936]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 14041. } HYPPOLITE PETTIGREW, marchand de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, demandeur; contre OCTAVE ROUSSEL, cultivateur, du même endroit.

1. Une terre mesurant deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, sise et située dans le premier rang de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de l'Isle-Verte, sous les numéros cent onze et cent douze (Nos 111 et 112)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances: Mais à distraire cependant du dit lot No 111 un circuit de terre formant la partie nord du dit lot, appartenant à Adolphe Charron, d'une profondeur de sept arpents environ sur la largeur du lot, borné au nord au No 113 et au sud à l'autre partie du dit lot No 111 appartenant au défendeur Octave Roussel.

2. Un autre lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, dans le premier rang, comme faisant partie du numéro cent (No 100) et contenant un arpent de front sur la profondeur du dit rang, borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au deuxième rang, à l'est

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 14041. } HYPPOLITE PETTIGREW, merchant of the parish of Saint Jean Baptiste, of L'Isle Verte, plaintiff; against OCTAVE ROUSSEL, farmer, of the same place.

1. A farm measuring two arpents in front by forty arpents in depth, lying and situate in the first range of the parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte and known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Témiscouata, for the said parish of L'Isle Verte, under numbers one hundred and eleven and one hundred and twelve (Nos. 111 and 112)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies: But to be deducted however from said lot No. 111 a tract of land forming the Northern part of the said lot, belonging to Adolphe Charron, of a depth of about seven arpents by the width of the lot, bounded on the North by No. 113 and on the South by the other part of the said lot No. 111 belonging to the defendant Octave Roussel.

2. Another lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Temiscouata, for the said parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle-Verte, in the first range, as forming part of number one hundred (No. 100) and measuring one arpent in front by the depth of the said range, bounded on the North by the Saint Lawrence river, on the

à J.-P. Gagnon ou représentant et à l'ouest à Lazarre Gagnon et Donat Levesque ou représentants, y compris tous les droits de grève y attachés.

Pour être vendus en un seul lot, comme formant une seule terre (et suivant permission de la Cour pour la dite vente en bloc), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, MARDI le TRENTE-UNIEME jour de MARS, 1936, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. MOREL.
Rivière-du-Loup, le 25 février, 1936.
[Première publication, 29 février, 1936]
1257—9-2-o

South by the second range, on the East by J. P. Gagnon or representatives and on the West by Lazarre Gagnon and Donat Levesque or representatives, including all the beach rights attached thereto.

To be sold as one single lot, as forming one and same farm (and according to permission of the Court for the said sale "*en bloc*"), at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, county of Témiscouata, district of Kamouraska, on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of MARCH, 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. MOREL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, February 25, 1936.
[First publication, February 29th., 1936]
1258—9-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-146555. EDOUARD ARSENAULT, demandeur; vs DAME MARIE GRAVEL, épouse séparée de biens d'Antonin Grenier et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, défenderesse; et GEORGES-ALBERT LAPORTE, curateur au délaissement.

Deux emplacements ayant front sur la rue Maplewood, connus et désignés sous les numéros trois cent quatre-vingt-huit et trois cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro vingt-huit (28-388 et 389) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, ainsi que les terrains connus et désignés sous les numéros trente et un et trente-deux de la résubdivision du lot numéro trois cent cinquante-sept de la subdivision officielle du dit lot numéro vingt-huit (28-357-31 et 32) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 mars 1936. 1679—12-2-o
[Première publication, le 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 144837. BRUNO DULUDE dit HUET; vs LOUIS PALARDY.

Une portion de terre située en la cité de Longueuil, du côté sud-ouest du Chemin de Chambly, contenant cent quarante-quatre pieds de largeur, par cent soixante-quatre pieds et neuf pouces de profondeur, dans une ligne et cent soixante et un pieds et sept pouces de profondeur dans l'autre ligne, le tout mesure française et plus ou moins, et étant composée des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt et un et vingt-deux, de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois cent quarante-huit (348-21 et 22) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly—avec une maison portant le numéro civique 284 du chemin Chambly, (le réservoir à eau chaude et les appareils électriques devant faire partie dudit immeuble), et dépendances sus érigées et toutes servitudes

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-146555. EDOUARD ARSENAULT, plaintiff; vs DAME MARIE GRAVEL, wife separate as to property of Antonin Grenier, and the latter to authorize his said wife, defendant; and GEORGES ALBERT LAPORTE, curator to the Abandonment.

Two emplacements fronting on Maplewood Street, known and designated under numbers three hundred and eighty eight and three hundred and eighty nine of the official subdivision of lot number twenty eight (28-388 and 389) on the official plan and book of reference for the village of Côte des Neiges, and also those lots of land known and designated under numbers thirty one and thirty two of the re-subdivision of lot number three hundred and fifty seven of the official subdivision of said lot number twenty eight (28-357-31 and 32) on said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 17th., 1936. 1680—12-2
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 144837. BRUNO DULUDE dit HUET; vs LOUIS PALARDY.

A parcel of land situate in the city of Longueuil, on the Southwest side of the Chambly Road, measuring one hundred and forty four feet in width, by one hundred and sixty four feet and nine inches in depth, in one line and one hundred and sixty one feet and seven inches in depth in the other line, the whole French measurement and more or less, and being composed of two lots of land known and designated under numbers twenty one and twenty two of the official subdivision of original lot number three hundred and forty eight (348-21 and 22) on the official plan and book of reference of the Village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly—with a house bearing civic number 284 Chambly Road, (the hot water reservoir and electric fixtures to form a part of the said immovable), and dependencies thereon erected and all

actives et passives y attachées; à déduire toutefois les lisières de terrains suivantes:

a) Une lisière de terrain de quatre pieds et dix pouces de largeur en front par toute la profondeur du terrain sur et à même le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois cent quarante-huit (348-Ptie 22) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant cité de Longueuil, dans le comté de Chambly; la dite lisière de terrain renfermée dans les bornes suivantes, savoir: en front par le chemin de Chambly; d'un côté par le lot No (348-23-1); de l'autre côté par le résidu dudit lot No 348-22 et en arrière par partie du lot No 349-33 des dits plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses dessus érigées.

b) Une autre lisière de terrain prise à même le susdit terrain numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois cent quarante-huit (348-22) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant cité de Longueuil, dans le comté de Chambly; renfermée dans les bornes suivantes: en front par le chemin de Chambly, d'un côté par le lot numéro 348-21; de l'autre côté par le résidu dudit lot 348-22, lequel dit résidu est d'une largeur de cinquante-quatre pieds et dix pouces de largeur en front par toute la profondeur dudit lot, et en arrière, étant donné que pour les fins des présentes il n'est nécessaire que d'avoir une main-levée seulement sur cent pieds de profondeur, par une autre partie du dit lot 348-22 des dits plan et livre de renvoi officiels; de sorte que la lisière de terrain présentement décrite se compose de la partie de terrain comprise entre le lot numéro 348-21 et le résidu du terrain numéro 348-22, qui mesure cinquante-quatre pieds et dix pouces de largeur en front à compter de la ligne du terrain numéro 348-23-1, par une profondeur de cent pieds.

c) La partie d'avant du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois cent quarante-huit (348-21) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, maintenant cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, comprenant toute la largeur en front dudit terrain par une profondeur de cent pieds; bornée comme suit: en front par le chemin de Chambly, d'un côté par le lot numéro 348-22, de l'autre côté par le lot numéro 348-20 et en profondeur par le résidu dudit lot 348-21 des dits plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 mars 1936. 1681—12–2–o
[Première publication, le 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 141764. JOSEPH RIENDEAU vs LOUIS GAGNON, *es-qualité* de tuteur à Jacqueline, Jean-Guy et Gaétane Leblanc, Domina Leblanc.

a) Un immeuble ayant front sur la rue de Saint-Valier, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot subdivision numéro quatre cent cinquante-deux du lot originaire numéro huit (½ N.-O. 8-452) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds

the active and passive servitudes attached thereto; to be deducted however the following strips of land:

a) A strip of land of four feet and ten inches in width in front by the whole depth of the lot of land from and out of the lot of land known and designated under number twenty two of the official subdivision of original lot number three hundred and forty eight (348-Pt. 22), on the official plan and book of reference of the Village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly; the said strip of land enclosed within the following boundaries, namely: in front by the Chambly Road; on one side by lot No. (348-23-1); on the other side by the residue of said lot No. 348-22 and in rear by part of lot No. 349-33 of said official plan and book of reference—without buildings thereon erected.

b) Another strip of land taken out of the same aforesaid lot of land number twenty two of the official subdivision of original lor number three hundred and forty eight (348-22), on the official plan and book of reference of the Village of Longueuil, now the City of Longueuil, in the county of Chambly; enclosed within the following boundaries: in front by the Chambly Road, on one side by lot number 348-21; on the other side by the residue of said lot 348-22, the said residue is of a width of fifty four feet and ten inches in width in front by the whole depth of the said lot, and in rear, being given that for the sole purposes hereof it is only necessary to have a discharge of hypothec only on one hundred feet in depth, by another part of said lot 348-22 of said official plan and book of reference; so that the strip of land presently described is composed of the part of the land comprised between lot number 348-21 and the residue of the lot of land number 348-22, which measures fifty four feet and ten inches in width in front from the line of the lot of land number 348-23-1, by a depth of one hundred feet.

c) The front part of the lot of land known and designated under number twenty one of the official subdivision of original lot number three hundred and forty eight (348-21), on the official plan and book of reference of the Village of Longueuil, now the city of Longueuil, in the county of Chambly, comprising all the width in front of said lot of land by a depth of one hundred feet, bounded as follows: in front by the Chambly Road, on one side by lot number 348-22, on the other side by lot number 348-20 and in depth by the residue of said lot 348-21 of said official plan and book of reference—without buildings.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, March 17, 1936. 1682—12–2
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 141764. JOSEPH RIENDEAU; vs LOUIS GAGNON, in his quality of tutor to Jacqueline, Jean Guy and Gaetane Leblanc, Domina Leblanc.

a) An immovable fronting on De Saint-Valier Street, in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest half of subdivision lot number four hundred and fifty two of original lot number eight (N. W. ½-8-452) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred feet

de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front vers le nord-est par la rue de Saint-Valier, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté vers le sud-est par la moitié sud-est du même lot No 452, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro quatre cent cinquante et un du même cadastre.

Avec une maison à trois étages, portant les numéros civiques 7020, 7022 et 7024 de la rue de Saint-Valier, et autres dépendances y érigées.

b) Un immeuble ayant front sur la rue de Saint-Valier, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre cent cinquante du lot originaire numéro huit (8-450) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, ayant une largeur de cinquante pieds par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec une maison à deux étages, portant les numéros civiques 7036, 7038, 7040 et 7042 de la rue de Saint-Valier, et autres dépendances y érigées.

c) Un immeuble ayant front sur la rue de Saint-Valier, en la cité de Montréal, connu et désigné comme la moitié nord-ouest du lot subdivision numéro quatre cent cinquante-trois du lot originaire numéro huit (½ N.-O. 8-453) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: en front vers le nord-est par la rue de Saint-Valier, en arrière vers le sud-ouest par une ruelle, d'un côté au sud-est par l'autre moitié du même lot numéro quatre cent cinquante-trois, et de l'autre côté par le lot numéro quatre cent cinquante-deux du même lot originaire.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $550. quant au paragraphe A, un dépôt de $350. quant au paragraphe B et un dépôt de $150. quant au paragraphe C sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugements de l'Hon. Juge Curran, datés le 10 mars 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 mars 1936. 1683-12-2-o
[Première publication, 21 mars 1936]

in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front towards the Northeast by De Saint Valier Street, in rear on the Southwest by a lane, on one side towards the Southeast by the Southeast half of the same lot No. 452, and on the other side towards the Northwest by lot number four hundred and fifty one of the same cadastre.

With a three story house, bearing civic numbers 7020, 7022 and 7024 De Saint Valier Street, and other dependencies thereon erected.

b) An immovable fronting on De Saint Valier Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number four hundred and fifty of original lot number eight (8-450) of the official plan and book of the incorporated village of Côte Saint Louis, having a width of fifty feet by a depth of one hundred feet, English measure and more or less.

With a two story house, bearing civic numbers 7036, 7038, 7040 and 7042 De Saint Valier Street, and other dependencies thereon erected.

c) An immovable fronting on De Saint Valier Street, in the city of Montreal, known and designated as being the Northwest half of subdivision lot number four hundred and fifty three of oroginal lot number eight (N. W. ½-8-453) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: in front towards the Northeast by De Saint Valier Street, in rear towards the Southwest by a lane, on one side on the Southeast by the other half of the same lot number four hundred and fifty three, and on the other side by lot number four hundred and fifty two of the same original lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $550.00 as to paragraph A, a deposit of $350.00 as to paragraph B and a deposit of $150.00 as to paragraph C shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 10, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 17, 1936. 1684-12-2
[First publication, March 21, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } JAMES-G. ROSS *et al.*,
C-146328. } *es-qual.*; vs DAME TERESINA ROSELEN, épouse judiciairement séparée de biens de Angelo Zanella et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse.

Le lot de terre situé au coin nord des rues Chambord et Sauvé, en la cité de Montréal, lequel est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant le lot de subdivision numéro cent soixante-huit du lot numéro deux cent vingt-cinq A (225*a*-168), et contient vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, d'après la mesure anglaise et plus ou moins—avec la bâtisse dessus érigée connue sous le numéro 9801 de ladite rue Chambord, et tous les droits et dépendances y appartenant, sans exception ou réserve.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } JAMES G. ROSS *et al.*,
C-146328. } *es-qual.*; vs DAME TERESINA ROSELEN, wife judicially separated as to property of Angelo Zanella and the latter to assist and authorize his said wife.

The lot of land situated on the Northerly corner of Chambord and Sauvé Streets, in the city of Montreal, which is known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault au Récollet, as subdivision lot number one hundred and sixty eight of lot number two hundred and twenty five A (225A-168), and contains twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less—with the building thereon known as number 9801 of said Chambord Street and all rights and appurtenances belonging thereto, without exception or reserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 mars 1936. 1685—12–2
[Première publication, le 21 mars 1936]

To be sold, at my office, in the city of Montreal on the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 17th., 1936. 1686—12–2–o
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-145774. NAPOLÉON ST. ANDRÉ; vs ACHILLE PARENT *et al.*

Comme appartenant à Achille Parent:

Un emplacement ayant front sur la rue DelaRoche, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent soixante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-768) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récolet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées et plus particulièrement une maison à deux étages portant les numéros civiques 6771 à 6775 de la dite rue DelaRoche, à Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $450. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 10 mars 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 17 mars 1936. 1687–12–2–o
[Première publication, 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-145774. NAPOLÉON ST. ANDRÉ; vs ACHILLE PARENT *et al.*

As belonging to Achille Parent:

An emplacement fronting on DelaRoche Street, in the City of Montreal, known and designated as being lot number seven hundred and sixty eight of the official subdivision of the original lot number four hundred and eighty eight (488-768) on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Recollet, measuring twenty five feet in width by ninety five feet in depth, English measure, more or less—with all the buildings thereon erected, and more particularly a two story house bearing civic numbers 6771 to 6775 of said DelaRoche Street, at Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $450. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated March 10th, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 17th, 1936. 1688—12–2
[First publication, March 21, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-146453. CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN; vs DAME IDA DUFAULT, épouse séparée de biens de Horace Gareau, et ce dernier pour autoriser son épouse.

Un lot de terre situé en la paroisse du Sault-aux-Récollets, dans le comté d'Hochelaga, ayant front sur la rue De Poncheville, connu et désigné comme étant le numéro vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-sept (127–27) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, daté le 27 février 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 18 mars 1936. 1725—12–2–o
[Première publication, le 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-146453. CREDIT FONCIER FRANCO - CANADIEN; vs DAME IDA DUFAULT, wife separate as to property of Horace Gareau, and the latter to authorize his wife.

A lot of land situate in the parish of Sault aux Récollets, in the county of Hochelaga, fronting on De Poncheville Street, known and designated as being number twenty seven of the official subdivision of lot number one hundred and twenty seven (127–27) of the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $700.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated February 27th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18th., 1936. 1726—12–2
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 149782. JOSEPH GAUTHIER; vs DONALD A. CAMPBELL.

1. Une ferme située du côté nord du chemin public, dans la paroisse de Saint-Zotique, dans le comté de Soulanges, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Zotique, comme étant partie du lot numéro dix (ptie No 10), bornée en front par ledit chemin public, en arrière par les terres de la Rivière

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 149782. JOSEPH GAUTHIER; vs DONALD A. CAMPBELL.

1. A farm situated in the North side of the public road, in the parish of Saint Zotique, in the county of Soulanges, known and designated upon the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Zotique as being part of lot number ten (pt. of 10) bounded in front by said public road, in rear by the lands

Delisle, du côté est par la ferme de Joseph Debonville et emplacement, et du côté ouest par la ferme de Henri Porcheron, et contenant trois arpents de largeur sur la profondeur qui se trouve entre ledit chemin public et les terres de la rivière Delisle, le tout tel qu'actuellement clôturé—avec une bâtisse sus-érigée et le chemin de vingt pieds de largeur, mesure française, tel que réservé sur la partie du même numéro dix située sur le côté sud du chemin public, dans un acte de vente consenti à Antoine-L. de Laplante, devant Mtre A. Jeannotte, notaire, le dix-septième jour d'août mil neuf cent vingt, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Soulanges, No 27287.

2. Un emplacement situé au sud du chemin public, dans la paroisse de Saint-Zotique, étant partie du lot numéro dix (ptie 10) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Zotique, contenant trois arpents de largeur par la profondeur qu'il y a du chemin public qui le borne en front jusqu'au Lac Saint-François qui le borne en profondeur, borné d'un côté par la propriété de M. Wilfrid Ladouceur et de l'autre côté par la propriété de Mde Darneault—avec une maison et chalets sus-érigés; à déduire desdits lopins de terre un chemin de vingt pieds de largeur, mesure française, lequel était réservé par ledit Joseph Gauthier pour lui-même ou ses représentants comme propriétaire du résidu du même lot No 10. Ce chemin à être pris à l'endroit où il existe actuellement un chemin par lequel les traîneaux circulent sur le lac durant la saison d'hiver.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Zotique, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 18 mars 1936. 1727-12-2
[Première publication, 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir: LES SYNDICS DE LA PAROISSE DE NOTRE-DAME DES VICTOIRES; vs AIMÉ LAPORTE. 4301.

Un immeuble ayant front sur la rue Monsabré, à Montréal, et étant les subdivisions cinquante-huit et cinquante-neuf du lot originaire numéro vingt et un (21-59-58) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de La Longue-Pointe—avec les bâtisses dessus érigées portant le No 2291 de la dite rue Monsabré à Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 mars 1936. 1737-12-2-o
[Première publication, 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ANNA KISS, épouse séparée de biens par jugement de Nicholas Auerbach et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; vs ALEXANDRE MARTIN dit LADOUCEUR. 146623.

Un emplacement ayant front sur la rue Des Carrières, en la cité de Montréal, et composé du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis, sous le numéro deux cent quarante-quatre (244)—avec bâtisses dessus érigées, et portant entr'autres le

of River Delisle, on East side by the farm of Joseph Debonville and emplacement, and on the West side by the farm of Henri Porcheron, and containing three arpents in width by the length existing between the said public road and the land of River Delisle, the whole as now fenced—with the building thereon erected and the road of twenty feet wide, French measure, as reserved on the part of the same number ten lying on the South side of the public road, in a deed of sale consented to Antoine L. de Laplante before Mtre A. Jeannotte, notary, on the seventeenth of August one thousand nine hundred and twenty, registered in the Soulanges County office No. 27287.

2. An emplacement situated to the South of the public road in the parish of Saint Zotique, being part of lot number ten (pt. 10) upon the official plan and in the book of reference for said parish of Saint Zotique, containing three arpents in width by the depth being from the public road which bounds it in front to Lake Saint François which bounds it in depth, bounded on one side by the property of Mr. Wilfrid Ladouceur and on the other part by the property of Mrs. Darneault—with a house and cabins thereon erected; to be deducted from said pieces of land a road of twenty feet large, French measure, which was reserved by the said Joseph Gauthier for himself or his representative as proprietor of the remainder of said lot No 10, this road to be taken at the place where is actually a road through which sleighs are going on the lake during the winter season.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint Zotique, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18th, 1936. 1728-12-2-o
[First publication, March 21st, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE TRUSTEES OF THE PARISH OF NOTRE DAME DES VICTOIRES; vs AIMÉ LAPORTE. 4301.

An immoveable fronting on Monsabré Street, at Montreal, and being subdivisions fifty eight and fifty nine of the original lot number twenty one (21-59-58) on the official plan and book of reference for the parish of La Longue Pointe—with the buildings thereon erected, bearing No. 2291 of said Monsabré Street, at Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18th, 1936. 1738-12-2
[First publication, March 21st, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ANNA KISS, wife separate as to property by judgment of Nicholas Auerbach and the latter to authorize his said wife; vs ALEXANDRE MARTIN dit LADOUCEUR. 146623.

An emplacement fronting on Des Carrières Street, in the city of Montreal, and composed of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the Village of Côte Saint Louis, under number two hundred and forty four (244)—with buildings thereon erected, and bear-

numéro civique 5280 de la rue Des Carrières, de la contenance de quarante-deux pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et de partie du lot numéro deux cent quarante-cinq (Ptie 245) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de la Côte Saint-Louis, contenant trente-neuf pieds et six pouces de largeur par trente-huit pieds de profondeur, mesure française, bornée d'un côté par le lot No 244 plus haut décrit, de l'autre côté par le lot No 246, d'un bout par le résidu dudit lot No 245, et de l'autre bout par partie du lot No 251 et partie du lot No 252 auxdits plan et livre de envoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 18 mars 1936. 1729—12–2–o
[Première publication, le 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 148769. DAME MARIE-ANNE LEDOUX, veuve de Joseph Brais, *ès-qualité* de tutrice à ses enfants mineurs; vs MOISE BEAUREGARD.

Un emplacement composé:

a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro douze cent sept, de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161-1207) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt pieds de largeur par soixante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise;

b) De la moitié sud-ouest d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro douze cent six, de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161-½ S.-O. 1206) des susdits plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant, telle moitié, cinq pieds de largeur par soixante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front par le boulevard Saint-Joseph, en arrière par le lot numéro 161-56 sur ledit plan, et d'un côté au sud-ouest par le lot sus-décrit, et d'autre côté au nord-est par l'autre moitié dudit lot numéro 161-1206.

Le tout avec bâtisses ci-érigées et portant les numéros civiques 2035-2037-2037A du Boulevard Saint-Joseph est.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 mars 1936. 1731–12–2–o
[Première publication, 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 139917. DAME CORINNE MARTIN, veuve de Jos.-B. de Boucherville, demanderesse; vs SAMUEL MIGICOVSKY, défendeur; et TÉLESPHORE BRASSARD, *ès-qualité*, mis-en-cause.

Ce certain emplacement situé en la cité de Montréal, quartier Laurier, ayant front sur la rue Saint-Laurent, et connu et désigné comme étant le lot deux cent quatorze et deux cent quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11–215–214), des plan et livre de renvoi

ing amongst others civic number 5280 Des Carrières Street, of an area of forty two feet in width by ninety feet in depth, English measure, and more or less, and of part of lot number two hundred and forty five (Pt. 245) on the same official plan and book of reference of Côte Saint Louis, measuring thirty nine feet and six inches in width by thirty eight feet in depth, French measure, bounded on one side by lot No. 244 above described, and on the other side by lot No. 246, at one end by the residue of said lot No. 245, and at the other end by part of lot No. 251 and part of lot No. 252 on the said official plan and book of reference of the Village of Côte Saint Louis, the whole forming one and the same lot of land.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18th., 1936. 1730—12–2
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 148769. DAME MARIE ANNE LEDOUX, widow of Joseph Brais, *ès-qualité* of tutrix to her minor children; vs MOISE BEAUREGARD.

An emplacement composed of:

a) A lot of land known and designated under number twelve hundred and seven of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-1207) of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, measuring twenty feet in width by sixty four feet in depth, English measure;

b) The Southwest half of a lot of land known and designated under number twelve hundred and six, of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-S. W. ½ of 1206) of the aforesaid official plan and book of reference of the Village of Côte de la Visitation, measuring, the said half, five feet in width by sixty four feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front by the Saint Joseph Boulevard, in rear by lot number 161-56 on said plan, and on one side to the Southwest by the lot hereinabove described, and on the other side to the Northeast by the other half of said lot number 161-1206.

The whole—with buildings thereon erected, and bearing civic numbers 2035-2037-2037A Boulevard Saint Joseph East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18, 1936. 1732–12–2
[First publication, March 21st, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 139917. DAME CORINNE MARTIN, widow of Jos. B. de Boucherville, plaintiff; vs SAMUEL MIGICOVSKY, defendant; and TELESPHORE BRASSARD, *ès-qualité*, *Mis-en-cause*.

That certain emplacement situated in the city of Montreal, Laurier Ward, fronting on Saint Laurent Street and known and designated as being lot two hundred and fourteen and two hundred and fifteen of the official subdivision of original lot number eleven (11–215–214) upon the

officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 1984 et 1986 de la dite rue Saint-Laurent et No 2 de la rue Fairmount-ouest, et avec droit d'usage et de passage dans la ruelle en arrière de ladite propriété à charge par le dit acheteur de contribuer à son entretien ordinaire ou usuel.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 18 mars 1936. 1733—12-2
[Première publication, le 21 mars 1936]

official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint Louis—with all the buildings thereon erected bearing civic Nos. 1984 and 1986 of said Saint Laurent Street and No. 2 of Fairmount Street West and with the right of use and passage in the lane in rear of the said property, subject to the obligation by said purchaser to contribute to the ordinary charge of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18th., 1936. 1734—12-2-o
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: PEOPLE'S THRIFT
D-147785. AND INVESTMENT
COMPANY; vs ISIDORE ASTROFSKY.

Un emplacement situé rue Craig Est, dans la cité de Montréal, composé des deux lots de terre connus et désignés respectivement comme étant les subdivisions numéros cinq et six du lot originaire numéro vingt-trois (23-5 et 6) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal—avec bâtisses sus érigées portant les numéros civiques 189*a* à 197 inclusivement de la dite rue Craig Est, et avec droit de passage dans la ruelle située à l'arrière des dits lots de terre.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,950.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 14 mars 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 18 mars 1936. 1735—12-2-o
[Première publication, le 21 mars 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: PEOPLE'S THRIFT
D-147785. AND INVESTMENT
COMPANY; vs ISIDORE ASTROFSKY.

An emplacement situate on Craig Street East, in the city of Montreal, composed of two lots of land respectively known and designated as being subdivisions numbers five and six of the original lot number twenty three (23-5 and 6) on the official plan and book of reference for Saint Louis Ward of the city of Montreal—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 189*a* to 197 inclusively of said Craig Street East, and with right of way in the lane situate in rear of the said lots of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,950.00 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated March 14th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 18th., 1936. 1736—12-2
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: PIERRE - OMER CA-
F-149757. SAVANT; vs GREGORIO VENDETTI.

Un emplacement composé des lots suivants:

1. Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro neuf cent cinq (905) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Jacques;

2. De cette partie du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro neuf cent quatre (904) aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit Quartier Saint-Jacques, contenant une largeur de sept pieds et cinquante-huit centièmes de pied en front et six pieds et quatre-vingt-quinze centièmes de pied en arrière dans sa ligne sud-ouest par une profondeur de soixante-sept pieds et vingt centièmes de pieds dans sa ligne nord-ouest et soixante-sept pieds et vingt-cinq centièmes de pied dans sa ligne sud-ouest, formant une superficie de quatre cent quatre-vingt-huit pieds et trente-huit centièmes de pied, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée, en front, par la rue Saint-Timothée, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté, au nord-ouest par le lot numéro neuf cent cinq (905) et de l'autre côté, au sud-est, par la plus grande partie du dit lot numéro neuf cent quatre (904)—avec les bâtisses dessus érigées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: PIERRE OMER CA-
F-149757. SAVANT; vs GREGORIO VENDETTI.

An emplacement composed of the following lots:

1. A lot of land known and designated as being lot number nine hundred and five (905) on the official plan and book of reference for Saint James Ward;

2. That part of the lot of land known and designated as being lot number nine hundred and four (904) on said official plan and book of reference for said Saint James' Ward, measuring seven feet and fifty eight hundredths of a foot in width, in front, and six feet and ninety five hundredths of a foot in rear, in its Southwest line, by a depth of sixty seven feet and twenty hundredths of a foot in its Northwest line and sixty seven feet and twenty five hundredths of a foot in its Southwest line, containing an area of four hundred and eighty eight feet and thirty eight hundredths of a foot, English measure and more or less, and bounded in front by Saint Timothée Street, in rear on the Southwest by a lane, on one side on the Northwest by lot number nine hundred and five (905), and on the other side, on the Southeast, by the greater part of said lot number nine hundred and four (904)—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 24 février 1936. 1237—9-2-o
[Première publication, le 29 février 1936]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 24th., 1936. 1238—9-2
[First publication, February 29th., 1936]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: / No 32421. \ DAME MARIE-MARGUERITE-EUGENIE BOISSONNEAULT-FALARDEAU, veuve de Alfred Falardeau, de Québec; contre LES HERITIERS DE DELLE MARIE-LEDA BEDARD, décédée depuis moins de six mois, de son vivant de Québec, et PIETRO FARAGO, commerçant de Québec, saisi comme appartenant aux Héritiers de Delle Marie-Léda Bédard, à savoir:

Les lots Nos 1677, 1678 et 1679 (mille six cent soixante-dix-sept, mille six cent soixante-dix-huit et mille six cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant des emplacements situés rue Sainte-Hélène—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière, constituée et annuelle de $12.00, payable le 29 septembre de chaque année à la Succession J.-G. Bossé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 18 mars 1936. 1385-12-2-o
[Première publication, 21 mars 1936]
[Deuxième publication, 4 avril 1936]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: / No. 32421. \ DAME MARIE MARGUERITE EUGENIE BOISSONNEAULT-FALARDEAU, widow of Alfred Falardeau, of Quebec; against THE HEIRS OF MISS MARIE LEDA BEDARD, less than six months deceased, in her lifetime of Quebec, and PIETRO FARAGO, trader, of Quebec, seized as belonging to the Heirs of Miss Marie Leda Bédard, to wit:

Lots Nos. 1677, 1678 and 1679 (sixteen hundred and seventy seven, sixteen hundred and seventy eight and sixteen hundred and seventy nine) of the official cadastre for Jacques-Cartier Ward, now Saint Roch Ward, of the City of Quebec, being emplacements situate on Sainte Helene Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted and annual ground rent of $12.00 payable the 29th of September of each year to the Estate J. G. Bossé.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 18, 1936. 1386-12-2
[First publication, March 21, 1936]
[Second publication, April 4, 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski: / No 4772. \ GUILLAUME LANDRY; vs DELPHIS LANDRY, Cap-Chat.

Comme appartenant à Guillaume Landry, savoir:

1. Partie des lots quarante-cinq-1 et quarante-cinq-2 au cadastre officiel du rang trois du canton Cap-Chat, de 4½ arpents de front sur environ 14 de profondeur, borné au nord, au rang 2, à l'est à Ethel Landry, à l'ouest à Delphis Landry, au sud à Alexis Thibault—avec bâtisses.

2. Partie du lot quarante-cinq-1 au cadastre officiel du rang 2 du canton Cap-Chat, de 2 arpents de front sur 9, borné au nord à Frs. Pelletier, à l'est à Chs. Roy, à l'ouest à Jos. Landry, au sud à Norbert Landry ou représentant.

Pour être vendus à la porte de l'église de Cap-Chat, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, 1936, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, le 17 mars 1936. 1739—12-2-o
[Première publication, le 21 mars 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski: / No. 4772. \ GUILLAUME LANDRY; vs DELPHIS LANDRY, Cap-Chat.

As belonging to Guillaume Landry, to wit:

1. Part of lots forty five-1 and forty five-2 of the official cadastre of range three of the Township of Cap-Chat, of 4½ arpents in front by about 14 in depth, bounded on the North, by range 2, on the East by Ethel Landry, on the West by Delphis Landry, on the South by Alexis Thibault—with buildings.

2. Part of lot forty five-1 of the official cadastre of range 2 of the Township of Cap-Chat, of 2 arpents in front by 9, bounded on the North by Frs. Pelletier, on the East by Chs. Roy, on the West by Jos. Landry, on the South by Norbert Landry or representative.

To be sold at the church door of Cap-Chat, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, 1936, at ONE o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, March 17th., 1936. 1740—12-2
[First publication, March 21st., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 5323. } ADRIEN BEGIN, Saint-Octave; vs ALPHONSE BERNIER, savoir:

Le lot deux cent soixante-seize, partie de deux cent quatre-vingt-huit, de 1 arpent de front sur 13¾, borné au nord et à l'ouest à Jos. Côté, au sud au rang 3, à l'est à Ernest Boulanger ou représentants, le lot quatre cent quarante-neuf et partie de quatre cent quarante-sept, de 2 arpents sur 10, borné au nord au rang 2, au sud au Lac des Joncs, au nord-est à Ray. Rousseau, au sud-ouest à Alfred Turcotte, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 25 février 1936. 1271—9-2-o
[Première publication, le 29 février 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, No. 5323. } ADRIEN BEGIN, Saint Octave; vs ALPHONSE BERNIER, to wit:

Lot two hundred and seventy six, part of two hundred and eighty eight, measuring 1 arpent in front by 13¾, bounded on the North and West by Jos. Côté, on the South by range 3, on the East by Ernest Boulanger or representatives, lot four hundred and forty nine and part of four hundred and forty seven, measuring 2 arpents by 10, bounded on the North by range 2, on the South by "Lac des Joncs", on the Northeast by Ray. Rousseau, on the Southwest by Alfred Turcotte, on the official cadastre for the parish of Saint Fabien.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien, on the THIRTY FIRST day of MARCH next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, February 25th., 1936. 1272—9-2
[First publication, February 29th., 1936]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Saguenay, No 5795. } DAME AURORE PRADET, épouse séparée de corps de Isidore Nault, Maître de poste, de Clermont, comté de Charlevoix, demanderesse; vs VICTOR BOULIANE, de La Malbaie, cultivateur, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située dans le premier rang nord-est de la rivière de la paroisse de Saint-Etienne de La Malbaie, contenant trois arpents de largeur sur quarante de profondeur tenant d'un côté, au sud-est, aux représentants Louis Tremblay et de l'autre côté, au nord-ouest, à la terre de Henri Boies, la dite terre étant et composant les lots numéros trois cent soixante-dix-sept, trois cent soixante-dix-huit et partie de trois cent soixante-dix-neuf, (377, 378 et ptie 379) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de La Malbaie—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire la partie du lot No 379, l'emplacement de Louis Laberge.

2. Les lots numéros deux cent quatre-vingt-sept et deux cent quatre-vingt-huit, (287 et 288) du même cadastre, à déduire cependant du lot No 287, la partie appartenant à Dame Veuve Philippe Dufour et Raymond Dufour, et, la partie appartenant à Henri Boies, le tout suivant leur titre respectif.

Pour être vendu au bureau du shérif dans le palais de justice à La Malbaie, MARDI, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BORIS MALTAIS.
La Malbaie, ce 24 février 1936. 1245—9-2-o
[Première publication, 29 février, 1936]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Saguenay, No. 5795. } DAME AURORE PRADET, wife separate as to bed and board of Isidore Nault, Postmaster, of Clermont, county of Charlevoix, plaintiff; vs VICTOR BOULIANE, of La Malbaie, farmer, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

1. A farm situate in the first Northeast range of the river of the parish of Saint Etienne de La Malbaie, measuring three arpents in width by forty in depth, bounded on one side, on the Southeast, by the representatives of Louis Tremblay and on the other side, on the Northwest, by the farm of Henri Boies, the said farm being and forming lots numbers three hundred and seventy seven, three hundred and seventy eight and part of three hundred and seventy nine (377, 378 and Pt. 379) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be deducted the part of lot No. 379, the emplacement of Louis Laberge.

2. Lots numbers two hundred and eighty seven and two hundred and eighty eight, (287 and 288) of the same cadastre, to be deducted however from lot No. 287, the part belonging to Dame Widow Philippe Dufour and Raymond Dufour, and the part belonging to Henri Boies, the whole according to their respective deeds.

To be sold at the Sheriff's Office in the Court House of La Malbaie, TUESDAY the THIRTY FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

BORIS MALTAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, February 24, 1936. 1246—9-2
[First publication, February 29th., 1936]

PROCEDURE SOMMAIRE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 3136. } ISIDORE AUGER *et al*, épiciers, de la ville de Saint-Jérôme, dit district, demandeurs; vs PAUL-EMILE PLOUFFE, de la paroisse de Saint-Jérôme, dit district, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur les immeubles suivants, savoir:

Avis public est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu le premier jour d'avril mil neuf cent trente-six à dix heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jérôme, dit district, la dite vente aura lieu le SEPTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de Saint-Jérôme, dit district, savoir:

1. Un terrain faisant partie du numéro cinq cent quatre-vingt-trois (P. 583) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, contenant un arpent de front sur un demi-arpent de profondeur, tenant devant au chemin public, derrière et d'un côté à un nommé Alphonse Legault dit Bastien ou représentants et de l'autre côté au terrain ci-après en second lieu décrit.

2. Un autre terrain étant partie dudit numéro cinq cent quatre-vingt-trois (P. 583) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, contenant trois arpents de front sur la profondeur comprise depuis le chemin de base, qui le borne devant, aux terres de la Rivière du Nord qui le borne derrière; tenant d'un côté au No 584 et de l'autre côté au terrain ci-dessus décrit.

3. Un autre terrain connu sous le numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (P. 584) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, c'est à dire la partie du dit numéro tenant devant aux terres de la Rivière du Nord, derrière au chemin public, d'un côté à Joseph Laverdure ou représentants, de l'autre côté à un petit lac—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

L'item No 3 susdit devra se lire et devra être vendu comme désigné ci-dessous pour corriger la désignation de la partie dudit No 584 saisie le 22 février 1936 en cette cause, savoir:

Un autre terrain, connu comme étant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (P. 584) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, borné comme suit: d'un côté par le lot No 377, d'un autre côté; par le lot No 583, d'un autre côté par le chemin public et de l'autre côté par le lot No 584-A—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme, le 16 mars 1936. 1689-o

[Publication, le 21 mars 1936]

SUMMARY PROCEDURE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 3136. } ISIDORE AUGER *et al*, grocers, of the town of Saint Jérôme, said district, plaintiffs; vs PAUL EMILE PLOUFFE, of the parish of Saint Jérôme, said district, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveables, to wit:

Public notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this case, which should have taken place April the 1st. nineteen hundred and thirty six, at 10 o'clock in the forenoon, at the door of the parish church of Saint Jérôme, said district, the said sale, will take place on APRIL, the SEVENTH day, fineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the said church of Saint Jérôme, said district, to wit:

1. A lot of land forming part of number five hundred and eighty three (Pt. 583) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jérôme, measuring one arpent in front by one half arpent in depth, bounded in front by the public road, in rear and on one side by a party named Alphonse Legault dit Bastien or representatives, and on the other side by the land hereinafter secondly described.

2. Another lot of land being part of said number five hundred and eighty three (Pt. 583) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jérôme, measuring three arpents in front by the depth comprised between the lower road, which bounds it in front, to the lands of the Rivière du Nord, which bounds it in rear, bounded on one side by No. 584 and on the other side by the land hereinabove described.

3. Another lot of land known under number five hundred and eighty four (Pt. 584) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Jérôme, that is to say the part of said number bounded in front by the lands of Rivière du Nord, in rear by the public road, on one side by Joseph Laverdure or representatives, on the other side by a small lake—with a house and other buildings thereon erected.

The item No. 3 aforesaid should be read and should be sold as designed hereinbelow to correct the designation of the part of said No. 584, which have been seized on February 22nd, 1936, in this case, to wit:

Another lot of land known as being part of the lot number five hundred and eighty four (P. 584) of the official plan and book of reference for the parish of Saint Jérôme, bounded as follows: on one side by lot No. 377, on another side by lot No. 583, on another side by the public road and on the other side by lot No. 584-A—with a house and others buildings thereon erected.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jérôme, March 16th, 1936. 1690-o

[Publication, March 21st, 1936]

Ministère du Travail

AVIS

Conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64) avis est donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1458 du 6 juin 1935, modifié par les arrêtés Nos 3627 et 768 des 27 décembre 1935 et 11 mars 1936—convention collective de travail relative au métier de distributeur de pain de la région de Québec—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article V: "Les jours spécifiés au paragraphe précédent, tous les distributeurs qui seront obligés de travailler recevront salaire double."

2. L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI.—La juridiction territoriale pour fins d'application de la présente convention comprend le district judiciaire de Québec sauf les comtés de Lotbinière et de Portneuf; en dehors de la cité de Québec, de la ville de Lévis et d'un rayon de 15 milles de leurs limites, l'échelle des salaires fixés aux articles I, II, III, IV et V pourra être réduite de 10%."

3. L'article XII est remplacé par le suivant:

"XII.—La juridiction territoriale de la présente convention comprend aussi les comtés suivants: Portneuf, Lotbinière, Charlevoix, Dorchester et Bellechasse; toutefois, dans ces comtés ne sont assujettis aux dispositions de la présente convention, que les maîtres-boulangers vendant toute ou une partie de leur production dans les limites des comtés de Québec, Lévis et Montmorency."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
1747-o Sous-Ministre du Travail.

AVIS

Conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64) avis est donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 31 du 4 janvier 1935, modifié par les arrêtés Nos 1189, 3110 et 3626 des 10 mai, 30 octobre et 27 décembre 1935—convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie de la région de Québec—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

Les articles VII et VII*a* sont remplacés par les suivants:

"VII.—La juridiction territoriale pour fins d'application de la présente convention, comprend le district judiciaire de Québec sauf les comtés de Lotbinière et de Portneuf; en dehors de la cité de Québec, de la ville de Lévis et d'un rayon de 15 milles de leurs limites, l'échelle des salaires fixés aux articles I, II, III, IV et V pourra être réduite de 15%.

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to Article 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 1458 of the 6th of June, 1935, modified by the Orders in Council Nos. 3627 and 768 of the 27th of December 1935 and the 11th of March 1936—collective labour agreement relating to the bread distributor's trade—have requested the following modifications of the said Order in Council:

1. The following paragraph is added after Article V: "Every bread distributor working on the days specified in the preceeding paragraph, shall receive a double wage."

2. Article XI is replaced by the following:

"XI.—The territorial jurisdiction for the application of the present agreement comprises the judicial district of Quebec, the counties of Lotbinière and of Portneuf excepted; outside the city of Quebec, of the town of Levis and within a radius of 15 miles of their limits, the rate of wages fixed by Articles I, II, III, IV and V may be reduced 10%."

3. Article XII is replaced by the following:

"XII.—The territorial jurisdiction of the present agreement comprises also the following counties: Portneuf, Lotbinière, Charlevoix, Dorchester and Bellechasse; however, in the said counties, only master-bakers selling all or part of their production within the limits of the counties of Quebec, Levis and Montmorency are subject to the provisions of the present agreement."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
1748-o Deputy Minister of Labour.

NOTICE

Pursuant to Article 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64) notice is given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 31 of the 4th. of January, 1935, modified by the Orders Nos. 1189, 3110 and 3626 of the 10th. of May, 30th. of October and 27th. of December, 1935—collective labour agreement relating to the baking industry in the district of Quebec—have requested him the following modifications to the said Order in Council:

The Sections VII and VII*a* are replaced by the following:

"VII.—The territorial jurisdiction for the application of the present agreement comprises the judicial district of Quebec with the exception of the counties of Lotbinière and Portneuf; outside the city of Quebec, of the Town of Levis and within a radius of 15 miles of their limits, the rate of wages fixed by the Sections I, II, III, IV and V may be reduced 15%.

"VII*a*.—La juridiction territoriale de la présente convention comprend aussi les comtés suivants: Portneuf, Lotbinière, Charlevoix, Dorchester et Bellechasse; toutefois, dans ces comtés, ne sont assujettis aux dispositions de la présente convention que les maîtres-boulangers vendant toute ou une partie de leur production dans les limites des comtés de Québec, Lévis et Montmorency."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,
1749–o Sous-ministre du Travail.

"VII*a*.—The territorial jurisdiction of the present agreement comprises also the following counties: Portneuf, Lotbinière, Charlevoix, Dorchester and Bellechasse; however, in the said counties, only master-bakers selling all or part of their production within the limits of the counties of Quebec, Levis and Montmorency, shall be subject to the provisions of the present agreement."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
1750–o Deputy Minister of Labour.

AVIS

Conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64) avis est donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 2073 du 22 août 1934, modifié par les arrêtés Nos 192, 3420 et 3628 des 23 janvier, 4 et 27 décembre, 1935—convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure de la province de Québec—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1. Le premier paragraphe de l'article I est remplacé par le suivant:

"I.—Les taux de salaires minima pour ouvriers et ouvrières travaillant dans l'industrie de la chaussure seront fixés suivant les classifications du métier A, B, C, et D ci-après désignées ou par l'ordonnance No 7 de la Commission du salaire minimum des femmes et pour chacune des zones économiques ci-après décrites où opèrent les établissements manufacturiers visés. Ce salaire sera payé intégralement en espèces."

2. L'article I*b* suivant est ajouté à la suite de l'article I*a*:

"I*b*.—Pour toutes les opérations non classifiées actuellement dans cette convention ou qui seront classifiées plus tard par le comité conjoint, toute personne employant dans l'industrie de la chaussure une employée devra lui payer les taux de salaires conformes à l'ordonnance No 7 revisée de la Commission du salaire minimum des femmes."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
1751–o Sous-Ministre du Travail.

NOTICE

Pursuant to Article 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64) notice is given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 2073 of the 22nd of August 1934, amended by the Orders in Council Nos 192, 3420 and 3628 of the 23rd of January, 4th and 27th of December, 1935—collective labour agreement relating to the shoe manufacturing industry in the province of Quebec—have requested him the following modifications to the said Order in Council:

1. The first sub-section of Section I is replaced by the following:

"I.—The minimum rates of wages for male and female employees engaged in the boot and shoe industry, shall be fixed according to the trade classes A, B, C and D hereinafter designated, or to Order No. 7 of the Women's Minimum Wage Commission for each of the economic zones hereinafter described, wherein the boot and shoe factories above mentioned are operating. These wages shall be paid fully in cash."

2. The following Section I*b* is added after the Section I*a*:

"I*b*.—For every operation actually not classified in this agreement or to be classified later on by the joint committee, any person employing in the shoe industry a female employee shall pay her the rates of wages in conformity with Order No. 7 of the Women's Minimum Wage Commission."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
1752–o Deputy Minister of Labour.

AVIS

Conformément à l'article 4 de la Loi des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable M. Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Syndicat National des Travailleurs aux Carrières de Frontenac lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

NOTICE

Pursuant to Article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by the Honourable Mr. Edgar Rochette, Minister of Labour, that "Le Syndicat National des Travailleurs aux Carrières de Frontenac" has presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

Le Syndicat National des Travailleurs aux Carrières de Frontenac, représenté par MM. Wilfrid St-Louis et J.-Armand Rouleau, de Saint-Samuel et Saint-Sébastien, Québec;

Et, D'AUTRE PART:

Brodie's Limited, 1070, rue Bleury, Montréal; Natioyal Granite Works Limited, 892 ouest, rue Sherbrooke, Montréal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Québec; Silver Granite Company Ltd., 276 rue Saint-Jacques ouest, Montréal; Stanstead Granite Quarries Co. Limited, Beebe, Québec; F. Voyer & Frère, Rivière-à-Pierre, Québec; Auguste Dumas, Rivière-à-Pierre, Québec; Art. Dumas Cie Enregistrée, Rivière-à-Pierre, Québec;
tous propriétaires de carrières de granit ou d'ateliers de taillage de granit,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I.—Les taux de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaire Horaire*
Tailleurs de granit	$ 0 50
Opérateurs de dégauchisseuses (surface machine) qui sont des tailleurs de granit compétents	0 50
Carriers travaillant dans les carrières	0 35
Journaliers travaillant dans les carrières et les ateliers de taillage de granit	0 25
Apprentis tailleurs de granit:	
1ère année	0 10
2ème année	0 20
3ème année	0 30

II.—Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

III.—Les taux de salaires spécifiés à l'article I ne seront d'aucun effet avant l'adoption par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec d'un arrêté ministériel ordonnant que ce contrat s'applique aux employeurs et employés des différents métiers mentionnés dans le présent contrat, et en deçà de la juridiction territoriale ci-après spécifiée.

IV.—*Juridiction Territoriale:*—La juridiction territoriale déterminée par cette convention comprend toute la province de Québec.

V.—*Juridiction Industrielle:*—La présente convention concerne toutes les opérations de taillage de granit pour l'industrie du bâtiment, la construction des ponts, des chaussées et l'érection des monuments.

VI.—*Durée du Travail:*—Les tailleurs de granit, les opérateurs de dégauchisseuses qui sont des tailleurs de granit compétents, et les apprentis tailleurs de granit travailleront un maximum de huit heures par jour et quarante-cinq heures par semaine. Les carriers et les journaliers (ouvriers non qualifiés) travailleront un maximum de neuf heures par jour et cinquante heures par semaine. Toutefois, les employés devront exécuter le travail supplémentaire nécessaire à l'achèvement de travaux urgents.

VII.—*Apprentissage:*—Trois années constitueront la période d'apprentissage relativement au métier de taillage de granit. Aucun apprenti ne

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat National des Travailleurs aux Carrières de Frontenac", represented by Messrs. Wilfrid St-Louis and J. Armand Rouleau, of Saint Samuel and Saint Sebastien, Que.;

And, ON THE OTHER PART:

Brodie's Limited, 1070 Bleury St., Montreal; National Granite Works Ltd., 892 Sherbrooke St., West, Montreal; Scotstown Granite Co. Ltd., Scotstown, Que.; Silver Granite Company Ltd., 276 Saint James St., West, Montreal; Stanstead Granite Quarries Company Ltd., Beebe, Que.; F. Voyer & Frère, Rivière à Pierre, Que.; Auguste Dumas, Riviere à Pierre, Que.; Art. Dumas Cie Enrg., Rivière à Pierre, Que.,
all owners of granite quarries and granite cutting plants,
be rendered obligatory for the employers and employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I.—The rates of wages shall be the following for each of the trades mentioned below:

Trade	*Wage Rate per hour*
Granite cutters	$0 50
Surface machine operators, who are fully competent granite cutters	0 50
Quarrymen employed in quarries	0 35
Inexperienced labourers in quarries	0 25
Apprentice granite cutters:	
1st year	0 10
2nd year	0 20
3rd year	0 30

II.—Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

III.—The rates of wages mentioned in section I shall not be in force until the Order in Council has been adopted by the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, determining that the present agreement applies to employer and employees of the various trades contemplated in the present agreement and within the territorial jurisdiction hereinafter specified.

IV.—*Territorial Jurisdiction:*—The territorial jurisdiction covered by this agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

V.—*Industrial Jurisdiction:*—The present agreement shall apply and extend to all granite cutting operations in connection with buildings, bridges, curbings and monumental works.

VI.—*Duration of Labour:*—Granite cutters or surface machine operators who are fully competent granite cutters and apprentice granite cutters shall work a maximum of eight hours per day and forty five hours per week. Quarrymen and inexperienced labourers shall work a maximum of nine hours per day and fifty hours per week. However, employees shall work reasonable and necessary overtime for the completion of urgent business.

VII.—*Apprenticeship:*—Three years shall constitute the period of apprenticeship for the granite cutter trade. No apprentice shall begin his

pourra commencer la période de son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize ans ou après avoir dépassé l'âge de vingt ans.

VIII.—Il est toutefois convenu dans le but de promouvoir l'usage du granit, pour le remplissage (infilling) d'une construction, de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface bosselée connue sous le nom de "random ashlar", "scotch work" ou "petite course", pourvu que cette pierre n'ait pas plus de $11\frac{3}{4}$" de hauteur; dans ce cas, le salaire d'un coupeur (rough cutter), sera d'au moins $3.00 par jour. Il est entendu que la pierre bosselée courante sera de $0.15 le pied courant. La pierre bosselée sur mesure sera de $0.17 le pied courant. Les coins bosselés sur mesure ainsi que les pilastres, seront de $0.17 le pied courant, y compris mesure sur la face et retour. Les couvrements, lancis, claveaux, cordons, appuis et pierres qui exigent un chanfrein, seront payés sur le prix de $0.50 de l'heure. Les têtes pour joue de châssis seront payées à $0.35 la tête.

IX.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant ladite requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail. 1753-o
Québec, le 21 mars 1936.

apprenticeship before 16 years or after 20 years.

VIII.—It is agreed, in order to encourage the use of granite for the field (infilling) of buildings, that piece work shall be allowed for rock face stone commonly known as random ashlar, scotch work or petite course, providing that same is not over eleven and three quarters inches ($11\frac{3}{4}$") high, the rate of pay therefore to be such that a rough cutter may earn at last three dollars per day. It is agreed upon that the running rock face stone shall be $0.15 per running foot. The rock face stone on measure shall be $0.17 per running foot. Rock corners on measure and piers shall be paid $0.17 per running foot, measure on the face and back (retour) included.

The covers, *lancis*, keystone, borders (cordons), supports and stones exacting a chamfer shall be paid at the rate of $0.50 an hour. The heads for sash flanges shall be paid $0.35 per head.

IX.—The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the said request and shall remain in force until the 31st of December 1936.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in this petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21st 1936. 1754-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 12

ANNONCEURS:—AVIS AUX— 1167

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant le tarif des avocats dans les procédures prises en vertu de certaines lois 1235
Concernant l'industrie de la réparation des chaussures usagées 1250

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company 1248

ASSURANCE:—

La Fédération Nationale du Travail Masculin 1248

AVIS DIVERS:—

Loi abolissant les rentes seigneuriales ... 1249
Montreal Clothing Co., Ltd 1238
Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd. 1238
Pacona, Ltd 1238
Pinsonnault, Albéric 1238
Winoga Patricia Gold Mines, Ltd 1238

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ADVERTISERS:—NOTICE TO— 1167

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the tariff of fees of advocates in proceedings taken in virtue of certain Acts 1235
Respecting the repairing industry of used shoes 1250

MEETING:—

Montreal Tramways Company 1248

INSURANCE:—

Men's Labor National Federation 1248

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Seigniorial Rent Abolition Act 1249
Montreal Clothing Co., Ltd 1238
Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd. 1238
Pacona, Ltd 1238
Pinsonnault, Albéric 1238
Winoga Patricia Gold Mines, Ltd 1238

BILLS PRIVÉS:..... 1233

BUREAUX-CHEFS:—

B. B. Electric Co., Ltd..... 1234
Metal Industries, Incorporated..... 1250
Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd..... 1234
Pacona, Ltd..... 1234
West Indian Fruit Juices, Ltd..... 1234

CHARTE:—ABANDON DE:—

Valentine Co., Ltd..... 1239

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Beauharnois Light, Heat & Power Co... 1228
Boiler Inspector Association of the Province of Quebec, Inc..... 1231
Borrowes, Keith Holtby..... 1230
Châteauguay, ville de—..... 1230
Commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame de Liesse..... 1228
Commissaires d'écoles de la ville La Salle *et al*..... 1247
Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie..... 1227
Desjardins, Limitée..... 1227
Joliette, cité de..... 1232
L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal..... 1229
L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec..... 1226
Laval-des-Rapides, ville de..... 1247
Limoges, Mariette et Jeannine..... 1226
Magog, ville de—..... 1225
Quebec Goldfields Transportation Co... 1231
Séminaire de Québec..... 1230
Saint-Hyacinthe, cité de..... 1247
Succession Agnès Watson..... 1229
Succession Eusèbe Labelle..... 1228
Succession James McCready..... 1228
The Sterling Fire Insurance Co..... 1226
Vallerand, Gabriel *et al*..... 1227
Villa Saint-Jean de la Lande..... 1231

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Stanstead, municipalité scolaire protestante du canton de..... 1247

ERRATUM:—

Relatif à l'industrie de l'imprimerie du district de Montréal..... 1251

LETTRES PATENTES:—

Acme Jewellers, Incorporated..... 1168
Alfred Renauld, Limited..... 1169
Asbestos Auto & Commercial, Ltd..... 1171
Beaver Grill, Ltd..... 1172
Berish & Andes, Inc..... 1217
Continental Dress Company..... 1174
Delico, Limited..... 1177
Industrial Leathers Co., Ltd.—Cie des Cuirs Industriels, Ltée..... 1178
J.-Albert Bounadere, Limitée..... 1181
John Millen Drummondville, Ltée..... 1182
Klassey Shoe Store, Incorporated..... 1218
La Compagnie Sorex, Limitée..... 1185

PRIVATE BILLS:..... 1233

CHIEF-OFFICES:—

B. B. Electric Co., Ltd..... 1234
Metal Industries, Incorporated..... 1250
Northern Quebec Industrial Holdings, Ltd..... 1234
Pacona, Ltd..... 1234
West Indian Fruit Juices, Ltd..... 1234

CHARTER:—SURRENDER OF:—

Valentine Co., Ltd..... 1239

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Beauharnois Light, Heat & Power Co... 1228
Boiler Inspector Association of the Province of Quebec, Inc..... 1231
Borrowes, Keith Holtby..... 1230
Chateauguay, town of—..... 1230
School Commissioners of the Côte Notre Dame de Liesse..... 1228
School Commissioners of the town La Salle *et al*..... 1247
Commerce Mutual Fire Insurance Company..... 1227
Desjardins, Limitée..... 1227
Joliette, city of..... 1232
The Montreal Firemen's Benefit Association..... 1229
L'Association des Maréchaux-Ferrants de la Province de Québec..... 1226
Laval des Rapides, town of..... 1247
Limoges, Mariette and Jeannine..... 1226
Magog, town of—..... 1225
Quebec Goldfields Transportation Co... 1231
Séminaire de Québec..... 1230
Saint Hyacinthe, city of..... 1247
Estate of Agnes Watson..... 1229
Estate of Eusebe Labelle..... 1228
Estate of James McCready..... 1228
The Sterling Fire Insurance Co..... 1226
Vallerand, Gabriel *et al*..... 1227
Villa Saint-Jean de la Lande..... 1231

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Stanstead, Protestant school municipality of the township of..... 1247

ERRATUM:—

Relating to the printing industry in the district of Montreal..... 1251

LETTERS PATENT:—

Acme Jewellers, Incorporated..... 1168
Alfred Renauld, Limited..... 1169
Asbestos Auto & Commercial, Ltd..... 1171
Beaver Grill, Ltd..... 1172
Berish & Andes, Inc..... 1217
Continental Dress Company..... 1174
Delico, Limited..... 1177
Industrial Leathers Co., Ltd.—Cie des Cuirs Industriels, Ltée..... 1178
J.-Albert Bounadere, Limitée..... 1181
John Millen Drummondville, Ltée..... 1182
Klassey Shoe Store, Incorporated..... 1218
La Compagnie Sorex, Limitée..... 1185

Les Agences Rex, Ltée—Rex Agencies, Lted. 1187
Les Camps de Santé Bruchési 1192
Les Services du Dr. Charles Services, Inc. 1193
Macy's Holdings, Inc 1195
Megantic Transport Co., Ltd.—La Cie Ltée du Transport Mégantic 1197
Mel-Ber Manufacturing Company 1199
Osborn Equipment, Limited 1201
Rivet Transport Co., Ltd. 1205
Ruelland & Simard, Limitée 1209
Syndicat des Cantons Villeneuve, Inc 1211
The Montreal Furriers Association 1213
Wigwam Leather Goods, Inc 1220
Zenith Holding Corporation 1214

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Baile & Redpath Fuel Co., Ltd 1222
Barma & Bégin, Ltée—Barma & Begin, Ltd. 1222
Gordon's, Ltd. (Quebec) 1222
Hebecourt Corporation 1223
Musée Historique Canadien, Inc 1224
The Sterling Corporation 1224

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Jean-Vianney-de-Shipshaw 1246
Société Coopérative Agricole de Frelighsburg 1251
Société Coopérative Agricole de Saint-Patrice de Sherrington 1246
Syndicat d'élevage de Sainte-Cécile-de-Masham 1246

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Le Syndicat National des Travailleurs aux Carrières de Frontenac 1266
Relative à l'industrie de la boulangerie de la région de Québec 1265
Relative à l'industrie de la chaussure de la province de Québec 1266
Relative au métier de distributeur de pain de la région de Québec 1265

MINUTES DE NOTAIRES:—

Coupal, Pacôme-G., en faveur de 1233
Fortier, Roger 1233
Latour, Jean-Benjamin 1234

NOMINATIONS:—

Cour de Commissaires à Sainte-Marie-de-Beauce 1251
Diverses 1235

PROCLAMATIONS:—

Cadastre des cantons de Laval et de Latour 1242
Cadastre du canton de Letellier 1241
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 1240
Cour du Banc du Roi, district de Saint-François 1241
Saint-Augustin, village de 1244

RATIFICATION DE TITRES:—

Priceville, village de 1249

Les Agences Rex, Ltée—Rex Agencies, Lted. 1187
Les Camps de Santé Bruchési 1192
Les Services du Dr. Charles Services, Inc. 1193
Macy's Holdings, Inc 1195
Megantic Transport Co., Ltd.—La Cie Ltée du Transport Mégantic 1197
Mel-Ber Manufacturing Company 1199
Osborn Equipment, Limited 1201
Rivet Transport Co., Ltd. 1205
Ruelland & Simard, Limitée 1209
Syndicat des Cantons Villeneuve, Inc 1211
The Montreal Furriers Association 1213
Wigwam Leather Goods, Inc 1220
Zenith Holding Corporation 1214

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Baile & Redpath Fuel Co., Ltd 1222
Barma & Bégin, Ltée—Barma & Begin, Ltd. 1222
Gordon's, Ltd. (Quebec) 1222
Hebecourt Corporation 1223
Musée Historique Canadien, Inc 1224
The Sterling Corporation 1224

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Farmers' Club of the parish of Saint Jean Vianney de Shipshaw 1246
Société Coopérative Agricole de Frelighsburg 1251
Société Coopérative Agricole de Saint-Patrice de Sherrington 1246
Syndicat d'élevage de Sainte-Cécile-de-Masham 1246

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Le Syndicat National des Travailleurs aux Carrières de Frontenac 1266
Relating to the baking industry in the district of Quebec 1265
Relating to the shoe industry in the Province of Quebec 1266
Relating to the bread distributor's trade in the district of Quebec 1265

NOTARIAL MINUTES:—

Coupal, Pacôme-G., in favor of 1233
Fortier, Roger 1233
Latour, Jean-Benjamin 1234

APPOINTMENTS:—

Commissioners' Court at Sainte Marie Beauce 1251
Miscellaneous 1235

PROCLAMATIONS:—

Cadastre of the township of Laval and of Latour 1242
Cadastre of the township of Letellier 1241
Convocation of the Legislature for the dispatch of business 1240
Court of King's Bench, district of Saint Francis 1241
Saint Augustin, village of 1244

CONFIRMATION OF TITLES:—

Priceville, village of 1249

SOUMISSIONS:—

Laprairie, ville de..... 1245

VENTES D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Fxpress..... 1236
Canadian Pacific Express Co..... 1236

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Corbeil, Zénophile..... 1239
Nault, Honorius..... 1239

VENTES POUR TAXES:—

Drummondville, cité de..... 1237
Salaberry-de-Valleyfield, cité de—..... 1236
Waterloo, ville de—..... 1236

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Benoit..... 1252

ARTHABASKA:—

Matteau vs Héritiers N. Landry..... 1252
Rémillard vs Langlois..... 1252

BEAUHARNOIS:—

Deschamps vs Charlebois..... 1253
McColl-Frontenac Oil Co. Ltd. vs Johnston..... 1253

JOLIETTE:—

Cormier vs Peltier..... 1254

KAMOURASKA:—

Pettigrew vs Roussel..... 1254

MONTRÉAL:—

Arsenault vs Gravel *et vir*..... 1255
Casavant vs Vendetti..... 1261
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dufault *et vir*..... 1258
Dulude dit Huet vs Palardy..... 1255
Gauthier vs Campbell..... 1258
Kiss *et vir* vs Martin dit Ladouceur..... 1259
Ledoux vs Beauregard..... 1260
Martin vs Migicovsky..... 1260
People's Thrift and Investment Co. vs Astrofsky..... 1261
Riendeau vs Gagnon..... 1256
Ross *et al* vs Roselen *et vir*..... 1257
St-André vs Parent *et al*..... 1258
Syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires vs Laporte..... 1259

QUÉBEC:—

Falardeau vs Héritiers M.-L. Bédard *et al*. 1262

TENDERS:—

Laprairie, town of..... 1245

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express..... 1236
Canadian Pacific Express Co..... 1236

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Corbeil, Zénophile..... 1239
Nault, Honorius..... 1239

SALES FOR TAXES:—

Drummondville, city of..... 1237
Salaberry-de-Valleyfield, city of—..... 1336
Waterloo, town of—..... 1236

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Benoit..... 1252

ARTHABASKA:—

Matteau vs Heirs N. Landry..... 1252
Rémillard vs Langlois..... 1252

BEAUHARNOIS:—

Deschamps vs Charlebois..... 1253
McColl-Frontenac Oil Co. Ltd. vs Johnston..... 1253

JOLIETTE:—

Cormier vs Peltier..... 1254

KAMOURASKA:—

Pettigrew vs Roussel..... 1254

MONTREAL:—

Arsenault vs Gravel *et vir*..... 1255
Casavant vs Vendetti..... 1261
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dufault *et vir*..... 1258
Dulude dit Huet vs Palardy..... 1255
Gauthier vs Campbell..... 1258
Kiss *et vir* vs Martin dit Ladouceur..... 1259
Ledoux vs Beauregard..... 1260
Martin vs Migicovsky..... 1260
People's Thrift and Investment Co. vs Astrofsky..... 1261
Riendeau vs Gagnon..... 1256
Ross *et al* vs Roselen *et vir*..... 1257
St-André vs Parent *et al*..... 1258
Trustees of the parish of Notre Dame des Victoires vs Laporte..... 1259

QUEBEC:—

Falardeau vs Heirs M.-L. Bédard *et al*.. 1262

RIMOUSKI:—

Bégin vs Bernier 1263
Landry vs Landry 1262

SAGUENAY:—

Pradet vs Bouliane 1263

TERREBONNE:—

Auger *et al* vs Plouffe 1264

RIMOUSKI:—

Bégin vs Bernier 1263
Landry vs Landry 1262

SAGUENAY:—

Pradet vs Bouliane 1263

TERREBONNE:—

Auger *et al* vs Plouffe 1264

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.